

LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2,30 F; Tunisie, 2,20 F; Liban, 1,40 F; Émirats, 1,40 F; Belgique, 17 F; Canada, 5,10 F; Côte d'Ivoire, 2,50 F; Espagne, 4,75 F; Grèce, 50 F; Israël, 33 F; Italie, 50 F; Japon, 40 F; Iran, 125 F; Mexique, 200 F; Pays-Bas, 1,50 F; Portugal, 4 F; Royaume-Uni, 1,50 F; Suède, 3,75 F; Suisse, 1,20 F; U.S.A., 35 F; Venezuela, 25 F.

Tarif des abonnements page 12
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 03
C.C.P. 4007-23 PARIS
Tél. Paris 8° 63672
Tél. 246-72-23

L'évolution des pays andins

Un civil au pouvoir à Lima

Le 3 octobre 1978, un groupe d'officiers, répondant aux ordres du général Juan Velasco Alvarado, pénétrait à l'ambassade du gouvernement de Lima et en chassait le président civil, M. Fernando Belaunde. Répondant l'idée d'un simple pronunciamiento semblable à tant d'autres sous ces latitudes, les militaires entamaient presque aussitôt un processus de réformes de structures original en Amérique latine.

Le 28 juillet, deux ans plus tard, M. Belaunde va accéder à nouveau au pouvoir, porté par des électeurs qui étaient convoqués afin d'être un président pour la première fois depuis dix-sept ans. Il a fondé sa campagne sur une critique totale de tout ce qui a été fait par les militaires durant ce qu'il considère comme un long interrègne. Face à l'historique APRA (Alliance pour la révolution américaine), qui ne s'est pas remise de la mort de son chef, Victor Raúl Haya de la Torre, face à une gauche courtisée entre de multiples candidats, M. Belaunde a capitalisé l'indéniable antimilitarisme qui règne aujourd'hui dans la population.

L'électorat a désavoué le régime militaire. Mais le bilan de ces deux années ne doit pas être examiné sans nuances. On ne peut nier que le général Velasco et ses proches ont davantage transmuté le Pérou que leurs prédécesseurs, civils ou militaires, en un demi-siècle. La réforme agraire, en particulier, apparaît aujourd'hui comme un acquis irréversible — plus tangible que celle promise par M. Belaunde lors de sa première accession au pouvoir, en 1963, et jamais vraiment menée à bien.

Les autres réformes ont été moins durables. En particulier, les « communautés industrielles » — expérience originale de coparticipation au capital et à la gestion des entreprises — n'ont guère résisté à l'opposition conjuguée du patronat, qui y voyait un premier pas vers la « socialisation », et des syndicats, qui les dénonçaient comme une mesure de « conciliation de classes ». Le secteur autogestionnaire, auquel le régime voulait donner un lustre particulier, n'a pas été comme prévu. La politique de nationalisation a été remise en question en raison de la crise économique et de la fuite des capitaux étrangers. La « socialisation » de la presse a été un échec retentissant.

Atteint de plein fouet par la crise de l'énergie au moment le plus délicat de ce processus de transformation, le Pérou n'a pas résisté. Au bord de la cessation de paiements, le gouvernement militaire a dû faire marche arrière, passer sous les fourches caudines du Fonds monétaire international et appliquer ses recettes déflationnistes. Après les « progressistes » du général Velasco, conduits par son successeur, le général Morales Bermúdez. Encore faut-il rendre justice à ce dernier : il a procédé à l'opération vérité en économie, avec beaucoup moins de brutalité que ses collègues du Chili et de l'Argentine, sans la répression acharnée que ces deux pays ont connue. Et, en dernière analyse, c'est également lui qui a pris la décision de rendre le pouvoir aux civils, encouragé en cela par la politique des droits de l'homme du président Carter.

La victoire de M. Belaunde est ambiguë. Sans doute aurait-il tort d'y voir, selon sa pente conservatrice, un bilan négatif à une politique de réaction, voire de simple abandon des réformes. Le vote de la population est peut-être, aussi, au premier chef, une protestation contre la politique économique dictée par le F.M.I., qui a gravement accru des tensions sociales déjà fortes. En donnant les pleins pouvoirs en matière économique à M. Manuel Ulloa, notamment lié aux milieux financiers internationaux, M. Belaunde paraît vouloir figurer. Sa popularité risquerait alors d'être de courte durée.

Washington et l'O.E.A. condamnent le putsch bolivien

L'Organisation des États américains (O.E.A.), réunie à Washington en session extraordinaire, a condamné, le vendredi 25 juillet, le récent coup d'État militaire en Bolivie.

Dans ce pays voisin et membre lui aussi du pacte andin, les militaires péruviens s'apprêtaient à céder le pouvoir, lundi 26, au président Belaunde Terry, qu'ils avaient chassé il y a douze ans. Le président Belaunde avait été élu le 18 mai.

Retour d'un voyage officiel au Venezuela et en Équateur, deux pays qui, avec le Pérou, la Colombie et la Bolivie, font partie du groupe andin, M. Olivier Stiza, secrétaire d'État aux affaires étrangères, nous a déclaré que la France encourage, partout où elle le peut, les processus de démocratisation en Amérique latine, et que, d'autre part, l'Europe peut tirer le plus grand profit du refus croissant, par les pays de ce sous-continent, d'une division du monde entre les deux blocs.

Seize des vingt-trois délégations présentes à la réunion extraordinaire du conseil permanent de l'O.E.A., à Washington, ont approuvé, le 25 juillet, une résolution rédigée par quatre pays du groupe andin et condamnant les récents événements survenus dans le cinquième, la Bolivie.

Les États-Unis, Grande-Bretagne et la Barbade appuyaient le texte du Venezuela, du Pérou, de la Colombie et de l'Équateur, « déplorant » le coup d'État du 17 juillet à La Paz et exprimant une « profonde préoccupation » devant les graves violations des droits de l'homme qui ont suivi, en Bolivie, la prise du pouvoir par le général García Mesa.

Seuls, le Chili et le Paraguay ont voté, aux côtés du représentant du nouveau régime militaire, contre ce texte. Se sont abstenus le Brésil, l'Uruguay, le Guatemala et, fait notable, l'Argentine. Buenos Aires avait, après le putsch de La Paz, été l'objet de dénonciations répétées pour la participation de certains de ses services au soulèvement du 17 juillet. Cette capitale a vigoureusement démenti ces affirmations.

Peu avant l'ouverture de la réunion de l'O.E.A., M. Edmund Muskie, secrétaire d'État américain, a réaffirmé, lors d'une conférence de presse, la réprobation du président Carter devant l'interruption du processus de démocratisation en Bolivie.

En le 29 juin à la majorité simple des électeurs boliviens, M. Hernán Siles Zuazo devait

être confirmé comme président de la République par le Congrès de La Paz le 4 août prochain. Les militaires ont annulé les élections.

« La volonté du peuple bolivien », a déclaré M. Muskie, « a été violée de manière flagrante. Nous déplorons ces actions et les violations des droits de centaines de dirigeants politiques, religieux et syndicaux, détenus par le nouveau régime ».

(Lire la suite page 2.)

La guerre en Afghanistan

Les résistants affirment que plusieurs milliers des leurs se sont infiltrés à Kaboul

Des résistants afghans de Kaboul, rencontrés par l'envoyé spécial de l'A.F.P., affirment qu'« entre dix mille à trente-cinq mille » des leurs se sont infiltrés ces derniers jours dans la capitale où un soulèvement pourrait avoir lieu le dernier vendredi du ramadan.

De nombreux tanks ont été déployés vendredi 26 juillet aux endroits stratégiques de Kaboul où une vive tension persiste après les affrontements qui ont eu lieu entre les deux tendances rivales du parti unique, le Khalq et le Parcham.

Pour leur part, les résistants revendiquent l'attentat au cours duquel le rédacteur en chef de l'agence d'information officielle a été blessé.

Kaboul (A.F.P.) — Selon les résistants, leurs forces infiltrées dans la capitale devraient atteindre près de quatre-vingt mille hommes avant la fin du ramadan. On avance trois raisons à cet afflux : les bombardements soviétiques sans discernement des villages près de Kaboul, la pénurie alimentaire dans les zones rurales proches de la capitale et un possible soulèvement urbain contre les Soviétiques le dernier vendredi du ramadan.

Toujours de même source, on précise que les résistants infiltrés dans Kaboul n'ont pas d'armes modernes mais attendent l'appui de maquis basés dans les montagnes de Paghman-Charikar, à 20 kilomètres au nord-ouest de Kaboul. Des combats sont engagés près de ces montagnes. On a pu entendre des fusillades pendant trois heures dans ce secteur durant la nuit de jeudi à vendredi.

Le rédacteur en chef de l'agence d'information afghane Bakhtar, M. Kadar Mal, a été blessé par balles le 20 juillet à Kaboul au cours d'un attentat, a-t-on appris vendredi de source bien informée dans la capitale afghane. L'attentat a été peu après revendiqué par les résistants.

M. Kadar Mal — généralement considéré comme l'un des hommes de confiance des Soviétiques — a été attaqué par deux individus armés, alors qu'il quittait sa résidence à Kaboul. Les deux auteurs de l'attentat ont refusé à s'enfuir à bord d'une voiture. M. Kadar Mal a été hospitalisé à Kaboul.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, la capitale afghane a été le théâtre de violents affrontements, au cours desquels, sept personnes au moins ont été tuées, apprend-on de source bien informée.

Des combats ont également éclaté dans une garnison, à Rishior au nord de Kaboul, et les membres du Khalq, numériquement supérieurs, ont tué vingt soldats parcham et deux officiers, a-t-on précisé de même source.

(Lire la suite page 4.)

UN ENTRETIEN AVEC VASSILI AXIONOV

La culture russe est partout où se trouvent ses représentants nous déclare l'écrivain en exil

L'écrivain soviétique Vassili Axionov est arrivé à Paris le mardi 22 juillet, accompagné de sa femme et de trois autres membres de sa famille. Il doit, après un court séjour à Paris, se rendre en Italie puis s'installer aux États-Unis.

Le fils de l'écrivain Evgenia Guinebourg avait démissionné de l'Union des écrivains en 1973, après avoir été l'un des animateurs de l'« Almanach » « Métropole », une revue rassemblant des textes littéraires qui ne pouvaient avoir le visa de la censure. Alors, privé de tout travail, il a décidé de quitter l'Union soviétique. Notre correspondant à Moscou l'a rencontré juste avant son départ.

(Lire page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Mieux fatal

Certes, les prix n'ont augmenté que de 0,5 % en juin, mais cette décelération ne provient-elle pas d'un début de récession qui risque, d'ici peu, de provoquer un accroissement notable du chômage ?

Autrement dit : l'économie ne commence-t-elle pas à se rétablir, mais sans que l'on sache si l'homme pourra résister à ce mieux ? Ce qui serait fâcheux, même si cela devait fournir une fois de plus la preuve que les économistes sont capables tout à la fois de calculer juste et de penser faux.

MICHEL CASTE.

Point de vue

La passion de l'homme

Hier compagnon de la Révolution silencieuse du monde agricole, aujourd'hui membre du gouvernement, je tiens à demeurer fidèle à mes premiers engagements militants.

J'entends de la même façon Jean-Paul II lorsqu'il nous rappelle les valeurs sans lesquelles il n'est pas d'homme libre, sans lesquelles il n'est pas d'homme heureux, sans lesquelles il n'est pas d'homme responsable.

Il est vrai qu'aujourd'hui de nous bien des croyances idéologiques basculent : qui peut encore adhérer, lucidement, à un soi-disant mouvement de l'histoire régi par

par MICHEL DEBATISSE (*)

la lutte sans merci entre deux classes antagonistes ? Qui peut croire aussi au bilan « global » positif du socialisme réel ? Maintenant qu'il écarte « tant d'hommes dans le monde ».

L'Europe et la France, solidaires, préoccupées par la crise mondiale, peuvent-elles avoir à choisir entre un communisme implacable et un individualisme égoïste et intégral ?

Malgré l'inquiétude, ce n'est pas le temps de la désillusion. La valeur essentielle est chez nous de vivre libre. Mais si les sociétés occidentales ont su maintenir le principe de liberté elles n'ont pas pu l'accomplir pleinement.

Il ne suffit pas, en effet, d'assurer les droits de l'individu pour que s'instaurent des rapports plus justes et plus sains entre les hommes. Quelquefois nous manquons pour qu'advienne une démocratie économique et sociale qui soit vraiment au service de l'homme. Mais il faut surtout que ce soit une démocratie vivante où l'homme trouve sa dignité dans la responsabilité sociale.

Pour ma part, je crois que l'avènement d'une société plus responsable passe d'abord par la reconnaissance de la diversité des groupes et des hommes. L'originalité, l'autonomie, l'initiative des groupes et des associations manifestent les réalités professionnelles, familiales, sociales, culturelles et religieuses. Mais comment faire vivre ensemble des groupes issus de milieux dont les modes de vie, les intérêts sont souvent dissemblables ? C'est l'un de nos grands problèmes politiques. Pour échapper au mani-

chéisme dans lequel notre pays paraît, à certaines heures, se complaire, des ponts doivent être jetés entre les multiples groupes qui partagent une certaine vision de l'homme et de la société.

Issu d'une région rude, l'Auvergne, j'ai appris dans les mouvements d'inspiration chrétienne ce que des hommes aux conditions de vie précaires peuvent réaliser quand ils se retrouvent dignes, responsables et liés, avec leurs différences, par un idéal commun. Ainsi, également, peuvent être levés certains blocages politiques.

(Lire la suite page 6.)

POINT

Mer cruelle

On ne connaît sans doute jamais officiellement le véritable responsable de la mort des cinquante personnes qui ont péri, le 8 janvier 1979, dans l'incendie du Bédagueau, au sud-ouest de l'Irlande. De même, on ne saura sans doute jamais à quel, exactement, imputer la responsabilité des millions de francs de dégâts et de trais qu'a entraînés, le 7 mars dernier, le naufrage du Tania, au large des côtes de Bretagne.

La publication de la commission d'enquête irlandaise sur la catastrophe de Bantry, les polémiques qu'elle relance, montrent, une fois de plus, que dans le monde maritime pétrolier, s'il y a toujours des accidents qui font des victimes, et, fait nouveau, entraînent de considérables désastres écologiques, il devient de plus en plus difficile d'en déceler les auteurs.

Qui est responsable de l'incendie du Bédagueau ? L'armateur, qui s'en défend et accuse le gestionnaire du port ? Celui-ci, qui se retourne vers les autorités locales ? L'équipage, qui a disparu ?

De multiples instances judiciaires vont s'ouvrir dans plusieurs pays entre diverses parties. Elles coûteront cher, et se prolongeront vraisemblablement durant plusieurs mois. Il y a fort à parier qu'elles n'aboutiront pas à des conclusions claires.

La concurrence internationale très vive que se livrent les groupes pétroliers internationaux, les obligent à se battre au couteau sur le coût de leurs transports. D'où l'utilisation des pavillons de complaisance ou l'emploi de navires répondant à des normes de fabrication et de sécurité fixées internationalement au plus bas.

Survient une catastrophe, l'importance des sommes mises en jeu pour les indemnités et la couverture des pertes de navires, de plus en plus lourdes et chères, l'armement des sociétés d'armement et d'assurances ne peuvent ensuite que traîner le règlement des procès qui s'ensuivent.

La mer a toujours été cruelle, elle ne l'a jamais été de façon aussi anonyme et déconcertante.

(Lire page 13.)

La crise des Nouvelles-Hébrides

M. WALTER LHM
MULTIPLIE
LES CONCESSIONS
(Lire page 16.)

le musée de Cartier

Paris

Perfection technique, raffinement esthétique, garantie à vie.



CLÉS POUR BAYREUTH

Genèse d'un « Ring »

Sur la colline verte de Bayreuth, commencent, le lundi 28 juillet, les dernières séries du « Ring » du

Le 27 juillet 1980 pour un dimanche de

COURSES à MAISONS-LAFFITTE

Importante réunion avec

LE PRIX ROBERT-PAPIN (Omniun de deux ans) 1100 mètres

sur la fameuse ligne droite première grande épreuve pour les jeunes chevaux

200 000 F AU GAGNANT

Décision sage cependant, car, selon Pierre Boulez « même une expérience aussi exceptionnelle dans sa richesse et sa mesure arrive à s'épuiser ». Il explique : « le dialogue entre soi-même et l'œuvre ne peut se prolonger outre mesure sans courir le risque de monoté : on s'intéresse moins à l'œuvre qu'à certaines incidences particulières. C'est pourquoi, l'estime que le temps d'une production doit être limitée ».

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 9.)

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

LA VISITE DU PRÉSIDENT ROUMAIN

M. Ceausescu se rallie à la tactique française pour amorcer les discussions sur le désarmement

Le président roumain et Mme Ceausescu, qui ont passé la soirée de vendredi 26 juillet à Rambouillet avec le président et Mme Giscard d'Estaing, repartent ce samedi pour Bucarest.

Cette visite a été particulièrement discrète et les termes de la « déclaration » publiée vendredi soir sont très prudents. Alors qu'une conférence de presse commune avait clos la visite de M. Giscard d'Estaing à Bucarest l'an dernier, l'entretien de M. Ceausescu avec la presse, initialement inscrit au programme, a été annulé sans explications. Ces silences et cette prudence ne dissimulent pas des difficultés franco-roumaines — et en insistent, du côté français, sur le fait que les deux gouvernements ont des « vues extrêmement proches » sur la situation internationale. Mais, tout au contraire, partage les inquiétudes de la Roumanie, concernant les difficultés de sa position et juge inutile de les accroître par des prises de position tapageuses.

À propos de l'Afghanistan, la déclaration s'exprime en termes généraux et même vagues, plus vagues que ceux employés par M. Ceausescu dans son allocution au dîner de l'Elysée (le Monde du 25 juillet). Elle rappelle simplement qu'un « règlement politique » s'impose d'urgence et qu'il doit « assurer le strict respect du droit du peuple afghan de décider librement de son destin (...) sans aucune ingérence de l'étranger ».

C'est à propos de la conférence de Madrid qu'il est, en novembre prochain, le point de l'application de l'Acte d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), que le communiqué franco-roumain

innove le plus. Dans la conjoncture actuelle, une telle conférence risque de tourner court. Après l'intervention soviétique en Afghanistan, le gouvernement français n'était par ailleurs guère partisan de maintenir ce rendez-vous. S'il s'est finalement tenu, c'est pour essayer d'en tirer quelques mesures limitées, mais concrètes, à la faveur de la pression, toute verbale, qu'exerce, notamment dans les pays communistes, en faveur du désarmement.

On sait que, depuis qu'elle s'est réintroduite dans le circuit des négociations sur le désarmement, la France, arguant de la menace spécifique que constitue l'accumulation d'armes classiques en Europe, a proposé une conférence qui lui soit consacrée (la menace que constituent les armements nucléaires étant, selon cette argumentation, suffisamment traitée par les négociations soviéto-américaines et les accords SALT).

Le principe d'une conférence sur le désarmement en Europe a été assez facilement accepté, mais les pays communistes les mieux disposés envers la France, comme la Roumanie et la Yougoslavie, tiennent à ce qu'elle discute aussi du nucléaire.

Un objectif commercial « réaliste »

Pour sortir de l'impasse, la France a proposé qu'une telle conférence se déroule en deux temps : son premier objectif serait d'adopter des « mesures pratiques » propres à restaurer la « confiance » et renforçant celles déjà prises en ce sens par l'Acte d'Helsinki. De telles mesures (interdiction de manœuvres

dans certaines circonstances, invitation d'observateurs, etc.) n'exigeraient pas la distinction de l'armement nucléaire et de l'armement classique. La recherche d'un « processus efficace » de désarmement — objectif lointain et sans doute chimérique — n'interviendrait que dans un second temps. M. Ceausescu s'est rallié à cette tactique et à l'idée de confier à la conférence de Madrid un « mandat préliminaire » pour la mettre en œuvre.

Au plan des relations bilatérales, les deux présidents, lors des résultats obtenus dans le domaine économique, se sont fixés comme objectif d'ici 1985 un nouveau doublement des échanges commerciaux (ceux-ci ont augmenté de 136 % de 1975 à 1979). Cet objectif est « réaliste », bien que la négociation du plus gros contrat (fourniture de turbines pour les futures centrales nucléaires roumaines) soit au point mort. Le gouvernement français a refusé les conditions de crédit demandées par Bucarest. Le dossier n'est cependant pas classé.

Enfin, une liste d'une centaine de cas humanitaires franco-roumains (réunion de familles, mariages) a été soumise à M. Ceausescu. Ces cas ne sont pas toujours les mêmes. Certains sont récurrents, mais, étant donné l'importance des relations franco-roumaines, d'autres sont apparus. Si la déclaration commune ne mentionne pas le respect des droits de l'homme, elle réaffirme l'attachement des deux gouvernements à leur déclaration du 10 mars 1979 qui le mentionne parmi les principes fondamentaux régissant les relations entre les deux pays.

MAURICE DELARUE

La déclaration commune : réunir les conditions qui permettront à la détente de retrouver son cours

La déclaration de neuf pages, publiée vendredi 26 juillet à l'issue de la visite en France du président roumain, M. Ceausescu, rappelle d'abord les principes généraux qui gouvernent les relations franco-roumaines jugées « très satisfaisantes » par les deux parties.

« Les deux présidents, poursuit la déclaration, « estiment notamment que les principes énoncés dans la déclaration de 1979 conservent toute leur valeur, particulièrement dans la période difficile que traverse le monde aujourd'hui. (...) Les deux chefs d'Etat estiment que la France et la Roumanie ont un rôle à jouer sur le plan international pour favoriser la réduction des tensions actuelles qui menacent le strict respect de l'indépendance et de la souveraineté de tous les Etats. Le président de la République française et le président de la République socialiste de Roumanie ont exprimé l'espoir que soient réunies aussitôt que possible les conditions qui permettront à la détente de retrouver son cours. (...) »

La seconde partie de la déclaration est consacrée aux relations franco-roumaines. Elle déclare notamment : « Les deux présidents ont noté avec satisfaction les échanges commerciaux entre 1975 et 1980 a été atteint dans le courant de l'année 1979, c'est-à-dire en moins de quatre ans. Ils ont dit d'accord pour considérer qu'un nouveau doublement des échanges d'ici à 1985 apparaissait comme un objectif réaliste. (...) Notant avec satisfaction que certaines secteurs, tels que l'industrie lourde, les constructions mécaniques, l'élec-

tronique et les télécommunications, ont déjà donné lieu à des actions fructueuses, les deux présidents ont décidé d'ouvrir et de diversifier la coopération dans ces domaines ainsi que dans ceux de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, de l'agriculture, de la chimie, de l'industrie, de l'agriculture, de l'agriculture et de l'élevage. »

Chaque partie continuera à examiner, dans un esprit de bonne volonté, les problèmes humanitaires, y compris dans le domaine de la réconciliation de familles et des mariages, compte tenu du droit de chaque personne à une vie digne et sûre. »

Des mesures pratiques de confiance

La troisième partie est consacrée à la situation internationale. « Les deux présidents ont exprimé leur profonde préoccupation devant la dégradation du climat des relations internationales. Ils réaffirment avec vigueur la nécessité pour tous les Etats de respecter les principes d'indépendance, de souveraineté, de non-recours à la force ou à la menace de la force, de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats, le règlement de tous les conflits par la voie pacifique ainsi que le droit de chaque peuple de choisir librement la voie de son développement, qui sont à la base de la politique de détente. »

Les deux chefs d'Etat ont prononcé à une analyse approfondie de la situation en Europe. Ils ont souligné que le respect rigoureux de tous les principes et la mise en œuvre de toutes les dispositions de l'Acte final d'Helsinki par tous les Etats ayant participé à la

Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe est un fait essentiel au rétablissement d'un climat de confiance et au développement de la coopération. Ils ont réaffirmé l'importance que revêt dans ce contexte la réunion de Madrid (2) et ont souligné la nécessité que toutes les conditions soient réunies pour que cette rencontre permette l'adoption de propositions sur la voie ouverte par la Conférence d'Helsinki.

« Ils ont marqué que la France et la Roumanie étaient résolues à contribuer à donner à cette réunion un contenu positif et à coopérer à la réalisation de cet objectif. Les deux chefs d'Etat se prononcent pour que la réunion de Madrid adopte le texte d'un mandat précis en vue de convoquer une conférence politique des chefs d'Etat en Europe, à laquelle participeraient tous les Etats signataires de l'Acte final d'Helsinki, et qui aurait pour objet l'adoption de mesures pratiques de confiance ainsi qu'un processus efficace de désarmement. »

S'agissant des événements d'Afghanistan, les deux présidents ont souligné la nécessité d'un règlement politique de cette crise et ont exprimé le souhait que soit assurée la stricte application du droit du peuple afghan de décider librement de son destin, conformément à son droit à l'indépendance, sans aucune ingérence de l'étranger. »

Après avoir mentionné les positions, déjà connues, des deux pays sur la Proche-Orient et l'Afrique, la déclaration poursuit : « Préoccupés des menaces que l'accumulation des armements fait peser sur la sécurité en Europe et dans le monde ainsi que du fardeau que les dépenses militaires constituent pour les peuples et leur développement, les deux présidents ont souligné la nécessité d'intensifier les efforts en vue d'adopter des mesures efficaces de désarmement qui conduisent, dans le respect du droit de chaque Etat à la sécurité, au désarmement général sous un contrôle international efficace. »

Enfin les deux parties rappellent leur attachement à un « nouvel ordre économique mondial (...) condition indispensable à l'amélioration et à la stabilité du climat international, comme à la reprise (...) de la croissance de l'économie mondiale, qui est de l'intérêt de tous les pays (...) »

(1) Cette déclaration, signée le 10 mars 1970, lors de la visite de M. Giscard d'Estaing, énumère dix principes généraux dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. (2) La conférence de Madrid réunira les membres de la conférence d'Helsinki le 11 novembre prochain.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

LES QUATRE JOURNALISTES SUD-CORÉENS travaillant pour la presse étrangère qui étaient détenus depuis jeudi, pour interrogatoires au siège des services de renseignement de l'armée, ont été libérés, samedi 26 juillet — (A.F.P., A.P.).

Egypte

LE PENTAGONE a annoncé, vendredi 26 juillet, qu'il entendait fournir à l'Egypte soixante-sept chars M-60/A-3 équipés d'appareils de vision nocturne, en remplacement des cent trente modèles M-48/A-5 qui devaient être livrés à l'origine. La proposi-

tion du département de la défense a été approuvée par le Congrès. Si elle est acceptée, ces soixante-sept chars modernes viendront s'ajouter aux deux cent quarante-quatre engins du même modèle dont le Congrès a déjà approuvé la livraison, qui débuterait en décembre prochain. Le coût total des trois cent onze chars s'élève à 561 millions de dollars. — (A.F.P.)

Sri-Lanka

QUARANTE MILLE EMPLOYES DU SECTEUR PUBLIC ont été licenciés pour avoir fait grève, vendredi 18 juillet, en dépit d'une interdiction du gouvernement. (Reuters).

L'Europe peut tirer bénéfice de l'hostilité croissante de l'Amérique latine à la division entre les deux blocs

nous déclare M. Olivier Stirn

La France entend « en finir avec le coup par coup » et mettre sur pied une véritable politique « réformatrice et constructive » envers l'Amérique latine. Cette politique repose au premier chef sur « deux grands pays », le Mexique et le Brésil, « avec lesquels les échanges sont permanents ». Viennent, ensuite, dans l'ordre des préoccupations, le groupe des pays du Pacte andin, puis les autres. Au plan politique, la France, « sans distribuer les bonnes et les mauvaises notes aux régimes », « se fait qu'elle fait qu'elle suscite des réactions nationales ».

« L'effort d'encourager ceux qui progressent vers la démocratie », au plan économique, Paris essaie d'orienter vers l'Amérique latine — un sous-continent « plein de ressources » et en constant progrès — des entreprises françaises qui, « souvent, ignorent ce retour d'une nouvelle tournée officielle en Amérique latine, du cours de laquelle il a visité trois pays, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, présente la nouvelle « approche » française envers cette partie du monde.

À Caracas, M. Stirn a signé un accord délimitant les eaux territoriales entre cette capitale et la France (pour ses départements antillais) — problème qui était compliqué par l'existence, à l'ouest de deux DOM, d'un îlot, l'île Saint-Paul, de souveraineté française. M. Stirn, secrétaire d'Etat, qui s'est notamment entretenu avec le président Jaime Roldós, a exploré les possibilités concrètes d'une « relance des relations franco-équatoriennes ».

Une mission économique doit, en septembre, mettre au point certains projets de coopération portant notamment sur les secteurs de la recherche pétrolière, de l'agriculture et de certains biens d'équipement dans les domaines hospitalier, des transports, des infrastructures, de la sidérurgie et de la pêche. Au Suriname, enfin, le secrétaire d'Etat a discuté des possibilités de développer les liens avec un pays qui « est une véritable communauté avec la France ». C'est-à-dire avec le département de la Guyane — tout en s'efforçant d'établir le degré de stabilité d'un régime de souveraineté, dernier d'un coup d'Etat mené par des sous-officiers dont certains sont d'orientation progressiste.

Deux des pays visités par M. Stirn, le Venezuela et l'Equateur, sont membres du Pacte andin, au même titre que deux autres, le Pérou et la Bolivie.

L'avenir au centre

Le récent coup d'Etat à La Paz est évidemment un sujet de graves préoccupations pour les quatre capitales paraguayennes. Il s'agit, en Amérique latine, l'un des coups d'Etat les plus récents (1), qui, des dernières années, était devenu très consistant. On craint qu'il ne s'agisse pas seulement d'un épisode de la « démocratie » mais qu'il soit le premier d'une série de coups d'Etat associés à la Bolivie ? C'est ce que jusqu'à l'explosion du Pacte, mais peut-être ne recouvrant pas le rôle dans les événements de La Paz, est un sujet supplémentaire d'inquiétude.

La position politique de la France par rapport à l'Amérique latine en général et au Pacte andin en particulier, est partagée par ses partenaires européens, estime M. Stirn. Un projet d'accord entre la C.E.E. et le « groupe de Carthagène », comparable à celui qui a été signé, le 7 mars dernier, avec les cinq pays de l'Amérique latine du Sud-Est (2), est très avancé. Ce regain d'intérêt pour l'Amérique latine — plus nouveau en France que chez certains de ses partenaires européens, notamment l'Allemagne fédérale — se conjugue heureusement, estime le secrétaire d'Etat, avec « l'hostilité croissante de beaucoup de pays et de la voie de développement, dans la région notamment, à la division du monde en deux blocs ».

Si, selon un mot du président Roldós que M. Stirn ne cite évidemment pas sans malice, « l'avenir de l'Amérique latine est au centre », cela veut non seu-

lement pour la politique intérieure de chaque Etat, mais aussi au plan international : les pays de la zone, notamment ceux qui bordent la mer des Caraïbes, veulent « éviter de devenir le théâtre d'une rivalité Est-Ouest ». C'est pourquoi « la France coopère avec les régimes socialistes, comme Cuba ou Grenade ».

Une attitude ainsi « ouverte » peut, au demeurant, éviter le risque d'une « tutelle » cubaine, que le secrétaire d'Etat minimise. Il est, certes, évident que La Havane « essaie d'étendre son influence politique et militaire » dans la région caraïbe — notamment par des contacts avec les syndicats et les formations politiques avec lesquelles le castrisme a des affinités. Mais « cela n'a rien de scandaleux ».

« Les Cubains sont présents avec des techniciens, des médecins de qualité. Mais il n'y a pas de plan d'action organisé sur la région. Si, en raison de difficultés économiques ou d'écarts commis par des gouvernements, la situation évolue, ils sont là. Ils se créent des alliés. Si une occasion se présente, ils sont rapides et actifs. Tout cela n'a rien à voir avec des ingérences dans les affaires des Etats, comme le seraient des envois de troupes par exemple. » Passionnément intéressé par la question de Porto-Rico, qui doit prochainement se prononcer sur son statut par rapport aux Etats-Unis,

M. Fidel Castro, en revanche, ne manifeste aucune volonté d'intervention dans les affaires françaises, c'est-à-dire dans les départements d'outre-mer de la Caraïbe.

La tentative de créer un « axe » Europe-Amérique latine ne risque-t-elle pas de susciter l'irritation des Etats-Unis ? L'irritation de firmes du Vieux Monde sur des terres qui étaient naguère une « chasse gardée » du grand voisin du nord frappe évidemment beaucoup les milieux d'affaires américains — et ce d'autant plus que, par souci d'indépendance et de diversification, beaucoup d'Etats latino-américains ont, en fait, choisi, à la « tentation européenne ».

En revanche, l'administration, à Washington, n'a pas d'objection politique à ce renouveau d'intérêt de l'Europe pour le sous-continent. Des échanges de vues ont lieu, au demeurant, entre la France et les Etats-Unis à ce sujet. Si la pénétration économique européenne devenait, à moyen terme, vraiment très forte, alors, oui, « des frictions politiques ne seraient pas exclues », conclut le secrétaire d'Etat.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Les cinq pays du Pacte andin sont également désignés « groupe de Carthagène », du fait que l'accord créant leur union a été signé dans cette ville de Colombie. (2) L'ASEAN est composée de l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et Singapour.

AMÉRIQUES

Bolivie

Washington et l'O.E.A. condamnent le putsch

(Suite de la première page.)

« Nous croyons », a ajouté le secrétaire d'Etat, « que le processus démocratique doit être restauré et les désirs du peuple bolivien respectés. »

M. Muskie a annoncé le rappel de la mission militaire américaine à La Paz et la « réduction substantielle » du personnel diplomatique de Washington en poste en Bolivie. Les Etats-Unis avaient déjà rappelé en consultation leur ambassadeur, M. Marvin Weissman, et interrompu leur aide militaire et économique — d'un montant de 20 millions de dollars — pour l'instant, en attendant que le département d'Etat a indiqué que les mesures prises par Washington faisaient partie d'un « éventail de possibilités ». Une rupture des relations diplomatiques est cependant exclue.

Cependant, le gouvernement fédéral allemand a décidé le rappel, « pour information », de son ambassadeur à La Paz.

Le calme semblait revenu, ce samedi matin, en Bolivie. M. Siles Zuazo, qui a pris dans la clandestinité la tête de l'opposition au coup d'Etat, a déclaré dans une déclaration parvenue à l'agence France-Presse à La Paz, que « la résistance a fléchi ». Il ajoute, pourtant, qu'elle n'est pas « éteinte ». Depuis le 24 juillet, la soirée, les dix mille mineurs de Catavi et de Siglo-XX, deux bastions de la résistance, ont repris

le travail au terme d'un accord avec les autorités, indique l'A.P.P. En revanche, à Potosí, à 400 km au sud de La Paz, les travailleurs de la Corporation minière bolivienne (Combol) poursuivaient leur grève.

Le général García Mesa, nouveau chef de l'Etat, a déclaré, dans une longue interview qu'il publie le quotidien chilien *Fernando de la Hoz*, qu'il entendait rester au pouvoir « jusqu'à ce que la Bolivie soit reconstruite ». Il indique l'A.P.P. de Santiago. Ecartant l'hypothèse que son gouvernement puisse servir de transition vers la démocratie, il a ajouté : « Je suis comme le général Pinochet. Je resterai vingt ans au pouvoir. Les nouvelles générations hériteront d'un pays guéri du cancer marxiste. »

Le général García a conclu : « Je pense que le général Pinochet a raison. Je pense que l'Amérique pour lui et que l'Amérique a besoin de temps en temps avec lui. » La Bolivie et le Chili ont un contentieux important. Depuis la « guerre du Pacifique » (1879-1883), arrachant une large portion de son territoire à la Bolivie, le Chili a privé ce pays de tout accès à l'océan. Depuis lors, la Paz n'a cessé de revendiquer, appuyé par l'essentiel des pays du sous-continent, une « sortie vers la mer ».

Honduras

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE DU HONDURAS a élu le vendredi 26 juillet à la quasi-unanimité le général Policarpo Paz, chef des forces armées et chef de l'Etat depuis quatre ans comme président provisoire du pays. Les députés ont ainsi voulu exprimer leur « reconnaissance » aux forces armées qui ont permis, selon eux, que les élections pour l'Assemblée constituante se déroulent le 20 avril dernier « dans une ambiance de liberté et de démocratie ». Le général Paz, qui dirige le pays depuis le coup d'Etat militaire du 9 août 1976, avait remis formellement le pouvoir exécutif à l'Assemblée constituante il y a quelques jours. Il reprendra ses fonctions de président intérimaire jusqu'aux prochaines élections générales, qui doivent avoir lieu d'ici à un an et demi au plus tard. — (A.F.P.)

Le Monde DE L'EDUCATION

Numéro de juillet-août

LE PALMARÈS
DES UNIVERSITÉS
et des grandes écoles :
LE SUCCÈS
n'est pas qu'à Paris...
En vente partout : 7 F

Édité par la S.A.S. Le Monde, 10 rue de la Harpe, 75005 Paris. Jacques Fauriol, directeur de la publication. Jacques Sarragat.

Imprimé en France par S.A. des Indes, 10 rue de la Harpe, 75005 Paris. 1978

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration. Complément périodique n° 37497.

1350

PROCHE-ORIENT

Israël

ÉTAT PAUVRE
MAIS CITOYENS RICHES

Jérusalem (A.F.P.). — Le gouvernement d'Israël est pauvre, mais ses citoyens ne le sont pas, à en juger par les chiffres publiés récemment par le contrôleur général des banques.

Ainsi les dépôts en devises étrangères de citoyens israéliens dans les banques israéliennes s'élevaient à la fin de février 1980 à 6,3 milliards de dollars, auxquels s'ajoutent ceux des étrangers qui s'élevaient à 2,9 milliards de dollars.

Le total de 9,2 milliards de dollars constitue une augmentation de 20,5 % par rapport au mois de février 1979. Plus de la moitié des dépôts de particuliers israéliens consistent en marks allemands et proviennent de réparations versées par le gouvernement allemand, à titre de pensions viagères et autres prestations. Elles sont élevées, de février 1979 à 1980, à 440 millions de dollars.

Ces sommes ne comprennent pas les dettes de la Banque d'Israël, qui constituent les réserves du Trésor israélien et qui s'élevaient à plus de 3,5 milliards de dollars.

AU PARLEMENT IRANNIEN

Le président Bani Sadr propose M. Mir Salim comme chef du gouvernement

M. Bani Sadr adressera le samedi après-midi 26 juillet une lettre au Parlement pour proposer officiellement M. Mostafa Mir Salim au poste de premier ministre, a annoncé Radio-Téhéran. M. Mir Salim a été désigné par le président samedi, après une entrevue entre les deux hommes.

M. Mir Salim, vice-ministre de l'intérieur et chef de la police, a déclaré à l'issue de l'entretien qu'il se présenterait devant le Parlement islamique après le vote de confiance des députés. L'Assemblée devait entamer le débat à ce sujet dimanche.

Le vice-président de l'Assemblée, M. Sayed Ali Akbar Fardesh, avait déclaré vendredi que le chef du gouvernement devrait être « un homme énergique qui fasse trembler la terre », « un révolutionnaire ferme et implacable ».

Le prédicateur dans la ville de Qom a déclaré, pour sa part, que tous les ministres actuellement en exercice, qui avaient fait partie du « gouvernement abiet » de M. Bazargan, étaient des contre-révolutionnaires et devaient être chassés à jamais du pouvoir. MM. Gholizadeh et Minachi, respectivement ministre des affaires étrangères et de l'orientation nationale, ont particulièrement pris à partie dans la presse et par diverses organisations, dont celle des étudiants islamiques.

L'ayatollah Ali Khamenei, célébrant la prière du vendredi, à Téhéran, a affirmé que les minorités religieuses « officiellement reconnues » (les juifs, les chrétiens et les zoroastriens) ne devraient faire l'objet d'aucune discrimination administrative. Le dignitaire religieux a ajouté : « Les mesures d'épuration visent les contre-révolutionnaires qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans (...), ce n'est pas l'appartenance au judaïsme ou au christianisme qui entraîne systématiquement l'épuration ».

Cette directive ne s'applique pas apparemment à la communauté religieuse bahá'í. Dans la ville de Mashhad, trois hommes et trois femmes ont été attaqués et passés à tabac par un groupe de mohabbadji (partisans de Djalal).

A la suite de la campagne déclinée contre les représentants de la presse étrangère accusés d'« espionnage », les deux derniers journaux américains, qui travaillaient encore en Iran, ont quitté le pays de leur propre chef. Il s'agit de MM. Doyle Manusum et Jay Ross, envoyés spéciaux respectivement du Los Angeles Times et du Washington Post.

Sept personnes ont été exécutées vendredi dans la ville de Dezful, dans le sud-ouest du pays, quatre pour « des actions armées contre la République islamique » et les trois autres pour des délits de meurtre. L'ambassadeur d'Iran à Paris, M. Chamseddine Amirali, dont Téhéran avait annoncé jeudi qu'il avait été mis fin à ses fonctions, a indiqué qu'il avait l'intention de s'installer en Belgique. — (A.F.P., Reuters).

CORRESPONDANCE

Les robes des hôtes d'El Al

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Shimon Am-Gal, de Jérusalem :

« Dans la Tribune Correspondance du 21 juin, la conseillère culturelle de l'O.L.P. après de l'indignation, a demandé d'avoir « une culture et une existence palestiniennes présentes dans la région depuis des millénaires », et ce, en adoptant, pour les hôtes d'El Al, une tenue qui ne soit rien d'autre que palestinienne.

Étant moi-même réfugié juif d'un pays arabe, je suis avancé avec certitude que cette robe, dite palestinienne, n'est que le produit d'un coup de main et de ses broderies, non seulement à celle de ma grand-mère, mais encore à celle de toutes les femmes du Maghreb au Maroc qui portent encore des robes traditionnelles.

Quant aux hommes et à l'El Al, Mme Ruzsáldah W. Hamzah sait très bien qu'ils sont cosmopolites dans tout le Moyen-Orient. Le fouf l'étant surtout en Égypte. Chacun sait, par ailleurs, que le couscous est apprécié en France, que le kibe et le plat sénégalais sont courants en Amérique latine, que le chewing-gum se mâche dans le monde entier et que la glace napolitaine est dégoûtée dans les pays arabes.

MM. Arafat et Hussein ne portent pas le sarouel. Les femmes du Moyen-Orient n'aspirent qu'à à la mode occidentale, à l'élégance à la fois de la même liberté Bach, Mozart, les rythmes du jazz émergent et passionnent le monde entier.

Faudrait-il évoquer, pour autant, un colonialisme culturel ? Les osmose culturelles seraient-elles tombées en disgrâce à l'usage ?

Il est décevant que Mme Hamzah, pour la défense et illustration de la culture « millénaire » palestinienne, ait jugé nécessaire et suffisant de négliger qu'une partie ou des boulettes de pois chiches ou une robe qui se veut d'inspiration biblique, et qui passera de mode.

Mme Hamzah se devait de nous indiquer les chefs-d'œuvre littéraires, philosophiques, musicaux, d'arts plastiques, les découvertes et inventions scientifiques authentiquement palestiniennes dont Israël s'est approprié. Elle fait miroiter des millénaires de productions culturelles palestiniennes. Que n'en fait-elle l'inventaire ? Elle apportera ainsi une contribution originale au patrimoine culturel de l'humanité, autrement bénéfique que la prise d'assaut des pompes à eau ou la pétro-corruption.

Quant à définir Israël comme nation née artificiellement, Mme Hamzah se doit d'étudier à fond l'histoire millénaire de la nation juive et de la comparer, par exemple, à celle de la nation kurde.

L'Assemblée spéciale de l'ONU sur la Palestine est saisie d'un projet de résolution relativement modéré

Nations unies. — Le représentant adjoint américain, M. Vandenberg, a quitté la salle de l'Assemblée générale des Nations unies, vendredi 25 juillet, au moment où le délégué iranien prenait la parole au cours de la session spéciale d'urgence sur la Palestine. Ce geste très inhabituel (il faut remonter à une quinzaine d'années pour trouver une démarche américaine similaire) était destiné à manifester l'indignation des États-Unis à propos de l'affaire des otages.

Mis à part cet incident, la session d'urgence « qui ne mérite vraiment pas son nom », s'annonce paisiblement de son terme, sans avoir apporté d'éléments très nouveaux au dossier. Les travaux pourraient se terminer mardi par le vote d'une résolution dont le projet a été déposé vendredi. Vingt-neuf pays (appartenant pour la plupart au mouvement des non-alignés ou au camp socialiste) patronneront ce document dont l'adoption devrait être aisée. Seuls les États-Unis, Israël et quelques pays occidentaux devraient s'y opposer. Le Communisme européen s'abstiendra vraisemblablement.

Le projet tel qu'il apparaissait vendredi, est plus modéré que la motion qui avait circulé au début de la session et, encore davantage, que celle inspirée par l'O.L.P. et rédigée par plusieurs pays arabes avant l'ouverture de celle-ci. Le texte final continuera à « regretter et déplorer » que les États-Unis aient, par leur vote du 30 avril dernier au

Conseil de sécurité, empêché la prise de décision mettant en application les recommandations de l'Assemblée générale en faveur de l'établissement d'un État palestinien souverain et de la reconnaissance de l'O.L.P.

Il demande le retrait israélien de tous les territoires occupés depuis juin 1967, « y compris Jérusalem », et « insiste pour que ce retrait s'engage avant le 1^{er} novembre 1980 ». Mais il n'est plus question, comme dans le projet initial, que les Nations unies envoient une « force » militaire pour faire respecter ce retrait, ni même que le secrétaire général établisse un « mécanisme » pour organiser et superviser celui-ci, comme il était écrit dans la version intermédiaire.

Le document final mentionne seulement en termes vagues, des « mesures nécessaires pour l'application des recommandations du comité « sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien ». Bref, M. Waldheim n'est plus invité à prendre des initiatives qui, selon la charte, sont la prérogative du Conseil de sécurité et non de l'Assemblée. Le projet demande cependant que le Conseil de sécurité réunisse éventuellement pour prendre des sanctions contre Israël s'il ne se conforme pas à la résolution. D'autre part, la « session spéciale d'urgence » ne serait qu'« ajournée temporairement » après le vote et pourrait reprendre la demande d'une majorité d'États membres.

La journée de vendredi a été marquée par une intervention longue et passionnée du ministre d'État égyptien aux affaires étrangères, M. Boutros-Ghali, qui a lancé un appel à « une coopération arabo-palestinienne ». Au premier, il a demandé de « reconnaître l'existence des occupations et de l'extrémisme, en faveur d'une politique de coexistence pacifique de fraternité, de conciliation et de respect des droits de l'homme ». Il a invité le second à « orienter sa lutte dans la voie de la paix, d'abandonner de façon réaliste et d'une manière globale et objective la situation et de rejeter la tutelle imposée par certains, dont les intérêts vont à l'encontre des siens ».

M. Boutros-Ghali a, en fait, maintenu une sorte de balance égale entre Israéliens et Palestiniens, admettant, tout à tour, les uns et les autres. Il a fustigé l'« alliance sacrilège entre les partisans du refus, les extrémistes paranoïaques et ceux qui arrosent la paix » dans les deux camps. L'Égypte n'a pas, selon lui, de leçon à recevoir après les sacrifices qu'elle a consentis depuis trente ans. Elle a fait les premiers pas pour sortir la question palestinienne de la « stagnation et de l'insécurité ». Il faut, considère-t-il, les accords de Camp David dans leur « perspective correcte », c'est-à-dire ne pas oublier leur « nature transitoire ».

L'intervention du ministre égyptien, comme celle du représentant israélien, M. Biam, le 23 juillet, ont constitué des exceptions dans le flot presque ininterrompu de discours condamnant le processus de Camp David.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Tribune internationale
Démocratie ou barbarie...

par JOSEPH SEMAHA et SALAH BECHIR (*)

« HORS du régime en place, point de salut » : si les dirigeants arabes sont d'accord sur un point, c'est bien sur cette sentence.

Il n'y a pas de régime arabe qui n'ait eu des adversaires ou supposés tels. Et il n'y a pas d'Arabes, de journalistes, de penseurs, de politiciens, ou d'Arabes tout court, qui ne se soit trouvé devant un choix aussi ultime : ou pas ou pas, ou bon ou mauvais ou une bulle dans la nuque, la négociation dans le système ou la négociation, au sens physique du terme, par le système.

Dans une réalité politique arabe connue pour son caractère vertigineusement versatile, on ne retrouve pas cette unique constante : liquider tous ceux qui disent non, ou simplement une ébauche de « non ».

Mohdi Ben Barko en a fait les frais et Salah el Bitar aussi. Ainsi agissent les mégalomane qui ne gouvernent : s'il y a des opposants, ils n'ont qu'à ne plus exister. Mais, si malgré les liquidations les difficultés subsistent, il y a toujours un « impérialisme » ou un « communisme international » à pouvoir en endosser la responsabilité.

La vie politique arabe continue, trépidante de surdité : en dehors du régime qui monopolise la longueur du temps, on ne communique pas, on ne s'écoute pas. On a la force pour museler les autres, on se prépare ses forces pour riposter.

Pour cela, la réalité politique arabe n'est pas une querelle de guerres civiles. À défaut de se partager le droit à l'expression, on se partage les hommes. À défaut d'entraîner des rapports démocratiques, les différentes composantes de chaque pays arabe auront tendance, le moment venu, à s'entraîner.

C'est sans préjudice par excès de pessimisme que d'affirmer que, si la démocratie tarde encore à visiter notre terre arabe, celle-ci sera une terre sanglante. Car celui qui a le choix qu'entre, terre sera une terre sanglante. Car celui qui a le choix qu'entre, terre sera une terre sanglante. Car celui qui a le choix qu'entre, terre sera une terre sanglante.

Les Arabes n'ont qu'un seul rêve : la démocratie. En attendant, nous d'avons que l'embaras de (sur)vivre et de nous réjouir d'avoir encore la vie sauve après chaque discussion politique dans un café, après chaque article publié, soumis aux pires censures ou autocensures.

(*) Journalistes arabes, correspondants à Paris de journaux libanais.

Canada

AU MOMENT OU S'ACHÈVENT D'IMPORTANTES RENCONTRES CONSTITUTIONNELLES

Le prix du pétrole provoque une crise politique entre la province de l'Alberta et le gouvernement fédéral

Montréal. — Rien ne va plus entre le gouvernement fédéral et la province de l'Alberta, dont les exigences en matière de revenus pétroliers pourraient provoquer une grave crise politique et économique au Canada. Après deux jours de discussions à Ottawa, le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott-Trudeau, et son collègue du gouvernement albertin, M. Peter Lougheed, ont reconnu, le vendredi 25 juillet, qu'ils n'étaient parvenus à aucun accord sur le prix du pétrole, actuellement fixé à 14 dollars 75 le baril sur le marché canadien. L'Alberta assure à elle seule 86 % de la production totale du Canada et refuse de continuer à vendre son brut à un prix qu'elle estime ridiculement bas par rapport au prix mondial.

La crise entre Ottawa et Edmonton survient à un moment particulièrement inopportun puisque les dix provinces et le gouvernement fédéral sont engagés dans un délicat processus de révision constitutionnelle. Jeudi soir, à Vancouver, sur la côte pacifique, les onze ministres chargés du dossier constitutionnel dans leur gouvernement respectif ont mis fin à une longue série de consultations. Celles-ci ont duré trois semaines et se sont déroulées successivement à Montréal, à Toronto et à Vancouver.

Parmi les douze questions à l'ordre du jour figurent précisément le problème des ressources naturelles. Selon la Constitution en vigueur, depuis 1967, les provinces sont propriétaires de leurs ressources naturelles, mais le gouvernement fédéral a un droit d'intervention, notamment sur la fixation des prix des produits vendus à l'extérieur des provinces. C'est le cas pour le pétrole et le gaz qui se trouvent en totalité dans les trois provinces de l'ouest (Alberta, Colombie britannique et Saskatchewan), alors que les principaux consommateurs sont l'Ontario et le Québec.

Prix canadien et cours mondial

Le gouvernement fédéral dispose de pouvoirs spéciaux qui lui permettent dans des situations exceptionnelles, et au nom de l'intérêt général, d'exercer un contrôle de fait sur la production et l'utilisation des ressources naturelles. Ces pouvoirs n'ont jamais été exercés contre la volonté d'une province, mais ils pourraient l'être, cette fois-ci, si l'Alberta décidait de fixer unilatéralement le prix de son pétrole à un niveau qu'Ottawa

De notre correspondant

jugerait « acceptable pour l'économie canadienne ».

A l'issue de sa réunion avec M. Trudeau, le premier ministre albertin n'a pas caché qu'il envisageait très sérieusement de se passer de l'autorisation du gouvernement fédéral pour augmenter le 1^{er} soit le prix du baril de pétrole. M. Lougheed a indiqué qu'il voulait se rapprocher assez vite du prix mondial pour atteindre 75 % de ce prix le 1^{er} janvier 1984. En revanche, M. Trudeau veut maintenir le principe d'un « prix canadien » qui ne serait lié en aucune façon au prix mondial, et qui resterait par conséquent nettement plus bas.

Actuellement, le prix sur le marché canadien représente 40 % du prix mondial, y compris pour le pétrole importé du Venezuela et d'Arabie Saoudite. Dans ce dernier cas (environ trois cent mille barils par jour, soit moins de 20 % de la consommation totale), le gouvernement fédéral paie la différence aux raffineries grâce à un système de subventions qui coûte extrêmement cher aux contribuables (1 600 millions de dollars en 1978), et qui deviendra bientôt prohibitif, puisque, en 1985, le pétrole importé représentera la tiers de la consommation en raison de l'épuisement des gisements de pétrole conventionnel.

Au-delà des considérations économiques qui sont essentielles dans le débat sur la fixation des prix des hydrocarbures, c'est en fait tout le problème du partage des pouvoirs entre les provinces et Ottawa qui est en jeu. Sur ce plan, les négociations constitutionnelles entamées à l'issue de l'échec du référendum organisé le 20 mai dernier par le gouvernement québécois sur la souveraineté-association (souveraineté politique du Québec assortie d'une association économique avec le Canada) n'ont guère progressé, même si elles ont permis aux différents interlocuteurs de mieux faire connaître leur position respective sur ce point.

Deux tendances diamétralement opposées s'affrontent. Les provinces productrices d'hydrocarbures et le Québec souhaitent une plus grande décentralisation des pouvoirs économiques à leur profit, alors que le gouvernement fédéral et les provinces industrielles de l'Ontario et du Québec souhaitent un « fédéralisme renouvelé », le Québec est apparu extrêmement modéré dans ces domaines et a soigneusement évité de donner l'impression de chercher à torpiller les négociations.

Les négociations constitutionnelles reprendront à la mi-août à Winnipeg, capitale du Manitoba, au niveau des premiers ministres qui se réuniront de nouveau et pour la dernière fois, à Ottawa, du 8 au 13 septembre.

Après plus de cinquante ans de débats sur la Constitution, M. Trudeau souhaite que ce soit le « sommet de la dernière chance ».

Il s'agit donc de choisir entre « un Canada de dix principautés ou une

BERTRAND DE LA GRANGE.

Vous vous destinez à la gestion des entreprises :

Informez-vous !

Vous cherchez une vraie « business school » : une école qui vous fasse vivre la réalité du monde des affaires.

Vous désirez vous spécialiser ?

Pensez que la formation à la vie pratique des affaires est... notre affaire depuis bientôt 20 ans ! Nous vous proposons notre programme « Administration de l'Entreprise ». Il est destiné à des gens comme vous : de futurs cadres, disposant déjà d'une solide formation de base. En 5 mois d'études intensives, « Administration de l'Entreprise » vous apportera ce qui vous manque encore pour aborder avec succès votre carrière de manager : la dimension pratique ou, si vous préférez, les clés de la vie réelle d'entreprise. Vous y gagnerez d'être véritablement opérationnel !

« Administration de l'Entreprise » ne ressemble pas aux études classiques. Court, concret, polyvalent, il vise la plus grande efficacité. C'est pourquoi il est apprécié exclusivement par des praticiens, tous cadres, conseils ou dirigeants d'entreprises. On y trouve ressources humaines, secrétariat général, finances, production, marketing, politique générale, université à l'aide de cas réels. On y travaille beaucoup, en petit groupe, dans une atmosphère d'entreprise et on évalue l'efficacité de ses conceptions et performances. A la clé un diplôme de gestion déjà porté par plus d'un million de « managers ECL » dans 57 pays du globe !

La prochaine session débute en octobre 1980 et s'achève en juin 1981. Le coût total du programme est de Frs 185 000... Il y a 30 places disponibles. Pour ne pas manquer la vôtre, répondez vite au coupon ci-dessous. Vous recevrez gratuitement une documentation complète et un dossier d'admission, sans aucun engagement de votre part.

Ecole de Cadres de Lausanne

Centre international de formation et perfectionnement en administration d'entreprise

Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), tél. 021/22 15 11

Au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne (bureau ci-dessus)

Faites-moi parvenir sans engagement une documentation complète sur le programme « Administration de l'Entreprise » 80/81.

هكذا من الأصل

EUROPE

Portugal

Le statut d'autonomie des Açores est promulgué

Le président de la République portugaise, le général António Ramalho Eanes, a promulgué, le vendredi 25 juillet à Horta, le statut d'autonomie de l'archipel des Açores, où il faisait depuis la veille une visite de quatre jours. Ce statut accorde une large autonomie économique et financière à l'archipel, qui jouit déjà d'une grande indépendance administrative. Il prévoit notamment la liberté pour l'assemblée régionale de lever les impôts et les taxes, dont celles provenant de la location de la base militaire des Lajes, sur l'île de Terceira, à l'aviation américaine.

Après avoir, dans un premier article, évoqué le développement du tourisme en Turquie, notre envoyé spécial a analysé le nationalisme turc (« le Monde » des 25 et 26 juillet). Il examine dans le dernier article le rôle de l'armée et ses possibilités d'intervention dans la vie publique.

« Dans les prochaines semaines, on reparlera de l'armée turque en cessant de spéculer sur ce qu'elle souhaite et peut faire. Car une réforme doit intervenir à tête : le général Evren, chef d'état-major général, s'attendra à l'âge légal de la retraite. Sera-t-il maintenu ? A-t-il pour lui-même une personnalité plus marquée politiquement ? Cela revient à demander si M. Demirel cédera à la pression de ses alliés militaires, la préparation d'un homme à poigne disposé à faire une politique d'intervention

Les tentations séparatistes se sont assoupies

Ponta-Delgada. — Aux Açores, le salut ne peut venir que du ciel. La foi y est très ancrée, mais il ne s'agit pas de cela. Pour une partie des trois cent mille habitants de l'archipel, à l'écart dans leurs neiges, la tentation est permanente de prendre l'aviation et d'émigrer aux États-Unis ou au Canada. Après tout New-York, pourtant situé à 4 000 kilomètres, paraît moins loin que la métropole portugaise, située, elle, à 1 500 kilomètres à l'est.

« Nous avons décidé, au cours de notre dernier congrès, d'adopter une nouvelle stratégie », précise M. José de Almeida, leader du Front de libération. « Il ne faut pas se presser, estime-t-il, car le temps joue en notre faveur. Ainsi, le F.L.A. a-t-il jugé préférable de « jouer le jeu ».

Au lendemain de l'éruption de Capelinhos, en 1957, plus de deux mille personnes ont dû se réfugier, pris le chemin de l'Amérique. Tous le nord de l'île de Faial a été abandonné. Tuzo, Ponta-River et New-Redford sont aujourd'hui les trois principales villes açoréennes. Un million d'Açoriens vivent aux États-Unis, à près de 20 % des étudiants de la South Western Massachusetts University portent un nom açorien.

Agé de quarante-trois ans, M. José de Almeida est le dix-huitième enfant d'une famille paysanne pauvre. Ses frères et sœurs, tous alphabètes, sont partis aux États-Unis. Ce sont eux qui ont payé ses études, l'ont introduit dans le monde des lettres, puis à la faculté des lettres, où il a préparé une thèse d'histoire. En 1964, il se sent investi d'une « noble mission ». Il se déclare « anticolonialiste et anti-fasciste ». Il est ravi de sa vieillesse personnelle. Ses explications, néanmoins, concernent tout le monde. La modération nouvelle du dirigeant du F.L.A. n'est, en effet, que la conséquence d'un très net recul du mouvement.

« A présent, nous expliquons à l'université, aucun avion, aucun bateau, n'a plus besoin de se réfugier ici. Nos bases aériennes gardent une importance unique, stratégique. Les avions et les bateaux ne viennent plus se servir dans l'archipel, ils viennent servir l'archipel. Nous exportons peu. Nous importons beaucoup. Les coûts très élevés du transport se répercutent sur les prix des produits qui montent sans cesse ».

Le « danger communiste » a été écarté au Portugal, des secteurs importants de la bourgeoisie des Açores sont plutôt à retrouver leurs intérêts sur le continent. La « cause de l'indépendance » ne suscite donc plus guère d'enthousiasme. D'autre part, les États-Unis, soucieux de maintenir la stabilité importante, ne paraissent pas disposés à voir les îles s'embraser dans des « aventures ».

Contraints d'émigrer, les Açoriens forment des communautés ; ils conservent leurs coutumes, leur religion. L'église, nom d'une petite chapelle aux couleurs criardes où se déroule la fête traditionnelle du São-Miguel, se retrouve à Ponta-River et New-Redford. Saint-Christ des Miracles, patron de l'île de São-Miguel, se perpétue au-delà de l'Atlantique. L'usage du pain par les Açoriens d'un convent de Ponta-Delgada, est reconstruit d'or et de pierres précieuses.

Enfin, le gouvernement régional, sous la présidence de M. José de Almeida, a-t-il collaboré avec le F.L.A. ? M. José de Almeida l'affirme. Issu de la petite bourgeoisie des Açores, le dirigeant du F.L.A. a-t-il collaboré avec le F.L.A. ? M. José de Almeida l'affirme. Issu de la petite bourgeoisie des Açores, le dirigeant du F.L.A. a-t-il collaboré avec le F.L.A. ? M. José de Almeida l'affirme.

Pas de panache

Ce retard économique, cette « rupture psychologique avec le Portugal du continent », c'est ce qui, selon M. José de Almeida, explique la formation du groupe séparatiste du F.L.A. (Front de libération des Açores), qui s'est manifesté pour la première fois le 6 juin 1975. Des attentats terroristes ont eu lieu dans l'île de São-Miguel, à l'aéroport de Ponta-Delgada. Hissé noir et jour en face de l'archipel, le drapeau, bleu et blanc de l'organisation séparatiste défiait les autorités.

Espagne

Un commando de l'ETA vole 8 000 kilos d'explosifs

De notre correspondant

Madrid. — 8 000 kilos d'explosifs : de quoi commettre plusieurs centaines, voire plusieurs milliers, d'attentats. Pour l'ETA, c'est le « vol du siècle ». Depuis le 25 juillet, la police ratisse le nord de l'Espagne, du Guipuzcoa aux Asturies, pour tenter de retrouver les 8 tonnes de dynamite qu'un commando de l'organisation séparatiste a enlevées d'une poudrière située près de Santander.

Les classes d'Espagne, très populaires aux Açores, ont échappé aux nationalisations du secteur bancaire au Portugal. La renégociation avec le gouvernement américain de l'utilisation de la base aérienne de Lajes permet, d'autre part, au gouvernement régional de couvrir 13 % de ses dépenses courantes et d'investissement.

Après plusieurs heures de recherches, les autorités s'étaient battues vendredi soir. Le gouvernement de la province de Biscaye a demandé, dans un communiqué alarmant, le concours de la population pour localiser le bidon de l'ETA, en raison des « conséquences imprévisibles » que pouvait avoir ce stockage clandestin. C'est vendredi matin que le vol a été constaté dans l'entrepôt que la firme Union d'explosifs Rio-Tinto possède à Soto-de-la-Marina, dans la province de Santander. Outre la dynamite, 24 000 mètres de mâches fusantes et 50 kilos de poudre de mine ont disparu. Les deux gardes, qui avaient disparu, devaient être retrouvés peu après, attachés à un arbre, à une centaine de kilomètres de là, à Baracaldo, en compagnie d'un camionneur dont le véhicule avait été utilisé par le commando.

« Avec le statut d'autonomie, le gouvernement central se chargera exclusivement de la représentation des Açores à l'étranger, de la défense et de la justice. » Nous ne pouvons pas du panache, commente ironiquement M. José de Almeida. « Une situation comme celle des Bermudes, conclut-il, nous satisfait entièrement ».

Judi matin, deux hommes armés avaient séquestré le poids lourd et son chauffeur dans la banlieue de Bilbao. Un autre commando, formé de quatre hommes déguisés en gardes civils, ainsi que d'une femme, était chargé de l'opération proprement dite. Les sept « stars » avaient pris la route avec leur chargement volé et leurs tris otages, empruntant la nationale qui va de Santander à Bilbao.

« Les classes d'Espagne, très populaires aux Açores, ont échappé aux nationalisations du secteur bancaire au Portugal. La renégociation avec le gouvernement américain de l'utilisation de la base aérienne de Lajes permet, d'autre part, au gouvernement régional de couvrir 13 % de ses dépenses courantes et d'investissement.

République fédérale d'Allemagne

DEUX TERRORISTES RECHERCHÉS SONT TUÉS DANS UN ACCIDENT DE VOITURE

De notre correspondant

Bonn. — La mort vendredi 25 juillet dans un banal accident de la route près de Stuttgart de deux des extrémistes les plus recherchés de R.F.A., Juliane Plambeck et Wolfgang Beer, a convulsé l'Office criminel ouest-allemand (B.K.A.) que tous les terroristes ont le genre de rendus les armes malgré les arrestations en chaîne et les redditions.

Turquie : un pays menacé

III. — L'ARMÉE AU PIED DU MUR

De notre envoyé spécial
JACQUES NOBÉCOURT

active à laquelle le général Evren s'est refusé, et à s'appuyer ouvertement sur les forces du parti du Mouvement nationaliste.

Tout est relatif, bien entendu : la présence de l'armée dans la vie quotidienne de la Turquie a déjà l'apparence d'une telle intervention. Elle a créé la République.

En 1961 et 1971, elle plaça le pouvoir sous son contrôle, puis le remit aux civils, tout en conservant dans l'État une place consultative qui lui assure plus qu'un rôle technique. Au Conseil national de sécurité, les chefs des états-majors siègent avec les dirigeants civils et participent en particulier à la préparation des décisions sur le maintien de l'ordre.

« Dans les prochaines semaines, on reparlera de l'armée turque en cessant de spéculer sur ce qu'elle souhaite et peut faire. Car une réforme doit intervenir à tête : le général Evren, chef d'état-major général, s'attendra à l'âge légal de la retraite. Sera-t-il maintenu ? A-t-il pour lui-même une personnalité plus marquée politiquement ? Cela revient à demander si M. Demirel cédera à la pression de ses alliés militaires, la préparation d'un homme à poigne disposé à faire une politique d'intervention

C.G.T. M. Abdullah Basitirk tendait à attribuer aux politiciens de droite, à certains représentants de la bourgeoisie commerciale et industrielle la diffusion des rumeurs de coup d'État. Il estimait que l'armée était démoralisée et déçue de n'avoir pas les moyens matériels de ses missions.

L'enjeu stratégique

Dans les dernières semaines, les choses ont bougé avec la signature de l'accord d'assistance militaire entre les États-Unis et la Turquie, l'octroi de crédits onest allemands et américains pour l'achat de matériel moderne, notamment des blindés et des avions. Après cinq ans d'embargo sur les armes, décrété après l'affaire de Chypre, les forces armées turques sont sorties d'un état qu'elles ressentaient comme une sorte de mise en quarantaine.

Le rôle de la Turquie dans l'alliance atlantique est de non vœu mis en relief, comme l'a montré le choix d'Ankara pour la session de printemps du conseil atlantique. Les mots de « remparts », de « pièce forte », redonnent à l'actualité, et la presse anglo-saxonne insiste sur le caractère « irremplacable » de l'allié turc.

Irremplacable pour quel ? Pour garder les détroits, mais cela suppose d'abord que le calme règne dans l'énorme agglomération d'Istanbul, découpée de telle sorte qu'une guerre civile ouverte pourrait interdire le Bosphore et couper de leurs bases les divisions stationnées en Tracie. Irremplacable pour assurer la sécurité des deux bases américaines placées sous la souveraineté turque ou l'inviolabilité du ciel quel cas d'urgence les appareils de la défense turque seraient-ils appelés à intervenir ?

Les militaires engagés dans la répression sont pris dans un jeu de cache-cache avec les « rebelles » font monter les enchères. On évoque à présent les « zones libérées », constituées au jour de petites villes transformées en citadelles par l'un des camps en présence. A la fin de 1978, c'était Karamanmaraş : en février 1980, Izmir, où la grève de onze mille ouvriers amenait à une tentative d'insurrection générale ; puis, au début de juillet, Corum, où la minorité albanaise (chilite) était « rassemblée » par les Sunnites ; Yozgat, où l'extrême gauche avait pris sous son contrôle une municipalité de gauche. A Yozgat, le responsable régional du parti du Mouvement nationaliste se faisait publiquement de disposer d'une troupe de cinq mille personnes pour assister les forces de sécurité en liquidant les militants progressistes.

« Si l'on veut autant exact de Her à une volonté du « capitalisme international » le rôle militaire attribué à la Turquie ? Les structures de contrôle de l'État turc ne les ressources économiques — entraînant une prédominance bureaucratique — qui freine le développement de la production et des échanges, — la relative impuissance aux investissements étrangers, se sont opposées jusqu'ici à la colonisation poussée du pays par « le capitalisme international ». Sans doute le gouvernement Demirel a-t-il tenté de renverser la vapeur, et courbe les voies d'une économie libérale, au prix d'une austerité renforcée.

Or cette austerité n'est pas issue d'une aristocratie d'argent. Ses cadres viennent de la petite bourgeoisie, de la paysannerie. Elle fait faire une comparaison, on l'imagine pas personnel que l'aristocratie si elle était amenée à s'occuper d'économie.

Il demeure que la voie au pied du mur. Les turcs ont des bords, l'insouciance des dirigeants politiques, l'indifférence d'une opinion au-delà du désespoir, se conjuguent pour la forcer à franchir le pas. Elle sait les illusions qu'elle apporte cette situation de recours. Elle sait aussi qu'en ce point du monde, un coup d'État ne resterait pas être pas limité, comme cela arrive en Amérique du Sud.

FIN

MM. DEMIREL ET ECEVIT SONT D'ACCORD POUR RENFORCER LES MOYENS DE LA LUTTE ANTITERRORISTE

Ankara (A.F.P.). — Le premier ministre turc, M. Süleyman Demirel, et le chef de l'opposition, M. Bulent Ecevit, sont tombés d'accord, vendredi 25 juillet, à l'issue d'un long entretien, sur la nécessité de faire adopter à bref délai certains des projets de lois gouvernementaux d'urgence.

Ces textes, qui comportent des amendements à la loi sur l'état de siège et augmentent les pouvoirs des commandements militaires, apporteront « un nouveau élan » aux forces de sécurité dans leur lutte contre le terrorisme, a déclaré M. Demirel. Il a précisé toutefois qu'un accord n'avait pas encore été réalisé avec le chef de l'opposition au sujet de la création de cours de sûreté de l'État et de l'institution de l'état d'urgence, qui faisaient partie des projets du gouvernement.

Les violences politiques espagnoles ont pu être évitées. Elles ont fait de nouvelles victimes pour la seule journée du 24 juillet. Vendredi, un ouvrier a été tué, deux autres blessés à Barcelone, dans un affrontement entre les forces de sécurité et un groupe de militants qui venaient d'assister aux obsèques de Kamel Turkler, le dirigeant syndicaliste assassiné, mardi dernier.

La position de l'état-major

L'armée est intervenue pour liquider ces « zones libérées », mais elle ne semble-t-il, au moins de l'extrême droite, dont la tactique consiste à l'entraîner jusqu'au bout d'une option à laquelle elle résiste encore. Depuis le début de l'année 1980, l'état-major a lancé des avertissements, sans jamais se substituer aux responsables politiques. Il invoquait toujours l'unité nationale et la nécessité de « chercher dans le cadre du régime parlementaire démocratique des mesures et des remèdes contre l'anarchie, la terreur et le séparatisme », qui « préparent au soulèvement général ». Il demandait à l'intérieur des structures constitutionnelles.

C'est dans cette perspective que se plaçait le général Kenan Evren, chef d'état-major général, lors de son discours à la fin d'avril. Depuis lors, ses rares propos publics n'ont pas démenti les déclarations qu'il nous fit :

« Les forces armées, disait-il, conjuguées dans les réformes et les principes d'Atatürk, ont toujours été les gardiennes les plus vigilantes du régime républicain. Notre lettre de janvier ne s'adresse

soit pas au gouvernement mais au peuple. La République est une chose, le peuple est une autre. Le régime entre tous les organes constitutionnels du pays ».

Insistant sur la « différence prononcée » entre la « politique et la guerre », le général Evren définissait dans cette lettre les deux « missions prioritaires » de l'armée : la sécurité extérieure et l'application de l'état de droit.

« Je souhaite, ajoutait-il, que l'armée soit libérée de cette seconde fonction pour se consacrer pleinement à la première. Son intervention dans la tâche de maintien de l'ordre découle de la carence des forces de sécurité ordinaires, trop peu encadrées ou équipées.

Il est évident que beaucoup de pays ont traversé une période aussi trouble. Je suis sûr que nous trouverons le moyen d'en sortir. Le règlement de ce problème prendra un peu de temps dans le cadre d'un régime démocratique. Je ne m'en plains pas car la solution ainsi obtenue sera toujours préférable à toutes celles auxquelles nous n'aurions pas eu recours.

L'appartenance à l'OTAN

Comme nous lui demandions l'appartenance à la Turquie à l'OTAN, le général Evren a répondu : « L'appartenance à l'OTAN, c'est une question de politique étrangère, pas de politique intérieure. Elle n'est pas dépendante d'autrui dans l'utilisation de sa puissance nationale pour défendre ses objectifs de sa sécurité nationale qui ne sont pas couverts par l'assurance du traité de l'OTAN. Mais il faut spécifier qu'elle n'a aucun but agressif ».

Interrogé enfin sur l'éventuel développement d'une industrie de guerre nationale, le général Evren a répondu : « Nous avons un plan dans les perspectives impliquant une libération progressive des fournisseurs étrangers : c'est l'empireur. L'histoire démontre que la voie la plus sûre est celle de l'approvisionnement national et nos efforts débouchent sur une « industrie militaire » substantielle. Elle pourra dans quelques temps pourvoir aux besoins des forces armées turques.

« Déjà, celles-ci coopèrent avec l'industrie et assurent la production de matériel pour des unités combattantes. Enfin, les fonds des fondations de retraite permettent de financer des usines ».

Les propos publics des généraux en chef, lorsqu'ils consentent à parler, ne vont évidemment pas plus loin. Mais ils constituent parfois un acte politique. Le général Evren plaide de la neutralité des forces armées, mais il le fait sans avoir les propositions de réforme constitutionnelle.

A la même époque, deux journalistes demandaient des analyses qui manquaient les hypothèses d'intervention militaire. Ainsi Mme Behice Büren, présidente du parti ouvrier turc, figure en qui s'incarne la rigueur de la persécution contre le communisme, estimait possible une telle intervention sous le couvert d'un certain formalisme qui, comme en 1960 et 1971, préservait la fiction de la hiérarchie suprême pour couvrir le pouvoir de colons ou de civils mettant en place un système mixte.

Le président du DISK, centrale syndicale analogue à la

St. Monday

ALAN GIRAUDO

De notre envoyé spécial

ATHLÉTISME

De notre envoyé spécial

(De notre envoyé spécial.)

PIERRE GEORGES.

Athlétisme

JAVELOT DANES

Gymnastique

anastique

**FINALE PAR APPAREIL
DAMES**

MESSIEURS
 Kerekeses au sol. — 1. Roland
 Bruckner (R.D.A.) ; — 2. Nikolai An-
 dronov (U.R.S.S.) ; — 3. Alexandre
 Chaval (U.R.S.S.), etc.
 Cheval d'assaut. — 1. Zoltan
 Magyar (Hong.) ; — 2. Alexandre
 Dittatin (U.R.S.S.) ; — 3. Michael
 Nikolay (R.D.A.), etc.
 Américain. — 1. Alexandre Dittatin
 (U.R.S.S.) ; Alexandre Tkatchev
 (U.R.S.S.) ; — 2. Jiri Tabak (Tchéco-
 slov.), etc.
 Sans de cheval. — 1. Nikolai
 Anonoz (U.R.S.S.) ; — 2. Alexandre
 Dittatin (U.R.S.S.) ; — 3. Roland
 Bruckner (R.D.A.), etc.
 Barres parallèles. — 1. Alexandre
 Tkatchev (U.R.S.S.) ; — 2. Alexandre
 Dittatin (U.R.S.S.) ; — 3. Roland

... (b)(7)(D), etc.

PISTOLET TIR RAPIDE
Classement final. — 1. Cornelis
Ion (Roum.), 596 points; 2. Jürgen
Wiefel (R.D.A.), 596 pts; 3. Gerhard

LES ESTONIENS DÉCUS

Tallin sans étrangers

De notre envoyé spécial

Un air scandinave

Ils ont fait de gros efforts pour accueillir dignement les J.O. et ils apparaissent comme les véritables victimes — impuissantes — de la campagne de boycottage. Enorme paquebot dans le golfe de Tâlin, à l'embouchure du golfe persique, le complexe olympique semble s'être échoué là, bien qu'un orchestre qui accueille les visiteurs entrant au port et les baigneurs à la plage voisine mettent une note de gaieté. En venant de Moscou, on croit visiter un autre monde, presque scandinave. Les cubes de béton sans charme du village olympique de Mœsou ont cédé la place à des bâtiments aux grands genres d'Avoriaz surmontés d'antennes de verre et de métal rappelant les tours du commandant Tout autour des

A LA TÉLÉVISION

SAMEDI 26 JUILLET

Cyclisme (en direct) :
14 h. 35 à 16 h. 38 (A 2).
Athlétisme (en direct) :
16 h. 30 à 19 h. 15 (A 2).
Natation (en direct) :
17 h. 35 à 18 h. 35 (A 2).
Résumé de la semaine :
17 h. à 17 h. 35 et de 18 h. à 19 h. 15 (TF 1).
Résumé de la journée :
23 h. à 23 h. 50 (A 2).
DIMANCHE 27 JUILLET
Athlétisme (en direct) :
17 h. à 19 h. 30 (TF 1).
Natation et athlétisme, alternance (en direct) :
17 h. 30 à 20 h. (A 2).
Résumé de la journée :
22 h. 30 à 0 h. (TF 1).

NATATION

**L'ALLEMAND DE L'EST
JORG WOITHE
BAT LE RECORD D'EUROPE
DU 100 MÈTRES NAGE LIBRE**

L'Allemand de l'Est Jorg Woithe a battu, samedi 26 juillet, le record d'Europe du 100 mètres libre au cours des séries en 50 sec 49. Il détenait le précédent record en 58 sec 55. Le Français René Henyer s'est qualifié pour les demi-finales de cette épreuve en 52 sec 84.

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de
ses lecteurs des rubriques d'annonces
immobilières

Vous y trouverez peut-être

LES BUREAUX

que vous recherchez

Tür

PISTOLET TIR RAPIDE
Classement final. — 1. Cornelissen (Roum.), 596 points; 2. Jurgens Wiesel (R.D.A.), 596 pts; 3. Garhard

FESTIVALS

A AIX

LA DANSE EST L'AFFAIRE DE TOUS

En 1977, le comité officiel des fêtes inaugure une expérience de danse dans la rue, élargie sur trois journées. C'est à Aix, sur la place du peleton de tête des manifestations chorégraphiques, avec un programme intelligent modulé de démonstrations publiques et de recherche contemporaine, élargi par quelques soirées classiques.

La « danse à Aix » n'est pas un festival, mais l'épanouissement d'une action menée en profondeur avec l'appui des pouvoirs publics pour sensibiliser la population et associer les jeunes compagnies de la région à l'essor général de la danse en France.

Une commission a été créée au sein du comité des fêtes. Active et efficace, elle a préparé cette manifestation tout au long de l'année par des rencontres, des ateliers dans les locaux du boulevard Carnot : trois week-ends ont été consacrés au mouvement libé et au graphisme, des animations avec le concours des écoles de danse dans le contexte de l'année Frédéric-Mistral, des interventions en milieu scolaire, des ateliers de jeunes travailleurs, une semaine de films sur la danse avec débats. Les étapes aussi commencent à s'organiser. Andy Degroot en dirigera un du 25 septembre au 10 octobre avec un spectacle à la clé. Suzan Bulge viendra animer des ateliers en mai, tandis que Leona Mail, inspecteur de la danse au ministère de la culture, assurera la semaine de la culture, jusqu'au 2 août, une semaine de royaume pédagogique à l'usage des professeurs de conservatoire. Ainsi, peu à peu, à Aix comme à La Rochelle ou à Rennes, s'instaure un climat propice à l'activité chorégraphique.

Des badauds sur scène

La « danse à Aix » a eu lieu du 15 au 28 juillet. Partant du principe qu'elle est l'affaire de tous, les responsables ont exigé de toutes les troupes invitées qu'elles assurent avant le spectacle des démonstrations publiques dans la zone piétonne. Elles sont présentées chaque matin à l'heure du marché et le soir, de 5 à 7. Le dialogue s'engage avec plus ou moins de bonheur, mais certaines troupes obtiennent un véritable succès, comme le Folkwang Tanz Studio, qui a réussi à faire monter des badauds sur scène pour participer aux exercices, ou Alejandro Witzman, Anaya, qui a créé l'improvisation place d'Albion une chorégraphie selon les indications du public.

On se presse autour des podiums. On se retrouve le soir au parc Jourdan, ou d'un dispositif de mille quatre cents places en gradins a été aménagé en plein air. L'entrée est libre, l'atmosphère bon enfant, et si quelques réflexions sont portées encore des places réservées, l'ensemble des spectateurs manifestent une curiosité gaie et une grande attention. C'est d'ailleurs plus encourageant que le programme ne fait aucune concession à la facilité. Il s'écrit avec éclectisme à l'expressionnisme allemand, à la post-modern dance et sur divers tendances de la jeune chorégraphie française.

En préface, une journée non-stop a été consacrée aux danseurs de la région. On a retrouvé Muenchen, un groupe riche en possibilités, mais qui n'a pas de langage personnel et se contente de la plan de la musique comme de la danse à des images stéréotypées, l'autre est composé de trois filles de formation différente qui jouent avec une aisance naturelle et le sens de l'espace. Une soirée entière a été donnée à Odile Duboc, découverte l'an dernier à Avignon. La chorégraphie a très bien assimilé le style répétitif et le mouvement minimal, mais son ballet félicite plutôt pèche par timidité et nonchalance. Le gestuel tombe dans la grandeur malgré une musique sensible de Georges Appax, et la relation danse-peinture suggérée par le titre n'est pas exploitée.

Le Folkwang Tanz Studio d'Essen se réclame de l'héritage de Mary Wigman. Une technique solide lui permet un jeu théâtral varié, allant du réalisme pathétique de Marlene Breuer lauréate du concours de

(1) Le « Danse à Aix » est subventionnée par le ville, qui a porté sa contribution pour l'année en cours à 72 000 F, par le ministère de la culture, 20 000 F, l'ONDA 20 000 F, les artistes étrangers, 5 000 F, la région, 2 000 F, et les jeunes et sports, 10 000 F.

■ RECTIFICATIF. — Il y a eu deux erreurs de transmission dans l'article de Gérard Couët sur le spectacle, présenté à Avignon (Le Monde du 26 juillet). Il fallait lire dans le troisième paragraphe : « Une partie de la chorégraphie... » et non « Une partie de la chorégraphie... ». Le reste du texte est correct.

Nyssa 1979) à la contestation agressive de Suzan Linke, qui dénonce le conditionnement de la société sur un fond de bagnoires et de chaises d'au.

À la recherche du Tholozan

La compagnie d'Andy Degroot a fait partie des trois grands spectacles payants programmés au château de Tholozan. Malgré l'absence délicate du chorégraphe, les danseurs ont impressionné et parfois déconcerté par la variété de leurs trajectoires et la richesse d'une création toujours ouverte sur les nouvelles possibilités. Ils sont venus opportunément rappeler que le mouvement abstrait suppose une constante production d'énergie.

La danse classique a dréiné la foule axoise vers le Tholozan. Etait-ce la perspective de vacances proches ? Le Ballet du Rhin n'a pas paru au mieux de sa forme. Une reprise en main l'impose pour une troupe qui a l'avantage de comporter des éléments jeunes et doués. La comparaison a joué en faveur des danseurs de l'Opéra de Paris, regroupés autour de Cyril Menessier et de Noëlla Pontalis. Monique Louchère, Jennifer Goubé, Elisabeth Platel, Olivier Pater et Fabrice Bourgeois ont mis en évidence des qualités d'éclectisme et d'élégance dans un programme bien balisé cependant, une suite de pas de deux vu de trois comme il est encore de bon ton d'en produire dans les galas. Elys parons pas d'une bande-son exécutée.

Après deux programmes réservés aux jeunes chorégraphes français et un spectacle du Centre national de danse contemporaine d'Arles, la « danse à Aix » s'achève, samedi 26 juillet, avec la participation de danseurs américains regroupés autour du Grand Union d'Yvonne Rainer dans les années 70.

MARCELLE MICHEL

A AVIGNON

« La Double Inconstance » par la Comédie-Française

Jean-Luc Bonté a fait la mise en scène, secondé par Philippe Kerbrat, décorateur et costumier. Les acteurs évoluent sur un carré de sable blanc, au centre de la cour, ils sont entourés d'un quatuor d'acteurs par les gradins du public. Jean-Luc Bonté maîtrise peu les inconvénients de ce dispositif : acteurs jouant de dos, voix qui échappent, mouvements tournants compliqués des comédiens pour changer de temps en temps d'axe par rapport à telle ou telle fraction du public.

Pourquoi ce sol de sable blanc pur, lumineux, lisse, alors que le lieu de l'action est un château pas clair du tout où l'on séquestre des innocents sous la garde de nombreux policiers ?

Le premier de ces innocents est une innocente, Silvia, que le prince a fait kidnapper dans son village pour l'épouser de force. Elle fait la grève de la faim. Marivaux lui a écrit un rôle riche, chargé d'émotion, d'amour et de l'actrice Gianetta Penzo. Pourquoi Jean-Luc Bonté a-t-il demandé à Dominique Comandant de réduire cette Silvia à une personnalité pointue, sèche, qui dévide ses phrases sur les mêmes trois notes de rigueur, elle aigre ?

L'autre innocent est Arlequin, le fiancé de Silvia. Marivaux lui donne beaucoup de choses à dire, Arlequin, c'est la lutte contre l'abus du pouvoir, une alliance de fraîcheur et d'intelligence dialectique. Pourquoi avoir demandé à Patrice Kerbrat de jouer Arlequin d'un façon si vague, si traditionnelle, tout d'un ton, sans cachet particulier, sans vraie recherche ni invention ?

Tout l'intrigue de *La Double Inconstance* est conduite par une femme menacée de jeu, Flaminia, dont les documents nous ont permis encore de comprendre si

Marivaux voyait en elle une servante à chaise ou une dame de la cour. Une autre chose reste obscure au sujet de cette Flaminia. Il semble que le prince éprouve un vif chagrin de sa part et Marivaux ne dit pas lequel. Flaminia est la protagoniste majeure que le jeune Arlequin va bientôt aimer et épouser. Pourquoi avoir fait interpréter Flaminia par Françoise Seigner qui se présente plutôt sous les apparences de la « marionnette » d'Arlequin ? Cela crée une obscurité inutile. Pourquoi avoir demandé à Françoise Seigner d'interpréter ce rôle sur le seul ton d'un véritable ému ? Cela ne convient pas, car le spectateur sent bien que cette pièce de Marivaux est un prodige d'artifice, de conventions et de mensonges. Le véritable mélodramatique se joue ailleurs, dans le reflet de Richard Fontana, prince mystérieux, fascinant, de François Chammotte, courtisan pervers.

Pourquoi les costumes sont-ils si compliqués avec plein de pièces rapportées ou rattachées et si mal coupées, avec plein de plis qui tirent dans le dos, et si dans de nombreux endroits, on voit des vêtements vert-de-gris d'une étrange toile caoutchoutée genre imperméable de militaire motocycliste ?

Que dire donc de cette *Double Inconstance* et comment en rendre compte tant elle est peu « envisageable », tant elle suscite de questions auxquelles la mise en scène et le jeu n'apportent pas de réponses ?

MICHEL COURNOT

Clés pour Bayreuth

(Suite de la première page.)

Ce « Ring » cependant, ne pérorait pas entièrement, comme ce fut le cas, malheureusement, des mises en scène de Wieland Wagner, car il a été filmé (« Le Crépuscule des dieux ») l'an passé, les trois autres drames au début de ce mois et, même si la fixation d'une mise en scène de théâtre est une coupe dans un élan vital qui le fige et à la longue le stérilise, ces films étendent ou limitent le retentissement et la fécondité de cette prodigieuse création.

Un autre témoignage demeure, un livre qui vivra les souvenirs des « pèlerins » et permettra aux témoins de se préparer à recevoir les films, mais davantage restera comme l'histoire exemplaire de la genèse d'une œuvre, et deviendra sans doute un classique. Car la parole, le texte exigent plus longtemps que les images.

Celles-là sont présentes, en abondance bien entendu (deux cent cinquante photos en noir et en couleurs), fort belles en général, et contrepoint obligé, sans quoi le texte sombrerait rapidement dans l'abstraction. Mais elles ne sortent de leur immobilité que par le dynamisme des paroles de Boulez, Chéreau, Peduzzi et Schmidt, « forcés » par la ténacité et la patience inépuisables de Sylvie de Nussac, à revivre leur cheminement intérieur, « non seulement leur travail concret ou fil des jours, mais ce qu'ils pouvaient ressentir du mystérieux pourquoi de ce travail », en des pages à base d'interviews, mais parfaitement écrites et achevées.

Ce ne dut pas être trop difficile avec Pierre Boulez, dont l'esprit est perçant comme un couteau et le moment même où il agit. Il ne s'est pas trompé en consultant à Wolfgang Wagner de prendre Patrice Chéreau pour point de

l'époque, il n'avait vu aucun spectacle...

D'emblée, il a parlé avec ce dernier « de la relation entre le mythe intemporel et l'idéologie relevant du dix-neuvième siècle, l'intérêt éternel à l'égard de ce va-et-vient instable de Wagner entre l'époque à laquelle il appartient et le passé mythologique au moyen duquel il tente de s'en éloigner ». « Nous avons très vite choisi, dit-il, de laisser en évidence les contradictions » plutôt que de « tâcher de camoufler ces antinomies ».

L'autre idée centrale étant qu'il ne peut interpréter profondément le passé qu'à partir du présent, au filtre d'une pensée véritablement actuelle, tout est dit ; à partir de là, il ne reste qu'à construire.

L'imagination créatrice

Avec Patrice Chéreau, on entre dans le monde d'une fantastique création, d'un corps-à-corps avec l'œuvre de Wagner, « que je ne connaissais pas », dit-il, « que je ne soupçonnais pas », où l'on voit comment peu à peu l'œuvre s'ennuie en lui, par quels points d'accrochage. Siegfried : « Où était le héros qu'on m'avait promis ? ; quel était ce libérateur de l'humanité qui ne libérait rien ? ». Wotan : « Pour quelle cause et dans quel but se bat-il ? Sans parvenir à le nommer, je commençais à soupçonner un mensonge » ; l'annonce de la mort dans la Walkyrie : « C'est le point tournant dans l'œuvre où Brühnne fait l'expérience du malheur, de la souffrance, et découvre la liberté, non la caricature de liberté de Wotan ».

Autour de ces intuitions profondes, on voit alors se déchaîner l'imagination créatrice dont Chéreau décrit le mécanisme dans un paragraphe étonnant (page 54) et qu'il va revivre à travers le récit foisonnant de ces deux années de préparation, de ses luttes, de ses paniques, mais aussi de cette mortie invincible d'un spectacle qui finira par subjuger jusqu'à ses détracteurs.

On sera particulièrement attentif à ce que dit Chéreau en réponse au reproche qui lui était fait (ici même) de tomber trop souvent dans l'anecdote. Il s'agit surtout pour lui de tout autre chose, de nourrir son spectacle avec des allégories (comme François Regault l'analyse très finement ailleurs). « Il m'a semblé, dit Chéreau, qu'on pouvait maintenant (après Wieland Wagner) réinterpréter cette matière théâtrale dans le sens d'une plus grande figuration qu'il n'hésiterait pas devant l'apparent hétéroclite de la scène wagnérienne charriant le détail avec l'idée générale, et chercher dans ces heurts, ces singularités et ce concret permanent le révé de l'œuvre » ; donc, « ne pas voir Wagner pour ses accents de théâtre, mais pour une trop grande volonté d'atteindre à l'universel, mais atteindre l'universel et la dimension métaphysique de l'œuvre par les singularités, par les accessoires, par la fantasmagorie du théâtre ».

L'intérêt exceptionnel de ce livre est de nous remettre ainsi les clés de lecture d'un spectacle fascinant, mais difficile à saisir d'emblée, données par les auteurs eux-mêmes, parmi lesquels on remarque pas de citer Richard Peduzzi et Jacques Schmidt aux contributions plus brèves mais non moins excellentes.

Cet ouvrage magistral fait un peu pâlir un gros livre d'Elisabeth Bouillon paru dans le même temps. Celui-ci est pourtant, à son niveau, complémentaire du précédent en ce qu'il reconstitue par une profusion de descriptions, d'interviews, d'articles, de synthèses esthétiques, dues à des observateurs extérieurs, tout l'environnement tumultueux de cet événement considérable.

Signalez aussi un numéro spécial, plus ancien, de la revue « Obliques » sur Wagner, qui contient près de soixante-dix documents, études, essais, d'hier et d'aujourd'hui, inédits ou non, dans les genres les plus divers, propres à appeler la fable de wagnériens un peu boulimiques. Chacun y trouvera son bien.

JACQUES LONCHAMPT

★ P. Boulez, P. Chéreau, R. Peduzzi, J. Schmidt : *Stories d'un Ring, Bayreuth 1976-1980*, avec la collaboration de Sylvie de Nussac et des textes de P. Regnaud (Ed. Robert Laffont, coll. « Diogenes » : un volume illustré de 256 p., 24 x 30, 200 F).

★ Elisabeth Bouillon : *Le Ring à Bayreuth. La Télévision du centenaire* (Ed. Fayard, 254 p., avec 64 photos en noir).

★ Richard Wagner, numéro spécial dirigé par Yvonne Carozon (revue Obliques, 200 p., 21 x 27, abondamment illustré en noir : B.P. 1, les Filles, 2810 Nyons).

CINÉMA

LES COMMUNISTES ET « MON ONCLE D'AMÉRIQUE »

Que faire d'Henri Laborit ?

Le film d'Alain Resnais, *Mon oncle d'Amérique*, inspiré par les thèses du biologiste Henri Laborit, provoque depuis sa sortie un débat dans la presse communiste. L'entretien accordé par le réalisateur à François Maurin, critique du cinéma, paru dans le numéro 21 mai, avait suscité des réactions de lecteurs, les unes favorables, les autres défavorables, non tant au film qu'aux implications philosophiques des thèses qu'il illustre. M. Lucien Bève, membre du comité central du P.C.F., avait publié, dans l'hebdomadaire *Révolution*, daté 20-26 juin, un article qui avait suivi d'un débat dans le numéro daté 27 juin-3 juillet. *Révolution* publie cette semaine (numéro daté 3-10 juillet) d'importantes extraits de quatre lettres de lecteurs (dont une de M. Pierre Li, ancien journaliste à l'Humanité, qui avait donné sa démission en décembre dernier).

M. Jean-Pierre Labrousse, de Rennes, écrit par exemple : « Quand Laborit étudie les effets d'une situation sur l'organisme humain, il constate seulement que cet organisme ne peut supporter n'importe quelle situation. Il ne peut supporter longtemps, par exemple, la carence alimentaire, mais aussi les angoisses, les peurs trop fortes, les coups de choc. Pour lui notre constitution biologique est le cadre de notre comportement en même temps qu'une cause de résonance de la situation. Cette constitution ne joue aucun rôle moteur dans l'histoire, sauf qu'elle oblige à un certain type d'activité pour la maintenir en vie et signale qu'elle ne peut tout supporter. Laborit affirme simplement que l'espèce humaine cherche à se faire plaisir. Il se plaint que pour l'instant elle n'y soit pas encore parvenue. Les marxistes doivent discuter avec lui des conditions de ce bien-être et réserver à l'école primaire les réflexions sur les rôles respectifs de l'histoire et de la géographie ».

M. Sève répond en premier lieu à la question du caractère scientifique des thèses de M. Laborit. Il estime que ces thèses relèvent d'un « biologisme », qui, dit-il, « s'exprime dans la croyance erronée que des expériences sur le comportement des rats nous éclairent sur la biologie des hommes comme s'il n'y avait des uns aux autres qu'un changement de complexité ».

L'auteur de *Marxisme et théorie de la personnalité* se prononce ensuite sur l'attitude que doivent adopter les communistes face aux idées que formule M. Laborit. Il écrit : « Dans le cas de Laborit, ce que j'ai mis en cause dans mon article, ce que nous avons à mettre en cause — nous, c'est-à-dire dans le cas de Révolution (qui

n'est pas l'hebdomadaire du comité central) — nous ne le parons en tant que tel, mais les communistes, qui s'efforcent de leurs différences d'être marxistes ensemble, — est-ce la valeur de ses travaux sur l'anatomie fonctionnelle de l'hypothalamus ou les « rôles moteurs » centraux dans les sécrétions hypophysaires ? Ses conceptions quant à la pensée de l'homme, de l'estomac ou de l'hypertension artérielle ? Ou même la coexistence en ce monde, alors qu'il avance sur telle ou telle réaction comportementale ? Pas du tout. Mais lorsqu'il extrapole de la biologie à la biographie et à l'histoire, théorise sur la lutte des classes, le capitalisme et le socialisme, nous espérons à la fin du film de Resnais — pendant un long travelling sur un paysage de désolation — entendre tant qu'on n'aura pas diffusé largement les connaissances sur le fonctionnement du cerveau il y a peu de chance que quelques chocs électriques nous aient fait nous avons le droit de dire que cela n'a rien à voir avec la biologie et la médecine expérimentale. Ce n'est qu'un jeu de mots, une affirmation purement scientifique mais d'une philosophie historique que nous contestons radicalement ».

Mort du comédien et chanteur soviétique

Vladimir Vissotski

Le comédien et chanteur soviétique Vladimir Vissotski est mort à Moscou, d'une crise cardiaque, dans la nuit du 24 au 25 juillet, à l'âge de quarante-trois ans (nos dernières éditions du 26 juillet).

Vladimir Vissotski — Valodja pour ses amis — était sans doute l'acteur de théâtre et de cinéma, le chanteur le plus connu en U.R.S.S. car sa popularité s'étendait à toutes les couches du public. Il était né en 1927 et était marié depuis dix ans à l'actrice française d'origine russe Marina Vlady. Depuis quelques années, il jouait au théâtre de Taganka à Moscou. Avec le metteur en scène d'avant-garde Youri Lioubimov, il a été Hamlet, Gollé, le chah Behzad dans le Maître et Marguerite, de Boulgakov. Ses chansons, et ses récitals dans les clubs et les maisons de la culture commençaient toujours un énorme succès. Il chantait de sa voix rauque, profonde, et de paroles fines, on avait l'impression qu'il était un conservateur précieux. Elle ne participe que de loin à la révolution des formes, peut-être, mais elle suit. Elle entraîne. Et qu'on ne se trompe pas, on a bien vu avec lui.

On a donc vu Joe Lee Wilson avec Shepp, avec Sam Rivers et avec tous les bretteurs de l'improvisation jazz. On sait même qu'il a tenu sa place dans la floraison de clubs à

des diplômes, des pélogues soviétiques. Mais il devait sa popularité à un autre réalisme, plus dur et plus ironique, qui décrivait les conditions de vie dans les camps — où il avait été interné encore adolescent — dans les asiles psychiatriques quand on n'est pas fou.

Seul, un petit 45 tours de ses chansons a été officiellement publié en U.R.S.S., mais des enregistrements sur cassette de ses disques faits en Occident circulent de main en main, et ses récitals dans les clubs et les maisons de la culture commencent toujours un énorme succès. Il chantait de sa voix rauque, profonde, et de paroles fines, on avait l'impression qu'il était un conservateur précieux. Elle ne participe que de loin à la révolution des formes, peut-être, mais elle suit. Elle entraîne. Et qu'on ne se trompe pas, on a bien vu avec lui.

Vladimir Vissotski était le représentant d'une génération de chanteurs engagés, avec Alexandre Galich, mort en exil à Paris, et Y. A. Zolotarev, et Boulou Okoukidi, qui n'a rien enregistré depuis plusieurs années.

DANIEL VERNET

JAZZ

Joe Lee Wilson à la Chapelle des Lombards

Chaque « à voir », comme pouvait l'être Jimmy Rushing, Joe Lee Wilson est aussi un chanteur de réputation et d'improvisation — comme Babs Gonzales, au fond. Ces références à deux disparus de l'art vocal noir, et dispersés il n'y a pas si longtemps, pour simer dans sa tradition un « chanteur » ou un vocaliste, on ne sait trop comment dire — bref, il chanteur de jazz (pour reprendre le titre du premier film postérieur de l'histoire du cinéma) qu'on a commencé d'un peu connaître avec Archie Shepp (*Alto Blue*).

Certains, Joe Lee Wilson a éprouvé le goût des expériences libérales : il a signé pour une si facile de chanter, dans les années 70, tant la liberté d'improviser s'accommodait de mélodies intangibles, d'harmonies régulières et de paroles fines. On invente d'autres mots alors, ou des cris. Mais la chanson éclipse sans pour cela un conservateur précieux. Elle ne participe que de loin à la révolution des formes, peut-être, mais elle suit. Elle entraîne. Et qu'on ne se trompe pas, on a bien vu avec lui.

On a donc vu Joe Lee Wilson avec Shepp, avec Sam Rivers et avec tous les bretteurs de l'improvisation jazz. On sait même qu'il a tenu sa place dans la floraison de clubs à

New-York (à partir de 1976), dans ces « petites maisons » du jazz, avec son local, le *Lobby*, à deux pas du *Knickerbocker* de Sam Rivers.

Et c'est bien là qu'il a donné le meilleur de sa carrière. Rattaché près de Sonny Rollins ou de Miles Davis (Joe Lee Wilson est né en 1935 en Oklahoma), elle se poursuit aujourd'hui — phénomène unique — en quatuor.

Il est vrai que son timbre et son phrasé l'apparentent aux grands saxophonistes. Il leur rend d'ailleurs ce qu'ils lui ont rendu : scandant le nom et les syllabes du nom de John Coltrane sur les mesures de *Naima*, on improvise librement comme un instrumentiste sur *Milestones*. Il leur paye ce tribut en vocalise beaucoup plus soudaine qu'un simple chanteur — plus aventureux en tout cas qu'un chanteur « accompagné » — quand il dialogue avec l'excellent Bill Saxone, l'homme au chapeau et au scapoteau noir dont l'ombre sur la scène évoque toutes les ombres du jazz.

Son groupe sonne alors comme un groupe instrumental où la voix prendrait une part égale, s'envole et s'absente, se rattrape ou renouvelle, pour mériter bien enfin du nom qu'il se soit donné : *The Joy of Jazz*.

À l'image des grandes chanteuses (Sarah Vaughan ou Betty Carter) et des grands vocalistes, Joe Lee Wilson vibre et marque soigneusement chaque note une histoire comme aux portes de la légende : celle du jazz.

FRANCIS MARMANDE

★ La Chapelle des Lombards, 20 h. 30.

PETITES

NOUVELLES

■ Deux bourses annuelles d'aide à la création musicale ont été attribuées par le ministère de la culture et de la communication à Michael Levine et Emmanuel Numa. Chacune de ces bourses est d'un montant de 20 000 francs. Des bourses de recherche, de 8 000 à 40 000 francs, ont été accordées à treize musiciens.

■ Le prix des vingt et unèmes Rencontres cinématographiques de Prades, décerné par le public, a été attribué au film « *Le Dernier des Indiens* » de Jean-Pierre Goulet, et celui de la Fédération française des ciné-clubs à « *Passage Montagne* », de Jean-François Stevalin. — (Corresp.)

SPECTACLES

théâtres

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (206-10-30) : Ruy Blas (sam. 20 h. 30, dim. 14 h. 20 et 20 h. 30).
 Odéon (206-10-30) : Le Cid (sam. 20 h. 30, dim. 14 h. 20 et 20 h. 30).
 Théâtre de la Ville (206-10-30) : Le Cid (sam. 20 h. 30, dim. 14 h. 20 et 20 h. 30).

Les autres salles

Alceste (223-70-70) : Dillie et deux autres (sam. 20 h. 30, dim. 14 h. 20 et 20 h. 30).
 Comédie de Paris (206-10-30) : Le Cid (sam. 20 h. 30, dim. 14 h. 20 et 20 h. 30).
 Théâtre de la Madeleine (206-10-30) : Le Cid (sam. 20 h. 30, dim. 14 h. 20 et 20 h. 30).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 26 - Dimanche 27 juillet

Club Saint-Germain (222-51-09) : Quartier d'Ortoger (sam. 22 h.).
Quartier d'Ortoger (sam. 22 h.).
Quartier d'Ortoger (sam. 22 h.).
Quartier d'Ortoger (sam. 22 h.).

Dans la région parisienne

Secours, Festival (206-07-70) : Orchestre du chœur de la région parisienne (sam. 20 h. 30, dim. 14 h. 20 et 20 h. 30).

XV^e Festival estival de Paris

Hôtel Intercontinental : Universal (223-27-27)

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans

La cinématèque

CHAILLOT (704-24-24) : Sam. 15 h. : Le film fut tressé de M. Dorel ; 17 h. et 19 h. : Le film fut tressé de M. Dorel ; 21 h. : Le film fut tressé de M. Dorel.

Les exclusivités

L'ALBUM DE MARTIN SCORSESE (A. v.o.) : Epée de Boia. 15 (37-27-27).

LES FILMS NOUVEAUX

CHRONIQUES MARTINIÈRES (A. v.o.) : Epée de Boia. 15 (37-27-27).

DRACULA, PRINCE DES TÉNÉ- (A. v.o.) : Epée de Boia. 15 (37-27-27).

LES FILMS NOUVEAUX

CHRONIQUES MARTINIÈRES (A. v.o.) : Epée de Boia. 15 (37-27-27).

LES FILMS NOUVEAUX

CHRONIQUES MARTINIÈRES (A. v.o.) : Epée de Boia. 15 (37-27-27).

LES FILMS NOUVEAUX

CHRONIQUES MARTINIÈRES (A. v.o.) : Epée de Boia. 15 (37-27-27).

LES FILMS NOUVEAUX

CHRONIQUES MARTINIÈRES (A. v.o.) : Epée de Boia. 15 (37-27-27).

LES FILMS NOUVEAUX

CHRONIQUES MARTINIÈRES (A. v.o.) : Epée de Boia. 15 (37-27-27).

LES FILMS NOUVEAUX

CHRONIQUES MARTINIÈRES (A. v.o.) : Epée de Boia. 15 (37-27-27).

LES FILMS NOUVEAUX

CHRONIQUES MARTINIÈRES (A. v.o.) : Epée de Boia. 15 (37-27-27).

orange

27 JUILLET 1980 (22 h.)

MOZART

« GRAND-MESSE EN UT »

Solistes : Barbara Hendricks, Katerine Giesinski, Chœurs de Francfort/Wiesbaden

Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France

Direction : Vittorio Negri

Réservation : ORANGE, tél. 16 (90) 34.24 ou 34.15.52.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... h. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

LAPEYRONNE 328-90-14 et 90-44 : 21 h. Grande-Armée, 77/44.

LES CONGRESSES 774-10-11 : 21 h. Grande-Armée, 77/44.

SOUPERS APRÈS MINUIT

REST. DU PARC MONTROUSIER 10, rue Cassa, 16, 555-30-52, T.L.J.

Jusqu'à 2 heures du matin. Bar Brasseur et la Jardin de la Paroisse.

Menu 73.00 T.C. S.O. OUVERT EN AOÛT.

Le record d'Ulysse

Actuellement à la COMÉDIE-FRANÇAISE : « RUY BLAS », de Victor Hugo, mise en scène J. Desnoes avec François Beaulieu et Geneviève Casile.

Jusqu'au 31 JUILLET

SCIENCE

Le record d'Ulysse

Actuellement à la COMÉDIE-FRANÇAISE : « RUY BLAS », de Victor Hugo, mise en scène J. Desnoes avec François Beaulieu et Geneviève Casile.

Jusqu'au 31 JUILLET

RADIO-TÉLÉVISION

RELIGION

Samedi 26 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Émissions régionales.
20 h 10 Journal.
20 h 30 Variétés : Festival de Provence.
20 h 45 Variétés : Festival de Provence.
21 h 45 Série : Starsky et Hutch.
22 h 45 C'est arrivé à Hollywood.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Variétés.
20 h 10 Journal.
20 h 30 Théâtre : « Remarque ».
20 h 45 Théâtre : « Remarque ».
21 h 45 Série : Starsky et Hutch.
22 h 45 C'est arrivé à Hollywood.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

19 h 50 Pour les jeunes.
20 h 10 Journal.
20 h 30 Émissions régionales.
20 h 45 Pour les jeunes.
21 h 45 Série : Starsky et Hutch.
22 h 45 C'est arrivé à Hollywood.
23 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

19 h 30 La R.T.S.F. présente : « La Lettre brisée ».
20 h 10 Journal.
20 h 30 Émissions régionales.
20 h 45 Pour les jeunes.
21 h 45 Série : Starsky et Hutch.
22 h 45 C'est arrivé à Hollywood.
23 h 10 Journal.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 30 Concert : M. Lomax présente : « Concerto Le Fantôme pour guitare et orchestre ».
20 h 10 Journal.
20 h 30 Émissions régionales.
20 h 45 Pour les jeunes.
21 h 45 Série : Starsky et Hutch.
22 h 45 C'est arrivé à Hollywood.
23 h 10 Journal.

Dimanche 27 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Orthodoxe.
10 h 10 Présence protestante.
10 h 30 Le jour du seigneur.
11 h 10 Météo.
12 h 10 Le monde merveilleux de W. Disney.
12 h 30 La bonne conduite.
13 h 10 Journal.
13 h 20 Série : Les fureurs de Marguerite.
14 h 20 Variétés : Brass tropical.
15 h 10 L'énergie c'est nous.
15 h 30 Théâtre.
16 h 30 Documentaire : Le village.
17 h 10 Jeux olympiques d'été à Moscou.
17 h 30 Athlétisme, finale.
18 h 10 Les meilleurs du monde.
20 h 10 Journal.
20 h 30 Cinéma : « Trappes ».
21 h 45 Série : Starsky et Hutch.
22 h 45 C'est arrivé à Hollywood.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Embarquement immédiat.
14 h 30 Variétés : Brass tropical.
15 h 10 L'énergie c'est nous.
15 h 30 Théâtre.
16 h 30 Documentaire : Le village.
17 h 10 Jeux olympiques d'été à Moscou.
17 h 30 Athlétisme, finale.
18 h 10 Les meilleurs du monde.
20 h 10 Journal.
20 h 30 Cinéma : « Trappes ».
21 h 45 Série : Starsky et Hutch.
22 h 45 C'est arrivé à Hollywood.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 45 Journal.
21 h 45 Série : Starsky et Hutch.
22 h 45 C'est arrivé à Hollywood.
23 h 10 Journal.

Peter Sellers et « goon show »

On ne doit pas laisser passer la mort de l'acteur britannique Peter Sellers (le Monde du 25 juillet) sans évoquer sa carrière radiophonique qui l'a lancé dans son pays d'origine, avant son succès international au cinéma. Pendant près de dix ans, dans les années 50, Peter Sellers jouait le personnage principal — ou plutôt les personnages principaux — d'une émission hebdomadaire qui était attendue avidement par des millions d'Anglais de tous les âges et de tous les milieux, du prince Charles au balayeur des rues : l'incomparable « Goon show ».

Comment décrire cette émission non seulement à quelqu'un qui ne l'a jamais écoutée, mais à un Français par-dessus le marché ? C'était la quintessence de l'humour britannique : l'humour de l'absurde. Les situations étaient toujours parfaitement farfelues — la chasse au

christmas pudding sauvage, le vol du château d'Ile, la guerre aux étourneaux de Trafalgar Square — et les personnages joués par Henry Scowles, Spike Milligan et Peter Sellers étaient des caricatures désopilantes de stéréotypes anglais.

Peter Sellers cumulait les rôles — major Bloodnok de l'armée des Indes, Gypsey-Thymme, le flou à l'accent d'Oxford, Henry Crun le professeur distrait et, last but not least, Bluebottle, le fil londonien à qui tout arrive. La radio permit à Sellers de montrer l'éclatisme de ses interprétations et de déployer le talent qui devait le mener au cinéma. Son départ du « Goon Show » a marqué la fin d'une expérience unique, unique, si besoin était, que l'humour transcende toutes les barrières — du moins à l'intérieur d'un même pays.

ALAIN WOODROW.

SCIENCES

UNE CAMPAGNE D'ÉTUDE STRATOSPHÉRIQUE

Le record d'Ulysse

Un ballon stratosphérique d'un volume record pour l'Europe (150 000 mètres cubes, 180 mètres de diamètre) a été lâché, le 19 juillet, de la base sicilienne de Trapani-Milo. Dix-huit heures plus tard, les appareils scientifiques qui transportaient le ballon — appelé Ulysse — étaient récupérés dans le sud de l'Espagne.

Ce lancement fait partie d'une campagne d'expérimentation menée en collaboration par le Centre national d'études spatiales pour la France, la Commission nationale d'investigations spatiales pour l'Espagne et le Conseil national de la recherche pour l'Italie.

Les vols de ballons stratosphériques sont particulièrement bien adaptés à l'étude de la très haute atmosphère, à une altitude où les avions

ne peuvent voler longtemps, mais où le freinage atmosphérique est encore trop grand pour que des satellites puissent rester en orbite. La haute altitude atteinte — 43,5 kilomètres dans le cas d'Ulysse — et la durée du vol permettent aussi des observations astronomiques et de l'atmosphère terrestre de faire du sol. Le ballon Ulysse transportait 300 kilogrammes d'instruments préparés par l'université de Florence pour des études d'astronomie infrarouge.

Un ballon plus petit, Neomica, de 150 000 mètres cubes, a été lancé, vendredi 25 juillet, de la même base sicilienne. Sa charge utile de 350 kilogrammes est consacrée à l'étude de l'influence du rayonnement cosmique sur le développement des êtres vivants.

POUR PROTESTER CONTRE DES MISES A PIED

Les journalistes de l'agence Reuter se sont mis en grève

De notre correspondant

Londres. — Le conflit de l'Observer n'est pas encore éteint que la presse britannique connaît une nouvelle grève. Les journalistes du siège londonien de l'agence Reuter ont cessé le travail, vendredi 25 juillet, pour protester contre la mise à pied de cinq de leurs collègues rédacteurs au world desk — la plaque tournante par où passent toutes les informations diffusées dans le monde. Les cinq journalistes avaient refusé de traiter les dépêches en provenance d'Amérique du Nord, par solidarité avec leurs collègues du bureau de New York, en grève sur une question de salaire. Le Syndicat des journalistes (N.U.J.) estime que les personnes mises à pied ont été l'objet d'une mesure discriminatoire.

Un syndicat des employés de presse (NATSOPA) s'est joint au mouvement pour une raison similaire : trois de ses adhérents avaient été suspendus de leurs fonctions pour avoir refusé de découper des dépêches produites par les cadres du bureau new-yorkais.

A Londres, la direction tente d'assurer par elle-même une diffusion normale des nouvelles. Toutefois, le service en français restera probablement silencieux pendant toute la durée de la grève : il est difficile de remplacer la quinzaine de journalistes francophones qui assurent vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Un conflit va-t-il en chasser un autre à pied ? Ce samedi 26 juillet, la N.C.A. — principal syndicat des ouvriers de la composition — soumettra aux conducteurs de presse de l'Observer le compromis auquel elle est parvenue, jeudi dernier, avec la direction de l'hebdomadaire. Le journal aurait offert une rémunération de 100 livres (environ 1 000 francs) aux conducteurs pour imprimer soixante-quatre pages, le samedi, en treize heures.

« La Lettre de la Nation », organe officiel du R.P.F., suspend, comme chaque année, sa publication pendant le mois

de travail. Cette offre se situe encore fort loin de la demande initiale de 112 heures formulée par les conducteurs de presse (le Monde du 18 juillet). Accepteront-ils quand même les recommandations de leur syndicat ? Ou enlèveront-ils une épreuve de force avec la direction, laquelle a menacé de licencier les cinq cents employés permanents et les mille trois cents travailleurs à temps partiel de l'hebdomadaire ? — *Interim.*

Dans une déclaration à l'A.F.P., M. Dumas a indiqué que « toutes les procédures judiciaires en cours en vertu de l'article 31 du code de procédure pénale ». Selon cet article, « le juge d'instruction procède, conformément à la loi, à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité ». Le juge peut donner commission rogatoire aux officiers de police judiciaire et doit vérifier les éléments d'information ainsi recueillis.

Selon l'avocat, c'est en vertu de ce texte que le juge est habilité à faire saisir toutes correspondances dans les centres de tri postaux et à faire intercepter des conversations téléphoniques. Dans ces cas, les bandes doivent lui être remises. Elles sont ensuite placées

sous scellés au greffe du tribunal correctionnel et tenues à la disposition des juridictions de jugement s'il y a lieu. Toutes les autres interceptions de conversations téléphoniques faites à l'insu des intéressés sont illégales. C'est pourquoi M. Dumas se déclare « stupéfait d'apprendre que le seul ministre de l'Intérieur ait pu signer en moyenne cinquante opérations de ce genre par jour ».

« Pour éviter renvoi à leurs papiers militaires, quatre personnes ont été condamnées à des peines d'amendes, le jeudi 24 juillet, par le tribunal de grande instance de Belfort. M. Luciano Galdini, Yannick Guyon et Jean-Marie Lopez devront payer chacun 500 F. Le quatrième inculpé, M. Joseph Berkin, quarante-deux ans, père, a été libéré du surseis. Déjà condamné en appel à une peine identique et à trois ans de privation de droits civiques, M. Berkin comparait à nouveau, pour avoir refusé de reprendre son livret, que le ministère des armées lui avait retourné. — *(Corresp.)*

LES CHRÉTIENS PARLENT D'AMOUR

Spiritualité et acte charnel

Il y a fait une certaine audace aux responsables de la revue Alliance, naguère parvenue par les églises Notre-Dame (foyers chrétiens), pour consacrer leur dernier numéro (mai-août) à la sexualité (1). Il n'est pas habituel, en effet, que des catholiques fassent « l'acte charnel » sur ce terrain et avec une liberté de ton qui aurait fait frémir leurs devanciers.

Le couvercle pourtant qui s'est abattu sur l'Eglise romaine a opéré des ravages : à tout le moins dans l'éducation sexuelle des adolescents, insuffisante, inadéquate, voire : le corps a été déprécié ; la pudeur, confondue avec la pudibonderie ; l'ignorance quasi totale des aspirations du conjoint par les couleurs de la vertu ou de la pitié, etc.

Les documents de la hiérarchie ont tout fait, jusqu'à une date récente, pour entretenir ces carences en se cantonnant dans une morale du permis et du déconseillé et une misogynie dérivée. Les fustes dites « contre la pureté » étaient automatiquement taxées de « graves », au dam de l'équilibre psychologique et spirituel des adolescents. Les laïcs chrétiens (vivant heureusement dans le siècle !) ont pu réajuster peu à peu leurs convictions éthiques et leur comportement pour eux. Sans pour autant se laisser contaminer par l'hédonisme ou l'érotisme qui violent ce qu'ils prétendent promouvoir.

L'intérêt de la revue réside dans l'équilibre, mieux dans la jonction entre l'amour charnel conjugal et la spiritualité, le premier profitant au second et réciproquement.

En vingt-quatre articles Alliance présente de nombreux sujets, des témoignages divers et reproduit des textes de base. Leur

lecture est étonnante. La simplicité du plan n'est pas une gêne et l'ensemble est tout aussi suggestif que pourrait l'être un gros ouvrage.

« La plus grande punition contre son corps, écrit une mère de famille de quarante-trois ans (quatre enfants), ce n'est pas l'abus de l'acte sexuel, mais le refus de coopérer pour faire de cet acte quelque chose de beau, d'unifiant ».

La Père Xavier Thévenot, religieux, a cette remarque originale : « La plaisir est très lié à la foi. Parce que, quand on jouit, on fait toujours une expérience de perte de maîtrise de soi-même. Jouir, c'est accepter que le plaisir s'abandonne au plaisir. Et l'orgasme est un des lieux particulièrement forts d'abandon. » La foi, c'est se laisser habiter par un Autre, accepter d'en être le serviteur.

Dieu, qui n'est pas d'abord un Dieu du légal, mais de la liberté et de la créativité, appelle l'homme et la femme du couple à faire leur vérité mutuelle. Le Père Thévenot met aussi en garde contre le danger de trop demander à un enfant : lui dire « Je ne serai heureux que si toi, tu es heureux » est un poids bien lourd à supporter pour un enfant, et c'est le meilleur chemin pour qu'il devienne malheureux. Il faut savoir accepter que les enfants soient autres que les parents.

À propos des difficultés du couple, Nicole Fabre, psychologue, avance en connaissance de cause qu'elle a vu des analyses passer de l'incroyance à la recherche spirituelle sous l'influence de la cure. Elle ajoute tranquillement : « Si l'on a de « mauvais » mariages, il peut y avoir de « bons » divorces vécus dans un climat de respect mutuel et d'authenticité plus spirituelle ».

Un seul commandement

Un peu étrange, cette confiance d'un couple brésilien (voir ci-dessus). La mari, aînée, s'est converti brusquement, à l'hôpital, à la suite d'une sorte de vision qu'André Frossard ne démentirait pas. Depuis, les époux ont connu ce qu'ils appellent une « liturgie de l'acte sexuel ». « L'elli conjugal devient une grande prière où les oraisons sont déposées. » Nous sommes en Amérique latine où le brisme chaleureux est roi. Depuis longtemps la Canticque des Cantiques a ouvert la voie à la poésie mystique, et il faut reconnaître que cette voie n'est guère encombrée.

La poésie, comme l'amour ou la « grâce », ne se commande pas. Les époux peuvent du moins faire, ensemble ou non, l'expérience que le mari, la femme et Dieu constituent une « trinité amoureuse ».

L'amour est trinitaire par essence. Paul Claudel le rappelle en posant que l'homme et la femme sont l'un et l'autre image de Dieu. L'Amour c'est fonder deux images du même Dieu identiques et originales, se complétant en

elles et, par le fait même, dans le Dieu qu'elles représentent. Telle est la racine du mot enthousiasme (être en Dieu) proche de celui d'extase. En langage profane on dirait : « Aimer l'amour » du même mouvement que l'on aime l'œuvre en qui se révèle l'image invisible de Dieu.

Tous ceux qui ont une expérience spirituelle l'ont remarqué : la haine sépare et s'écartera même si l'on est deux à la connaître, ensemble, tandis que l'amour fait communier et ouvre à un Ailleurs. L'amour quel qu'il soit est l'acte le plus religieux que l'homme puisse vivre.

Depuis l'Incarnation, il n'y a qu'un seul amour et un seul commandement.

HENRI FESQUET.

(1) Alliance, 48, rue de la Glacière, 75013 Paris (2 F) ; directeur : Yves Le Chappelier ; conseiller théologique : Constant Bouchaud, directeur de la Compagnie Saint-Sulpice. Autres revues ayant abordé un thème similaire : Notre Combat (juin 1980), 49, rue du Faubourg-Roislandrou, 75008 Paris (14 F) ; Sursis (juin-juillet 1980), 66, 77, rue Montorgueil, 75003 Paris (10 F).

JUSTICE

DEUX DÉTENUÉS PERMISSIONNAIRES ÉCROUÉS POUR LE MEURTRE D'UNE SEPTUAGÉNAIRE

Deux détenus permissionnaires en fuite, Daniel Le Coz, âgé de vingt-quatre ans, et Paul Carpentier, âgé de trente ans, ont été incriminés et écroués vendredi 25 juillet, l'un à Lorient et l'autre à Vannes (Morbihan), pour le meurtre de la tante de l'un d'eux, Mme Le Coz. Agée de soixante-dix-sept ans, elle fut mortellement blessée de plusieurs coups de couteau.

Daniel Le Coz, inculpé de complicité d'assassinat et de vol qualifié, était emprisonné au centre de détention d'Oberlin (Bretagne) où il purgeait une peine de quinze mois de prison pour vol. Il était en cavale depuis le 9 mai. Paul Carpentier, détenu à la maison centrale de Clairvaux (Aveyron), où il purgeait une peine de deux ans de prison pour vol, n'avait pas regagné sa cellule le 14 juin. Il a été inculpé d'assassinat et de vol qualifié.

Après les déclarations de M. Poniatowski

M. DUMAS « STUPÉFAIT »

M. Roland Dumas, avocat, ancien député, a exprimé vendredi 25 juillet sa stupéfaction après les propos qu'a tenus M. Michel Poniatowski, mercredi 23 juillet, au sujet des écoutes téléphoniques, devant la commission spéciale chargée d'examiner la demande de traduction de l'ancien ministre de l'Intérieur en Haute Cour de justice.

Dans une déclaration à l'A.F.P., M. Dumas a indiqué que « toutes les procédures judiciaires en cours en vertu de l'article 31 du code de procédure pénale ». Selon cet article, « le juge d'instruction procède, conformément à la loi, à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité ». Le juge peut donner commission rogatoire aux officiers de police judiciaire et doit vérifier les éléments d'information ainsi recueillis.

Selon l'avocat, c'est en vertu de ce texte que le juge est habilité à faire saisir toutes correspondances dans les centres de tri postaux et à faire intercepter des conversations téléphoniques. Dans ces cas, les bandes doivent lui être remises. Elles sont ensuite placées

sous scellés au greffe du tribunal correctionnel et tenues à la disposition des juridictions de jugement s'il y a lieu. Toutes les autres interceptions de conversations téléphoniques faites à l'insu des intéressés sont illégales. C'est pourquoi M. Dumas se déclare « stupéfait d'apprendre que le seul ministre de l'Intérieur ait pu signer en moyenne cinquante opérations de ce genre par jour ».

« Pour éviter renvoi à leurs papiers militaires, quatre personnes ont été condamnées à des peines d'amendes, le jeudi 24 juillet, par le tribunal de grande instance de Belfort. M. Luciano Galdini, Yannick Guyon et Jean-Marie Lopez devront payer chacun 500 F. Le quatrième inculpé, M. Joseph Berkin, quarante-deux ans, père, a été libéré du surseis. Déjà condamné en appel à une peine identique et à trois ans de privation de droits civiques, M. Berkin comparait à nouveau, pour avoir refusé de reprendre son livret, que le ministère des armées lui avait retourné. — *(Corresp.)*

La publication du rapport irlandais sur l'incendie du « Betelgeuse » relance la polémique sur la sécurité des pétroliers

Comme on pouvait s'y attendre, la publication le 25 juillet en fin d'après-midi (« Le Monde » du 26 juillet) du rapport de la commission d'enquête irlandaise sur l'incendie du pétrolier français Betelgeuse le 8 janvier dernier dans la baie de Bantry au sud-ouest de l'Irlande (cinquante morts dont quarante-deux Français), relance la polémique sur les causes de cet accident et d'un point de vue plus général sur la sécurité des transports pétroliers.

M. Joël Le Theule a déclaré que la sortie de ce document représentait une « étape importante dans la procédure judiciaire engagée après le sinistre. Dans le seul domaine judiciaire en effet, un procès est déjà engagé, à Londres, entre l'armateur du navire, la Compagnie française de navigation, filiale du groupe Total, et le

gestionnaire du terminal de Bantry, la multinationale américaine Gulf Oil. Mais d'autres instances seront vraisemblablement ouvertes en Irlande, en France ou ailleurs. On ne sait pas encore en particulier quelle va être l'attitude des familles des victimes à propos de leurs indemnités ni des autorités irlandaises à propos de la gestion du terminal sérieusement mis en cause dans le rapport de la commission.

Celle-ci insiste sur la responsabilité « principale » de l'armateur, coupable selon elle d'un mauvais entretien ou d'une surveillance défectueuse du navire. Elle développe longuement aussi la responsabilité des gestionnaires du terminal négligents dans l'organisation des services de sécurité et qui, en outre, ont voulu tromper la commission en produisant un faux témoignage. La tendance normale de l'armateur est évidemment d'insister sur le dernier point : celle de la Gulf de mettre l'accent sur le premier.

Sur le fond, et en l'absence du témoignage direct (les membres

de l'équipage ont tous péri), il sera évidemment très difficile de savoir si l'incendie du Betelgeuse est la conséquence ou la cause de la rupture du bateau. C'est un point essentiel sur lequel les avis des experts diffèrent. M. Le Theule a indiqué que les travaux de la commission qu'à la demande du président de la République il avait chargée d'enquêter sur le sinistre — elle est présidée par l'ingénieur général du génie maritime Yves Roques — ont conduit plutôt en faveur de l'incendie préalable à la rupture de la coque. Toutefois, il a ajouté qu'il ne contestait nullement les conclusions du rap-

port irlandais et que M. Roques allait continuer ses travaux.

Le ministre semble, d'une façon plus générale, très préoccupé de l'assurer que les services chargés de garantir la sécurité des bateaux français fonctionnent au mieux. L'incident du Betelgeuse survenant après celui du Tania l'incite à le faire. Il reste aussi à examiner quelles sont celles des dispositions proposées à la fin de son rapport par la commission irlandaise pour améliorer cette sécurité qui peuvent être prises dès maintenant et unilatéralement par les autorités françaises.

Les responsabilités de l'armateur et celles du gestionnaire du terminal de Bantry

La catastrophe du Betelgeuse est due principalement à une faiblesse anormale de la coque du bateau, estime la commission d'enquête irlandaise. « La majeure partie des responsabilités de la perte du bateau incombe à Total », écrit-elle dans son rapport. La catastrophe a été produite par une conjonction de deux facteurs séparés : une coque sérieusement affaiblie du fait d'une maintenance inadéquate, et un effort excessif des structures du bateau lors des opérations de ballastage la nuit du drame.

Pour la commission, un travail excessif des structures du bateau est à l'origine des explosions, notamment au niveau des cuves de ballastage, puis de la série d'incendies et de la cassure du bâtiment. Le ballastage consiste à remplir d'eau des cuves spéciales (cuves de ballastage) au fur et à mesure que le brut est déchargé pour éviter que les structures du bateau ne travaillent excessivement.

Le rapport relève les faits suivants, à propos du bateau. — Le Betelgeuse ne disposait pas d'un système électronique de surveillance des efforts auxquels sont soumises ses structures. L'usage de ce système, généralement appelé « Loadicator », est maintenant « une pratique courante sur les grands pétroliers ».

Le Betelgeuse n'avait pas été suffisamment contrôlé, lors de vérifications à Singapour en 1977, notamment au niveau des cuves de ballastage « dont la protection cathodique n'avait pas été renouvelée ». En 1979, le « Betelgeuse »

se trouvait dans un état détérioré.

Concernant le terminal de Bantry, le rapport constate notamment les faits suivants : 1) la surveillance était insuffisante dans la tour de contrôle du terminal ; 2) si les équipes de lutte contre l'incendie du terminal étaient suffisantes, la Gulf aurait dû toutefois tenir compte du fait que le remorqueur de secours se trouvait à 4,5 kilomètres du Betelgeuse et hors de vue de celui-ci — et ce contrairement aux dispositions prévues en la matière ; 3) des radars de sauvetage en nombre suffisant auraient dû être disposés à chacune des extrémités de la jetée ; 4) il n'y avait pas de plan d'évacuation de la jetée.

Un remorqueur de secours bien placé, des radars de sauvetage en nombre suffisant et un plan d'évacuation de la jetée auraient peut-être permis de sauver de nombreuses victimes, estime le rapport, qui fait toutefois état d'un élément important : la Gulf a souffert du fait que le partage des responsabilités entre le propriétaire du terminal et les autorités portuaires en matière d'équipement de sauvetage n'était pas clairement établi.

La commission qui a rédigé ce rapport de quatre cent soixante-dix pages a entendu cent quatre-vingt-quatre personnes (témoins, représentants des parties directement intéressées et experts, dont ceux du gouvernement français). Elle était présidée par un magistrat irlandais, le juge Declan Costello, assisté de quatre assesseurs (deux britanniques, un néerlandais et un norvégien).

DEUX RÉACTIONS

LE MINISTRE FRANÇAIS DES TRANSPORTS : une étape dans une procédure.

Le ministre français des transports, M. Joël Le Theule, a diffusé le 25 juillet le communiqué suivant :

« La commission d'enquête judiciaire constituée par le gouvernement irlandais après la catastrophe du pétrolier Betelgeuse avait pour mandat essentiel d'établir les faits, et le document de près de cinq cents pages qu'elle a rédigé est une étape importante dans la procédure judiciaire.

« D'un premier examen de ce volumineux rapport, il ressort que, quelle que soit l'hypothèse sur l'origine de l'incendie qui sera retenue en définitive par les juges qui auront à se prononcer sur l'affaire, les pertes en vies humaines auraient été évitées, toutes vraisemblances, considérablement moindres si les installations du terminal pétrolier de Bantry-Bay avaient été conçues et exploitées avec un plus grand souci de la sécurité.

« On rappelle d'autre part que des experts français désignés par le ministre des transports s'étaient rendus en Irlande la jour même

de l'accident et que les ingénieurs et plongeurs français ont apporté une contribution importante à toute la phase d'investigation technique. Ces experts avaient été entendus par la commission d'enquête irlandaise. Comme le ministre des transports l'a fait annoncer à l'Assemblée nationale lors du débat sur la catastrophe, la publication de leurs rapports et conclusions provisoires avait été différée jusqu'à la parution du rapport irlandais. Ces documents peuvent être maintenant consultés.

« Ces rapports mettent notamment l'accent sur celle des séquences d'événements qui leur ont paru la plus vraisemblable, compte tenu des témoignages recueillis et des observations qu'ils ont faites sur l'épave, lesquelles se sont d'ailleurs prolongées au-delà même de la date de clôture des investigations de la commission irlandaise. En particulier, la cassure du navire paraissait aux experts français être la conséquence de l'incendie et des explosions observées. »

L'ARMATEUR : des hypothèses seulement.

La Compagnie française de navigation (filiale du groupe Total), armateur du Betelgeuse, « se montre extrêmement surprise que le rapport de la commission d'enquête irlandaise prétende établir avec certitude et la plus grande précision quelles ont été l'origine et la séquence des événements qui ont abouti à la catastrophe. » La commission ayant elle-même conclu à l'absence de son poste du responsable de la salle de contrôle du terminal, ajoute un communiqué de la Compagnie, ces conclusions ne reposent sur aucun témoignage oculaire. Elles reposent seulement sur un choix d'hypothèses s'appuyant sur l'unique déposition du marin manager du terminal, et sur un instantané au moment de l'accident et qui a relaté des conversations qu'il aurait entendues ou eues la veille, au sujet des opérations de ballastage, avec les officiers du bord qui dirigeaient le navire.

« La direction de Total C.F.N. ne peut donc que constater de la façon la plus catégorique cette partie des conclusions du rapport qui suppose en outre une conduite des opérations de ballastage parfaitement irréalisable de la part d'un équipage hautement qualifié. » Dans ces conditions, Total C.F.N. rappelle avec la plus grande fermeté sa thèse d'une explosion des cuves provoquée par un incendie ayant, à son opinion, pris naissance sur la jetée. »

● **Automobilistes moins prudents.** — Le nombre de dépistages positifs contre l'alcoolisme au volant, effectués sur des automobilistes au cours du premier trimestre 1980 s'est élevé à 13 101 (11 121 en 1979), indique le ministère de l'Intérieur. Durant ce même trimestre, on a constaté aussi un accroissement de la vitesse : 128 878 infractions du 1^{er} janvier au 30 juin, au lieu de 123 883 durant la même période de 1979.

● **Nouvelle grève à Olympic Airways.** — Les quatre mille techniciens et employés au sol de la compagnie aérienne grecque Olympic Airways commencent de nouveau ce samedi 26 juillet une grève de quatre jours. Ils protestent contre le fait que la direction refuse de signer un accord prévoyant notamment des augmentations salariales. (A.F.P.)

Trop d'anglais sur les avions français

Deux députés viennent d'attirer de nouveau l'attention des pouvoirs publics sur l'abus que fait de la langue anglaise le monde aéronautique français (« Journal officiel » du 21 juillet).

M. Pierre Bas, député R.P.R. de Paris, fait remarquer au ministre des transports que les compagnies françaises ont, « même dans leurs rapports avec les passagers », pris l'habitude de « ne vouloir reconnaître que les terminologies anglo-saxonnes ». « C'est ainsi, indique-t-il, que les billets de jeunes filles ou d'enfants comportent les mots Miss et Child et que les enfants voyageant seuls sur les lignes de ces compagnies se voient affubler d'une pancarte portant le sigle U.M., qui se traduit par Unaccompanied Minor. Cela est abusif lorsqu'il s'agit des lignes aériennes intérieures ne desservant, par définition, que des aéroports métropolitains.

M. Louis Odru, député communiste de la Seine-Saint-Denis, soulève une question analogue auprès du ministre

de la culture et de la communication. Il écrit ceci : « L'Association internationale des navigateurs de langue française a demandé à Airbus Industrie et à Air France de se concerter et de revenir à l'usage de la langue française pour les inscriptions des postes de pilotage des avions futurs, et en particulier de l'A-310. Une démarche analogue a été faite auprès d'Air France en ce qui concerne les nouveaux Boeing-727 récemment commandés par la compagnie nationale.

« Dans une réponse constante, les responsables d'Airbus Industrie affectent de considérer la langue française en aéronautique comme un élément de décoration secondaire et accessoire au même titre que « la peinture extérieure » et l'habillage des « sièges ».

« Pour les Boeing-727, la direction d'Air France oppose à leur demande le supplément prohibitif de prix exigé par le constructeur américain (50 000 dollars par appareil). Par ailleurs, de nombreuses pressions sont exercées afin d'imposer l'usage unique de l'anglais dans les radio-communications aériennes. »

ENVIRONNEMENT

ENTRE HENDAYE ET TOULOUSE Neuf chevaux meurent de chaleur dans un wagon

Neuf chevaux sont morts de soif dans un wagon de la S.N.C.F. qui les transportait avec dix-neuf autres bêtes de Hendaye à Toulouse. Les animaux, destinés à l'abattoir, avaient été entassés dans le même wagon et laissés sans aucune surveillance et sans eau pendant les dix-huit heures du voyage.

Les responsables de la S.P.A. de Toulouse sont décidés à « faire toute la lumière sur cette affaire ». Ils ont immédiatement alerté M. Pierre Micaut, parlementaire en mission qui a remis récemment un rapport au président de la République sur la condition animale (voir le Monde du 18 juillet). M. Micaut y souligne les conditions lamentables dans lesquelles, depuis des années, sont

transportés les animaux de boucherie sous prétexte qu'ils sont destinés à l'abattoir.

Ainsi deux cents chevaux arrivent chaque semaine à Toulouse pour les boucheries hippopotamiques. Ils viennent d'Espagne, mais aussi de Bulgarie et de Pologne. La S.N.C.F. affirme que seule l'expédition et le destinataire sont responsables des animaux. Elle précise en outre que le wagon transportant vingt-huit chevaux venant d'Hendaye a bénéficié d'un « acheminement accéléré ».

Le rapport de M. Micaut n'enumère pas moins de vingt-cinq mesures destinées à « humaniser » l'importation du bétail. Leur mise en œuvre, estime la S.P.A., s'impose de toute urgence.

VICTOIRE TALBOT

SUR SUNBEAM LOTUS AU RALLYE DES 1000 PISTES.

CLASSEMENT GÉNÉRAL

1^{er} Talbot Sunbeam Lotus (Fréquelin - Joubert)

C'est après avoir livré une lutte âpre et acharnée que le Talbot Sunbeam Lotus a remporté le 5^e Rallye des Mille Pistes, édition 80, épreuve-phare de la saison française des rallyes sur terre.

Guy Fréquelin et Jacques Joubert, un des équipages français parmi les plus doués et les plus courageux, ont littéralement mené à la charge les 230 chevaux du "monstre Talbot" et dominé un des rallyes les plus chauds,

comptant pour les championnats de France. Au fond c'est normal. Le Talbot Sunbeam Lotus de série a tout pour réaliser les performances les plus étonnantes. Extérieurement, c'est une Sunbeam semblable à ses sœurs de la gamme (I.S., G.L., G.L.S., T1) mais sous son capot bat un cœur Lotus de 2.2 litres, 4 cylindres, 5 vitesses, 16 soupapes (1), 160 chevaux, pouvant atteindre 203 km/h et faire "l'air" 23°3 sur 1000 m départ arrêté.

Le Talbot Sunbeam T1, un des autres modèles de la gamme, a aussi du "cœur au ventre", ses 101 chevaux ont de quoi satisfaire le plus exigeant des armateurs.

Le prix de la Talbot Sunbeam Lotus, (63.000 F)** bat quand même un peu plus fort que celui des autres Talbot Sunbeam (de 27.800 F à 35.600 F)**

* La loi sur les véhicules neufs établit le réseau européen des constructeurs et des vendeurs de véhicules neufs. ** Les prix sont en francs neufs hors taxes. Concessionnaires de la Talbot Sunbeam Lotus : 44 14 200 km/h en vitesse maximale, 12.8 l/100 km en vitesse maximale et 20.5 l/100 km en vitesse maximale. Concessionnaires de la Talbot Sunbeam : 11 14 14 14 14 km/h en vitesse maximale, 11.1 l/100 km en vitesse maximale et 12.8 l/100 km en vitesse maximale. Concessionnaires de la Talbot Sunbeam : 11 14 14 14 14 km/h en vitesse maximale, 11.1 l/100 km en vitesse maximale et 12.8 l/100 km en vitesse maximale.



L'ESPRIT AUTOMOBILE. **TALBOT**

Et pourtant elle tourne...

(1) 1 livre libanaise = 1.20 F.

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. DIPLOMATIE

— L'Europe peut tirer bénéfice de l'instabilité croissante de l'Amérique latine à la division entre les deux blocs », nous déclare M. Olivier Stora.

2-1. AMÉRIQUES

— CANADA : le prix du pétrole provoque une crise entre la province de l'Alberta et le gouvernement fédéral.

3. PROCHE-ORIENT

— Tribunal international : « Démocratie ou barbarie », par Joseph Senechal et Salah Bechir.

4. ASIE

4-5. AFRIQUE

— PORTUGAL : le statut d'autonomie des Açores est promulgué.

— La Turquie menacée (III), par Jacques Nobécourt.

POLITIQUE

6. La nouvelle droite estime que « ses idées font leur chemin ».

— LIBRES OPINIONS : « Le vrai combat droitiste », par François Richard.

SOCIÉTÉ

7. Les chercheurs de bogerres.

8. EDUCATION : les fraudes au baccalauréat ; les suppressions de formations universitaires.

LES J.O. DE MOSCOU

9. ATHLÉTISME : l'Anglais Wells médaille d'or du 100 mètres.

CULTURE

10. FESTIVALS : danse à Aix ; théâtre à Avignon.

EQUIPEMENT

11. TRANSPORT : le rapport sur l'explosion du Bételgeuse.

ECONOMIE

12. ÉTRANGER : l'économie libanaise.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

RADIO-TELEVISION (11)

Carnet (12) ; Journal officiel (12) ; Programmes spectacles (10) ; Mots croisés (12) ; Météorologie (12).

LA CRISE DES NOUVELLES-HÉBRIDES

M. Walter Lini multiplie les concessions pour apaiser les partisans de l'opposition

A quatre jours de l'accession des Nouvelles-Hébrides à l'indépendance, qui doit intervenir mercredi 30 juillet, les négociations se poursuivent, tant à Port-Vila, dans l'île de Vati, qu'à Luganville, dans l'île d'Espiritu-Santo, entre le gouvernement néo-hébridais, les dirigeants de l'opposition francophone, le mouvement contestataire de M. Jimmy Stevens et les représentants de la France et de la Grande-Bretagne. Au nom du gouvernement et du parti anglophone majoritaire, M. Walter Lini, premier ministre, s'est solennellement engagé, vendredi 25 juillet, à accorder à la communauté française et aux modérés francophones les diverses garanties souhaitées par Paris et Londres.

La situation demeure calme à Luganville, contrôlée depuis jeudi par les parachutistes français et les fusiliers marins britanniques. Un aéro-escadron de la marine française, le « Protée », venu de Nouméa, avec deux cent cinquante hommes à bord, a jeté l'ancre, vendredi, dans le port d'Espiritu-Santo. Les dirigeants du Vemarana, fédération regroupant les formations d'opposition de cette île, souhaitent le maintien du détachement franco-britannique à Luganville, après la proclamation de l'indépendance, jusqu'au dénouement de la crise politique.

Londres a annoncé que l'archipel, qui prendra, mercredi, le nouveau nom de « République de Vanuatu », deviendra le quarante-quatrième membre du Commonwealth.

Sous la pression des deux puissances tutélaires du condominium franco-britannique, le gouvernement néo-hébridais a fait, vendredi, plusieurs concessions importantes. À sa demande, l'Assemblée représentative de l'archipel, où le Vemarana Party (formation anglophone) présidée par M. Walter Lini a obtenu vingt-deux des trente-neuf sièges, a adopté un projet de loi foncière répondant aux préoccupations de Paris. Ce texte indique que le gouvernement garantira aux colons étrangers la poursuite de leurs activités agricoles en leur accordant des baux dont la durée variera de vingt à soixante-quinze ans.

Le premier ministre néo-hébridais, M. Lini, s'est engagé à maintenir le bilinguisme et le double système éducatif existant. « Nous ne voulons pas d'une situation où les anglophones monopolisent les professions de la fonction publique », a-t-il déclaré. Les concessions du gouvernement ont été saluées par les dirigeants de l'opposition francophone, qui ont boycotté cette séance de travail.

Le secrétaire français aux DOM-TOM ne cachait pas, samedi 26 juillet, sa satisfaction d'avoir obtenu du gouvernement

néo-hébridais les apaisements qu'il avait réclamés pour ses ressortissants et la sauvegarde de la présence culturelle française dans l'archipel.

En revanche, le problème principal — celui de la répartition des pouvoirs entre le gouvernement central et les institutions régionales prévues dans chacune des îles — n'est toujours pas résolu. Sur ce point aussi, toutefois, le premier ministre néo-hébridais a promis de procéder à des réformes. « Le projet de loi sur la décentralisation sera examiné à l'occasion de la première session de l'Assemblée qui suivra l'indépendance », a-t-il indiqué. Mais M. Lini est resté assez flou sur la teneur de ce projet dont l'élaboration est au centre des négociations en cours.

« Entre Mélanésiens »

Le changement de ton observé dans les déclarations d'intention du chef du gouvernement est néanmoins révélateur du souci du courant anglophone majoritaire de multiplier les « gestes » pour essayer d'apaiser à tout prix son adversaire sur l'ensemble de l'archipel. Avant la proclamation de l'indépendance, ainsi, M. Lini a-t-il invité ses « frères d'Espiritu-Santo à dégoûter avec lui, « entre Mélanésiens », les interférences étrangères. Il semble que des contacts directs aient déjà été eus entre le gouvernement néo-hébridais et M. Stevens. Pour confirmer sa bonne volonté, le premier ministre se serait notamment engagé à demander la réouverture de l'enquête sur le meurtre d'Alexis Yolon, le jeune député francophone tué le 11 juin, lors de la fusillade d'Isangel, dans l'île de Tanna.

De même, les insurgés d'Espiritu-Santo auraient reçu l'assurance qu'aucune arrestation n'aurait lieu à Luganville et qu'aucun membre d'opposition ne serait prisé contre les sept citoyens français qui avaient été déclarés « indésirables ».

L'attitude conciliante de M. Lini contraste singulièrement, à quelques heures d'intervalle, avec les propos tenus par son porte-parole qui réclamait, le vendredi 25 juillet, une intervention « plus ferme » de la France et de la Grande-Bretagne contre M. Stevens et ses partisans (le Monde du 26 juillet). Elle contraste aussi avec la demande d'aide militaire formulée officiellement auprès de la Papouasie-Nouvelle-Guinée dont le gouvernement s'est déclaré prêt à envoyer une « force de paix » dans l'archipel. Cette demande doit être examinée, le 6 août, par le Parlement de cet État voisin.

Le Comité international de soutien aux canotiers des Nouvelles-Hébrides, présidé par M. Bruno Richez, ancien député adjoint français à Luganville, affirmait, vendredi, à Paris, qu'il convenait de « mettre en doute » la bonne foi des autorités néo-hébridais. « M. Lini et son parti ont toujours utilisé la force et la supercherie pour imposer un gouvernement totalitaire et francophone », déclarait-il. Leurs promesses sont donc nulles.

LE TIMBRE A 1,40 FRANC LE 1^{er} AOUT ?

La hausse des tarifs postaux prévue pour le 1^{er} août, bien qu'elle cause confirmation officielle ne soit donnée de cette information, il paraît maintenant assuré que le prix du timbre à tarif normal passera à 1,40 F. Cette hausse, d'un peu moins de 2 %, se répercutera sur l'ensemble des tarifs postaux. Elle est justifiée par une augmentation des coûts de 25 % depuis deux ans. Depuis le mois d'octobre 1979, le prix du timbre a augmenté de plus de 15 %.

Un Super-Enduro de la base de Landisburg s'est abîmé en mer, le 25 juillet, vers 15 heures, au large de Perros-Guirec (Côtes-du-Nord). Le corps du pilote a été repêché dans la soirée par un dragueur de la marine nationale. Il était seul à bord. L'appareil faisait un vol d'entraînement à basse altitude (300 mètres) et la cause de l'accident reste encore inconnue.

Le colonel de l'armée de l'air, Bernard Nicolas, et le commandant principal de la marine, Jean-François Claret, sont nommés à l'état-major particulier du président de la République, par décret publié au Journal officiel du 26 juillet. Ils remplacent respectivement le général de brigade aérienne François Mermet et le commandant en chef de deuxième classe Alain Chabrol.

Après la mort de deux détenus palestiniens

LA TENSION PERSISTE EN CISJORDANIE

Jérusalem (A.F.P.). — La tension régnait le vendredi 25 juillet en Cisjordanie, à Gaza, ainsi que dans la partie arabe de Jérusalem à la suite de la mort, jeudi, du deuxième prisonnier palestinien qui a participé à la grève de la faim dans la prison de Naikha (Nagha). (Le Monde des 25 et 26 juillet.)

L'armée israélienne a pris des mesures d'urgence pour éviter que la situation ne se dégrade lors de la sortie des ribâtes des rues, après la prière du vendredi. Une tentative de manifestation à Ramallah, après la prière à la mosquée Gamal Abdel Nasser, a échoué.

D'autre part, tous les prisonniers palestiniens de la prison de Naikha, en plein désert, continuent la grève de la faim pour la cinquante-neuvième journée en demandant l'amélioration de leurs conditions d'internement ou la fermeture de la prison. Plusieurs femmes et mères d'enfants participent depuis vendredi à la grève de la faim.

Le général Dayan a qualifié d'« inopportune » la loi proposée par le gouvernement israélien d'Israël et le transfert des services de la présidence du conseil israélien dans le secteur arabe de la Ville sainte. « Cette décision, a-t-il déclaré, mettra des obstacles pour l'égypte dans la poursuite du processus de la paix alors qu'il est d'un intérêt particulier de faciliter la tâche de l'égypte en vue de mener les négociations avec Israël sur l'auto-gouvernement des Palestiniens ».

La télévision israélienne a annoncé que le général Dayan sera hospitalisé, dimanche, pour subir une intervention chirurgicale pour une hernie. M. Dayan a été opéré d'un cancer du côlon il y a deux mois, quelques mois avant sa démission du gouvernement.

MEURTRE A CYCLOMOTEUR

Un ouvrier demeurant à Penthazay (Deux-Sèvres), M. Gérard Thibault, âgé de vingt et un ans, a été tué, vendredi 25 juillet, au moment de M. Yves Béault, époux de Chloé (Deux-Sèvres), et écroué à la maison d'arrêt de Beaune. Vendredi, au départ de Penthazay, M. Béault, âgé de trente-quatre ans, pilote-qualifié avec sa femme et ses deux enfants, âgés de huit et cinq ans. Un cyclomoteur s'est arrêté devant leur habitation pour leur présenter une somme d'argent sous la menace d'une arme. M. Béault lança son porte-monnaie, qui contenait 200 francs. Le cycliste poursuivit sa route. M. Béault, M. Thibault a pu être identifié et arrêté.

NOUVELLES BRÈVES

Le roi Hussein de Jordanie sera reçu le lundi 28 juillet à Paris par le président Giscard d'Estaing, a annoncé, vendredi 25, M. Poltier, porte-parole de l'Élysée.

Les difficultés de la Compagnie fruitière. Les représentants des producteurs de fruits et légumes ont annoncé que la Compagnie fruitière de navigation avait déposé son bilan le 24 juillet. Cette information, ont-ils précisé, a été confirmée par la marine marchande, mais non par la Compagnie. Ils ont indiqué, en outre, que la P.F.D.G. de la Compagnie avait proposé de vendre deux de ses bateaux bananiers, le *Marouin* et le *Beaujeu*, et de créer une nouvelle compagnie qui exploiterait, en location, deux navires basés au Havre. Ils ont affirmé, l'armement cherché à ne pas verser les indemnités de licenciement à ses équipages.

Les deux pirates de l'air du Boeing-737 de la Kuwait Airways se sont rendus à Paris, le 25 juillet, pour représenter de l'O.L.P. à Koweït. M. Amal Bakhache, vendredi 25 juillet, plus de vingt heures après avoir déjoué l'aviation entre Beyrouth et Koweït. Tous les avions encore détenus dans les cages ont ainsi pu sortir sains et saufs de l'appareil. Les deux pirates — deux frères d'origine palestinienne, détenteurs de passeports jordaniens — ont déclaré avoir agi « pour des motifs personnels », en vue de se faire rembourser une somme de près de 1 million de dollars, représentant une dette contractée à leur égard, selon eux, par un financier koweïtien. (A.F.P.)

Accident de Rotterdam. Un camion néerlandais, appartenant à la compagnie pétrolière Shell, a été heurté par un train de voyageurs à Rotterdam, ce qui a entraîné la mort de deux personnes et blessé plusieurs autres.

Le premier pilote à notamment reconnu qu'il avait oublié d'extirper l'ordre de réparation une partie de la carapace, située dans les soutes centrales du pétrolier, afin d'équilibrer sa charge ; le capitaine, qui lui avait donné cet ordre, a reconnu, lui, qu'il avait négligé d'en contrôler l'exécution. (A.F.P.)

A CANNES

Quatre-vingt millions de francs de bijoux volés à un prince du Qatar

De notre correspondant régional

Cannes. — Quarante-huit heures après le hold-up de l'agence Cook, qui a rapporté 10 millions de francs à ses auteurs (le Monde du 26 juillet), un cambriolage a été commis à Cannes, au cours de la soirée du 24 juillet, dans la villa occupée par le prince Abdoullatif Bin Ahmed Althani, fils de Faysal, le roi du Qatar. Selon les premières estimations, 80 millions de francs de bijoux et 500 000 francs, en monnaie française et en devises étrangères, auraient été dérobés dans la chambre du prince, au moment où celui-ci était en famille à l'étage inférieur de la villa. Le vol pourrait être l'œuvre d'un « monte-en-l'air » particulièrement bien renseigné. La police a cependant placé en garde à vue le gardien de la maison, de nationalité tunisienne.

Le prince Althani, âgé de trente-quatre ans, était arrivé à Cannes, le jeudi 3 juillet, et s'était installé avec trois de ses épouses, une quinzaine d'enfants et une vingtaine de domestiques ou de collaborateurs personnels, dans la villa Julia, 47, chemin des Collines, entre Cannes et Le Cannet. Sa quatrième épouse et une dizaine d'autres enfants séjournaient dans un palais de la Croisette. Selon les premières constatations de l'enquête, un malfaiteur aurait pu agir seul en franchissant la clôture de la villa et en accédant par une terrasse à la chambre du prince au premier étage.

Les bijoux, achetés par le prince dans plusieurs capitales européennes, se trouvaient dans des coffres déposés sur une commode, et qui ont été fracturés à l'aide d'un poinçon. Pendant que le voleur opé-

LES AVEUX TARDIFS DU MEURTRE D'UNE JEUNE FILLE

La brigade de recherches de Vannes (Morbihan) a arrêté, mardi 15 juillet, Philippe Malgouyres, vingt-trois ans, manutentionnaire, qui a reconnu avoir assassiné, le 12 juin 1979, une amie de son frère, Mlle Brigitte Sorel, lycéenne à Redon (Ille-et-Vilaine). Agée alors de dix-sept ans, elle avait disparu le 12 juin. Depuis cette date, la jeune fille avait disparu. Après avoir envisagé la fugue, puis l'enlèvement, la police a commencé à soupçonner Philippe Malgouyres, dont le comportement, tout à tour cynique, excessivement attentionné et farnesement inquiet, leur parut étrange. Les parents de la victime avaient appris que le jeune avait été aperçu avec la jeune fille, dans une commune voisine le jour de la disparition. Il aurait été ainsi le dernier à l'avoir vue. Interrogé une nouvelle fois le 15 juillet, le jeune homme a avoué avoir tué Brigitte, « évidemment soulagé », selon le procureur du tribunal de Vannes. Il a été incarcéré à Vannes et mis à la disposition du juge d'instruction.

HUIT MORTS ET DEUX DISPARUS EN DEUX JOURS DANS LES ALPES

Avant le retour du beau temps, la montagne française est devenue meurtrière. En deux jours, jeudi 26 et vendredi 27 juillet, elle a provoqué la mort de huit personnes dans les Alpes ; deux autres sont portées disparues.

Jeu, un Espagnol âgé de vingt-cinq ans, M. Emmanuel Castillejo, a fait une chute de deux cents mètres dans le massif de l'Aiguille Noire et pendant qu'il escaladait l'Aiguille Noire dans le massif de l'Aiguille Noire. Une Daoula, âgée de quarante et un ans, Mme Karin Holm, est tombée dans une crevasse d'une centaine de mètres à l'Aiguille du Tillet, est décédée à l'hôpital de Sallanches (Haute-Savoie).

La journée de vendredi a été marquée également par plusieurs accidents. Dans le massif des Corbières de Riez, près d'Abondance (Haute-Savoie), trois alpinistes — M. Guy-Michel Bonfanti, de nationalité française, et M. von Ballenstedt, quarante-sept ans, et son fils Felix, âgé de seize ans, de nationalité néerlandaise — ont fait une chute mortelle après qu'un corbeille de neige ait été soulevée.

Enfin, un jeune couple tzigane, dont l'identité n'a pas été révélée, a dévalé sur plus de deux cents mètres dans le Mont-Saint-Denis du Tignes. Leur chute mortelle aurait entraîné une corbeille de deux hommes qui n'ont pas encore été retrouvés.

Le numéro du « Monde » daté 28 juillet 1980 a été tiré à 519 782 exemplaires.

A B C D E F G

LENTILLES DE CONTACT

Le 1^{er} fabricant mondial de lentilles de contact. Un progrès lentilles de contact plus confortables et plus perméables à l'oxygène. Tolérance inégalable. Rapports avec vos lentilles le jour même.

Pour tous les sports

596 F

Adaptation par ophtalmologiste 200 F. Repose de vos anciennes lentilles 100 F.

Lechocolorat OHSIS

21 rue de Friedland Paris 8^e (1562559)

Les mauvaises surprises de la chirurgie esthétique

PAGE IV

Sonnez binious, résonnez bombardes !

PAGE V

Les Jivaros, les terribles réducteurs de têtes

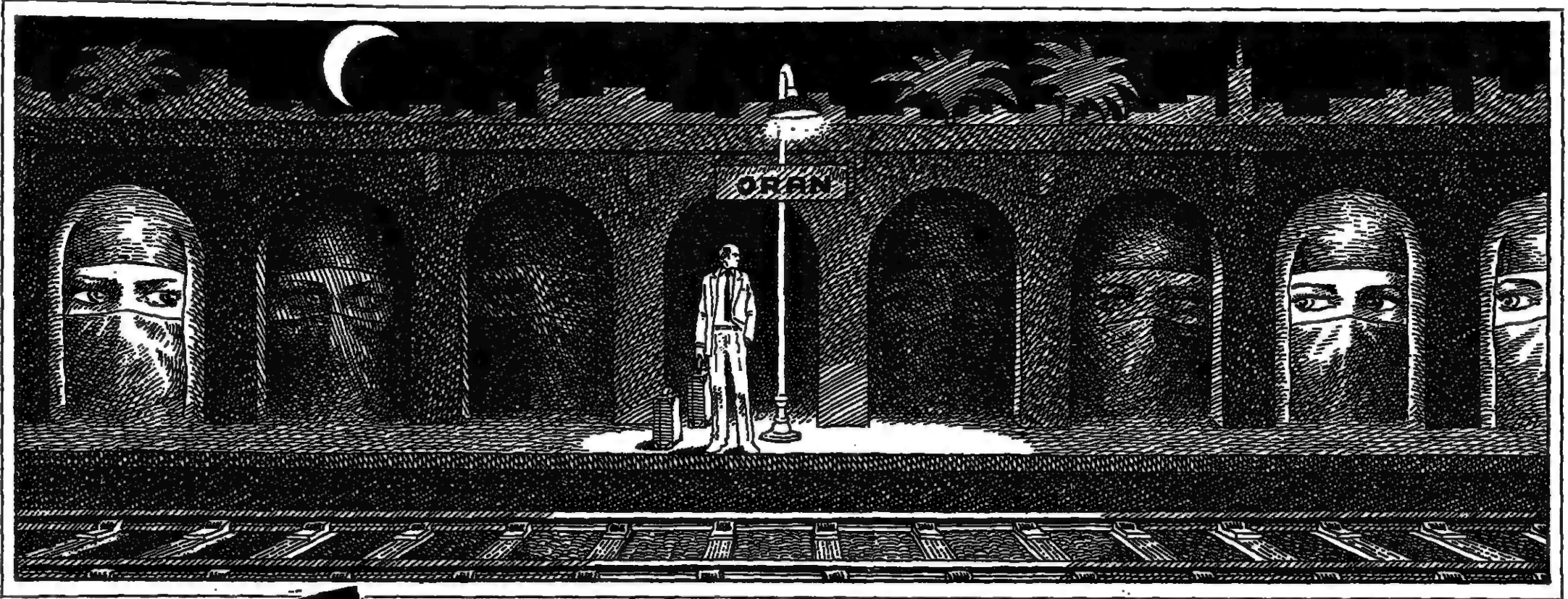
PAGE XVI

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11036, NE PEUT ÊTRE VENDU SEPARÉMENT

DIMANCHE 27 JUILLET 1989

Le Monde

DIMANCHE



JRAN-FRANÇOIS ALLIAUX

UNE VILLE
UN ÉCRIVAIN

ORAN

par Assia Djebar

Chaque semaine d'été, un écrivain étranger évoque une ville du monde de son choix. Promenade sans itinéraire ni contraintes, au hasard des continents suivant le seul guide des affinités secrètes.

Après Istanbul (Juan Goytisolo), Bahis (Jorge Agado), Glasgow (Kenneth White), Bénarès (Seymour Chwast) et Vienne (Christiane Singer), voici Oran, seule ville d'Algérie dans laquelle l'auteur de « Femmes d'Alger » dans leur appartement » a vu des femmes évoluer librement.

LES réflexions qu'un séjour oranais inspire à Albert Camus s'intitulent « La Haine d'Oran » (1). Comme si l'on ne pouvait, sur ce rivage, que s'arrêter, instant bref ou long, reprendre souffle, au creux de quelques courbes, et repartir. Ou, à défaut, en rêver.

En 1941, Camus s'arrête donc là un an et demi environ. Y plonge. « L'ennui à Oran », s'écrit-il, puis avec amertume il se rappelle : « Il y avait des jours où j'attendais de rencontrer, dans les rues d'Oran, Des cartes ou César Borgia. » Il en repartira, emportant dans ses bagages les misères réinventées du temps d'épidémie. Comment mourir là de mort toute simple ? Ce serait avoir accepté d'y durer. Plutôt la peste.

Quatre siècles auparavant, Diego de Suarez, soldat écrivain espagnol, se trouve acculé vingt-sept ans à Oran. Jours de misère défensive où le ravitaillement lui-même est attendu par mer de Malaga, quand les corsaires rifains ou algérois ne l'interceptent pas, tandis qu'au-delà des murailles les tribus arabes enterrent leurs sœurs. De Suarez ronge son frein — on n'assurait guère la relève des garnisons de ces présides. Aussi lui devenant, en cette fin du seizième siècle, la chronique de la place forte. Au même moment, Cervantes, cinq ans captif à Alger, vient à Oran : libre, bien mieux, « émissaire spécial du roi catholique ». Il n'y séjournera pourtant qu'un mois à peine, emportant la matière documentaire pour un drame.

Ainsi, l'on se croit perpétuellement de passage dans cette ville, regard ou esprit tourné ailleurs : vers l'Espagne, vers le

Maroc (Tétouan, Oudja), vers Tiémec, vers Alger... De chacun de ces horizons, ont déferlé soldats, commerçants, aventuriers, chômeurs. Les vagues humaines ne se sont ni rencontrées ni fondues : pas de creusets, un centre de vides superposés. Malgré le bruit quotidien du négoce, aujourd'hui encore, les gens ne semblent pas à demeurer. Comme si, cislés ou affaînés, ils ne se perçoivent qu'en transit.

Venir à Oran ne pousse guère à arpenter les lieux, à questionner l'espace ou la poussière. Dans une neutralité du décor, un émiettement s'empare de notre durée intérieure. Ne pourrait-on qu'errer dans cette ville qui, espagnole, guettait et se confrontait aux Arabes, qui, française, se vivait espagnole, qui, aujourd'hui, cherche ses racines tantôt vers Tiémec, aux traditions évidentes, tantôt vers l'Andalousie, originaire et disparue, ou pourquoi pas dans les courants alternés de l'émigration ? L'histoire à Oran s'est acharnée à installer des béances. Et c'est le temps, exfolié en tranches de siècles, de décennies ou d'heures immobiles évanouies, qu'on cherche, qu'on interroge.

Oran, 1908. En cette Algérie de début de siècle, Gide reste encore l'ennemi de Biskra ; Isabelle Eberhardt parcourt les nodés farves du Sud-Oranais, en quête de reportages ; le colonel Lyauté, muté d'Aïn-Sefra à Oran, ne regarde que vers le Maroc. Vers la fin de cet automne 1908, on peut-être au début de l'hiver, un photographe de cartes postales débarque à Oran. Je ne connais pas son nom. Témoin anonyme, il se promène pour fixer les avenues grouillantes, les quartiers populaires, les places à la mode où le « tout-Oran » va

au concert, le « Village nègre » débordant de musique un jour de fête. Je regarde aujourd'hui à la loupe plus de deux cents de ces images neuves d'un Oran ancien. Regard qui remonte le temps de trois quarts de siècle et qui immobilise. Une humanité resurgit comme en vitrine, peuple l'extériorité de cette cité du précaire et se campe, soudain durable.

Boulevard Séguin (futur boulevard Clemenceau, maintenant celui de l'émir-Abd-el-Kader), au-dessus de la brasserie Tourtel de Toulonville, sur le balcon du deuxième étage, une élégante assise tend son buste vers l'agitation masculine du dessous. C'est le milieu de la matinée. Au premier, toutes les fenêtres sont closes. Un marchand de glaces ambulants attend sous l'un des deux palmiers du square. Dans cette foule d'Européens en chapeau et complet-veston, unique silhouette d'un notable « indigène », à la coiffe blanche et noire imposante. Au fond, deux jeunes vendeurs de journaux regardent l'appareil qui enregistre.

Même rythme

Le photographe parcourt le boulevard cossu, s'arrête devant l'hôtel du Centre, dont le mur annonce l'achat de « tartres et lies de vin ». Un cirque d'une douzaine d'années prend la pose, sa boîte sous le bras. Un couple de colons, la cinquantaine grasse, défile sur un cabriolet voyant. Va-et-vient de carrioles sur leurs chevaux caparaçonnés. Un paysan dans sa kechabla suit à pied son âne tirant une charrette. Deux bourgeois, un paquebot sous le bras, se rangent. Une diligence et ses trois chevaux, au fond, s'avancent.

Place Kléber (3), un groupe d'enfants devant la fontaine. Deux garçons en pantalons gulf et casquette, les deux autres, des Algériens, en pandoura blanche et pieds nus. Pas la moindre fillette arabe dehors. La pharmacie Caraffa, près de l'hôtel Métropole où Napoléon III a

dormi, est écorchée de soleil. Rue d'Arzew (3), les femmes sont plus nombreuses : devant le cabinet de lecture-librairie Fouquet et le marchand de chaussures. Il est déjà presque 16 heures. Un adolescent en séroual blanc fait le beau.

Sur le plateau de Kargentah, voici le moment des manœuvres militaires. Des badauds sur un talus, une famille de petits Blancs, un groupe d'adolescents un peu déguenillés. N'importe, les tirailleurs déroulent leur ballet, semble-t-il, pour la ville entière étalée à leurs pieds. Pour tous ses yeux invisibles.

Comme si, des siècles avant 1908, trois quarts de siècle après, rien n'a fondamentalement changé dans le rythme de vie oranais : le spectacle seul, essentiellement extérieur, maintient sa permanence, et c'est celui qui regarde — ou celle qui épie, dans le hors-champ du photographe, qu'il peut-être derrière les persiennes fermées — qui lutte contre sa propre dilution.

Le voyeur de cette année 1908, qui par hasard réussit à nous transmettre un peu de sa présence, se l'imagine pénétrant la nuit à Oran, et en silence.

D'autres, plus notoire, entrèrent en triomphe. En 1509, le terrible cardinal Ximenes est reçu, après des combats sanglants (quatre mille musulmans tués, huit mille envoyés en captivité), en impérial : « Salut par le canon de la forteresse. Il aborde à la Marine où l'attend, avec le général en chef, tous les colonels montés sur leurs chevaux caparaçonnés. » Trois siècles après, en 1792, le chef militaire Mohamed el Kébir arrive dans la cité abandonnée, aussi glorieusement, mais en dévot, « une mule portant les livres sacrés, suivis par les soldats et les talibés », l'armée avec son bey fermant la marche.

Or c'est dans la toute première jeunesse de la ville que son décor naturel, fait pour la tragédie, amontri ensuite et maquillé par les successives occupations (espagnole, turque, française), servit au moins une fois de

théâtre à l'échelle du Maghreb entier : en 1145, le dernier des Almoravides y meurt (la nuit, tombant avec son cheval d'une falaise), cerné par Abdelmoumen, le premier Almohade qui l'attendait sur la montagne dominant Oran. Chez, ici même, des deux plus grandes dynasties berbères, au cours d'une nuit « obscure et pluvieuse », précèdent les sources arabes.

Est-ce l'ombre d'un autre sultan marocain, Moulay Ismael, dont l'armée fut décimée au siège d'Oran en 1707, qui hante un contemporain, Mohamed Choukri ? Cherchant à oublier à Oran Tétouan et « son pain », il se souvient du proverbe : « On entre à Oran pressé et on la quitte en s'enfuyant. »

Ombres fragiles

Oran, dans toute biographie, se réduirait-elle à ce furtif passage ? Comme si simplement y vivre, s'y arrêter enfin, obligeait à une totale improvisation — et l'on n'y improvise certes que le parler. L'avenir à amener dans un vide de traditions paraît une menace, aussi massive que le djebel Murdjadio. Alors les hommes reculent, dissimulant leur inquiétude derrière la gouaille, le rire.

Cette durée impossible à saisir semble là, et nulle part ailleurs en Algérie, annoncer un commencement. Une réalité féminine s'esquisse en ombres fragiles.

Quelques silhouettes d'un passé à peine répertorié. Badra, l'épouse du dernier bey, Hassan, « marchait toujours, dit-on, avec un yatagan en or et une paire de pistolets à la ceinture ». Cinquante ans après, Mestfa ben Ibrahim, le plus célèbre barde de l'Oranie, évoque Zohra, « à la ceinture flottante » qui vit à Oran « la joyeuse ». Parmi les nombreuses amoureuses du poète, elle sera la seule citadine. Dans les années 30, la caïda Halima, fille de Médou, certes, gare elle-même les biens de son époux, puis, veuve, s'enrichit, en faisant planter de la vigne ! A sa

manière, prônant l'exemple d'un présent sans interdit. Quant aux chanteuses populaires d'aujourd'hui, ce sont précisément des Oranaïses — Cheikha Rémiti et ses émules — qui, pour le déridé de leur expression érotique, se font interdire totalement par les médias.

Dans chacune des villes de l'Algérie nouvelle, les femmes, toutes les femmes, dîtes qu'elles s'aventurent dans les rues, viennent des étrangers. Ainsi, dans l'architecture oblique d'Alger, avec ses blancs mureaux qui respirent, la dépense de lumière du dehors semble exclure les passantes, volées ou non, toutes ressenties en volées d'espace. Et les rares promeneuses, quand elles abandonnent une démarche furtive ou pressée, regard fixé alors sur le chemin, parcouru et non sur celui qui s'ouvre devant elles, les voit s'avancant pour ainsi dire les yeux dans le dos, comme échappées à quelque secret maudit.

Dans Constantine au site d'un grandiose échovité — fibre citée dressée comme un cri au-dessus de son propre passé, — les noirs fantômes féminins rappellent seuls la part d'ombre, de silence obsédée du cœur torturé de ce fameux nid d'aigle...

Mais, dans Oran neutre, désaffecté, des femmes de tous âges, de toutes conditions, circulent, regardent, vivent dehors dans un espace jamais, jusque-là, vraiment investi. Oran, seule ville algérienne à tenter de donner une apparence bi-séculaire à ses artères. Se trouve ainsi subvertie sa malfédiction du vide (chaque occupant historique ayant fait vider les lieux avant et après lui).

Or c'est là, sans doute, que les Algériennes, un jour, pourront ne se souvenir d'aucun harem. Y inscrire enfin leur durée. ■

(1) Titre complet : *Le Minotaure*, ou *la Haine d'Oran*.
(2) Place Ham-Boudali actuellement.
(3) Devient rue du Général-Leclerc, puis rue Larbi-Sen-Dj-Bid.



Psychanalyse et homosexualité

M. Georges Devereux a écrit à répondre aux deux correspondants, G. Serge et G. Maret, qui avaient écrit, dans le Monde Dimanche du 3 juin, une phrase de son interview sur l'homosexualité. M. Devereux y avait déclaré : « J'estime avoir mal conduit une analyse si un patient homosexuel angoissé devient un homosexuel content : l'analyse n'est réussie que s'il devient un hétérosexuel content » (le Monde Dimanche du 18 mai).

Réponse à G. Maret : Tout en « souhaitant » la transformation des homosexuels en hétérosexuels, je ne les y obligerais pas, même si j'avais le pouvoir de le faire. Ceux qui se font psychanalyser sont nécessairement des volontaires : l'initiative émane d'eux.

Réponse à G. Serge : Je n'ai jamais dit que je n'eus pas souffert la vue d'un homosexuel content — deux de mes amis de jadis étaient des homosexuels « contents », dont l'un a fini par se suicider pour des raisons que j'ignore. Je ne dis pas que « j'envie » l'homosexuel content se faire psychanalyser. Je n'envisage personne se faire psychanalyser. J'ai même prévenu des homosexuels « contents » (de leur homosexualité), qui voulaient entrer en analyse avec moi pour d'autres raisons, qu'ils risquaient de devenir hétérosexuels. Il est cynique de conclure de l'interview que je ne « supporte » que « l'homosexuel malheureux, honteux, repentant ».

G. Serge finit non seulement par rendre mon attitude responsable du suicide de jeunes homosexuels, mais me représente comme un champion de la

norme, alors que tous mes écrits témoignent de ma lutte incessante contre la tendance à voir dans l'adaptation à une norme sociale une preuve de santé mentale. Freud a dit, en effet, que la transformation d'un homosexuel satisfait en hétérosexuel était improbable. Pour moi, Freud est mon maître, mais il n'est pas infallible.

G. Serge me rapproche de l'Eglise catholique : G. Maret des bourgeois de Mao. Mieux informés, les auteurs de comptes rendus de mon livre Essais d'Éthno-psychiatrie générale, parus dans Anti-Normes et dans Aroard, ont vu en moi un homme sans préjugés qui aime son prochain et cherche à le comprendre.

G. DEVEREUX.

Muschg à Zurich

J'ai lu avec surprise, dans le Monde Dimanche du 6 juillet, que mon collègue et ami Adolf Muschg était professeur de littérature allemande à l'université technique fédérale de Zurich. Or, il n'existe, à Zurich, qu'une université cantonale et une Ecole polytechnique fédérale. C'est à cette dernière qu'enseigne Adolf Muschg.

ROGER KEMPT.
(Professeur de littérature française à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich.)

Le P.C. et les grèves de 47

J'ai pris connaissance avec intérêt de l'article de J.-J. Becker sur les grèves insurrectionnelles de la fin de 1947.

Délégué départemental de Forces ouvrières dans l'Ain depuis fin 1946, j'étais en plein dans l'action et pour ainsi dire aux

PARTI PRIS

Mensonges

Je dis blanc et je fais noir. Rien n'est plus répandu que ce comportement. Le loup est plus ou moins large entre le discours et l'action, mais il existe toujours. Chez nous-mêmes. Autour de nous. Dans tous les comportements individuels ou sociaux.

Les catholiques le savent bien, qui sont en perpétuel décalage entre l'idéal qu'ils professent et leurs gestes quotidiens. Les stalinistes ne sont pas en reste qui ont élevé le mensonge à la dignité d'art politique. La droite, libérale ou non, bien sûr, n'a rien à leur envier.

Alors, pas de morale possible ? Ni individuelle ni collective ? Comme si la nature humaine ne pouvait exister que dans l'incessant camouflage de sa réalité. Comme si les sociétés ne pouvaient vivre sans occulter la vérité. On rêve de pureté. Mais ce n'est qu'un rêve.

YVES AGNIS.

premières loges, puisque secrétaire adjoint de l'U.D.-C.G.T. Par la suite, je devais participer avec une centaine de camarades, le 18 décembre 1947, à la création de la C.G.T.-F.O.

Voilà, collaborateur estime « peu probable » que le P.C. ait cherché à cette époque à s'emparer du pouvoir. Mon point de vue est différent : j'estime au contraire plausible que le P.C. ait visé cet objectif. S'il n'a pas poursuivi son entreprise — notamment en faisant décider par le comité national de grève, le 9 décembre, la reprise du travail — c'est que deux obstacles majeurs s'étaient placés en travers de sa route.

Le premier était l'attitude déterminée, énergique, du ministre de l'Intérieur socialiste, Jules Moch, visant à contraindre un mouvement qui avait rapidement cessé d'être une action à caractère syndical, tant par sa forme, sa violence que par ses chefs, qui, à tous les échelons, étaient en fait des responsables du P.C. La colonne communiste traitant Jules Moch de « fusilleur de la classe ouvrière » était sans fondement, car ce dernier ne faisait que défendre les libertés publiques contre une fraction politique et subversive du mouvement ouvrier, ce qui était strictement son devoir de ministre de la République.

Le deuxième obstacle, plus important encore à mon avis, était la présence, au sein du mouvement syndical, d'une fraction importante qui refusait la mainmise des méthodes et l'entreprise du P.C. Ni ce dernier ni la C.G.T. entre ses mains ne pouvaient plus prétendre, dès le 15 novembre 1947 (date de la première conférence nationale de Forces ouvrières), parler au nom

de l'ensemble des travailleurs. C'est ce fait fondamental qui vouta son projet à l'échec, plus encore que l'antidémocratie du gouvernement : républicain.

C'est pourquoi, plutôt que d'aller à l'écrasement, le mot d'ordre d'arrêt de la grève fut lancé le 9 décembre. Neuf jours plus tard, Forces ouvrières était fondée.

Il y a d'ailleurs deux séries de faits qui corroborent a posteriori cette interprétation des événements. D'abord, la campagne, d'une incroyable violence et qui dura plusieurs mois (au moins jusqu'en avril 1948), contre les militants de F.O., qui montre à quel point le P.C. voulait une haine implacable à ceux qui, au nom d'une fraction de la classe ouvrière, s'étaient opposés à leur prise de pouvoir. (J'en témoigne pour en avoir été victime.)

Ensuite, le scénario quasiment identique mis en œuvre quelques mois plus tard en Tchécoslovaquie et qui aboutit, avec des péripéties propres au contexte historique de ce pays, au coup de Prague. Coup réussi, qui montre que le mouvement communiste international ne répugnait pas, à cette époque, à la conquête de bastions nouveaux en Europe occidentale.

Deux différences avec la situation française :

1) Le « processus » avait rencontré en France des résistances imprévues, en tout cas sous-estimées ;

2) L'U.R.S.S. se sentait plus sûre de réussir en Tchécoslovaquie, avec l'armée rouge toute proche.

L'ENJEU DE L'URANIUM

L'article « Ruée vers l'uranium » de votre collaborateur, M. Richard Clavaud, paru dans le Monde Dimanche du 6 juillet 1980, appelle de ma part les commentaires suivants :

1) Vivre au pays est un souhait légitime : sur une mine enfouie du sol, la création d'une mine d'uranium permet précisément de réaliser ce souhait au profit de plusieurs centaines de personnes au lieu de quelques-unes.

2) La surface du sol occupée par une mine d'uranium correspond à quelques parcelles. En France, au total, la surface occupée par toutes les mines d'uranium est absolument sans commune mesure avec la disparition des terres cultivables consécutives à l'urbanisation ou à la construction de résidences secondaires.

3) Le danger du radon : on met en avant une nuisance potentielle imaginée. La réalité observable est que le personnel des exploitations minières d'uranium, bien davantage exposé dans la vie de tous les jours que le reste de la population, ne présente pas de problème de santé particulier après plus de trente ans d'exercice professionnel.

4) De toutes les activités industrielles, celles touchant le nucléaire sont les plus contrôlées, y compris au stade de l'exploitation minière, sur le plan sanitaire.

5) Le « comité de défense » de Saint-Sylvestre (Haute-Vienne) assimile l'occupant Cogema à l'occupant allemand. Sans faire aucun commentaire sur ce genre de comparaison, votre collaborateur mentionne bien par ailleurs qu'il est question de « dépendance énergétique de la France. Fût-elle énergétique ».

6) Depuis la dernière guerre, plusieurs milliers d'hommes ont créé l'industrie nucléaire française, dont le premier stade est la prospection du minerai d'uranium. Croyez-moi, ces hommes ont la discrète fierté de ce qui a été accompli et demeurent aussi motivés pour continuer à entreprendre.

Il est heureux que votre collaborateur ait, à la fin de son article, situé le débat dans sa vraie perspective. Il est en effet toujours possible d'exalter certains intérêts individuels, au détriment respectables. Il est aussi toujours possible de prendre ces

Ce qui, en définitive, est probable, quant à l'attitude du P.C.F. en 1947, c'est qu'il était prêt — et le processus qu'il avait lui-même engagé se montrait favorable — à sauter le pas.

JACQUES FAVIER.
(Aussat.)

Un satellite intéressant

Dans le Monde Dimanche du 22 juin, Maurice Arvony prend à partie d'une façon directe mon collègue Peter Glaser, également vice-président d'Arthur D. Little, Inc. et auteur du projet de satellite solaire à mettre en orbite géostationnaire autour de la Terre.

Je suis particulièrement surpris que, devant un projet hautement intéressant et pouvant à long terme apporter une solution partielle à la crise de l'énergie, Maurice Arvony ait jugé nécessaire d'émettre des jugements aussi négatifs que : « projet qui défie le bon sens », ou « on a ici quitté la prospective pour l'infantilisme ».

Je respecte, bien entendu, la liberté de la presse, mais je voudrais attirer votre attention sur l'image anti-innovatrice qu'un tel article peut contribuer à donner à votre journal. Un congrès sur ce satellite solaire s'est tenu à Toulouse en juin et ce congrès ne considère pas ce projet comme étant dépourvu d'intérêt.

MICHAEL D'HALLUIN.
vice-président d'Arthur D. Little Inc.

Enchères



les prix pratiqués chez les antiquaires ou dans les grands magasins. Les maîtres qu'on transforme en bar, les pétrins, les cuivres pas toujours anciens, les pots en grès, font flamber les enchères, au grand ébahissement des autochtones, qui après un ricanement incrédule, font entre eux le compte de ce que pourraient leur rapporter leurs greniers où la ont le même chose ».

Lorsque les batteries de cuisine, la bouteille de butane, les boîtes à épices et les vieux souvenirs de Lourdes ont été vendus, lorsque la foule a fait le tour de la maison pour acheter les gros meubles, que la table, l'armoire, le buffet, les lustres et le linéaire ont été enlevés par de nombreux acquéreurs armés de tournevis, de marteaux, de vieilles couvertures et de ficelles, le public se raréfie. Reste le petit cercle des initiés, amateurs en silhouette usagée, ferrailleurs en osselette à carreau, professionnels de l'antiquité et clandestins de la brocante. Les marchands n'ont pas « réviser », au bistrot voisin (c'est-à-dire entre les enchères entre eux et s'échapper les pièces pour les quelques liards émis « de sa montre d'usage ») avant d'avoir « fait » les caves et les greniers. Car dans les profondeurs secrètes de la bâtisse, alors que la nuit va tomber, ils ont quelque chance de trouver le poêle en fonte, la table-cabine, le bureau ancien, le lit à roulettes, voire le crâne de Louis XV, qu'on a oubliés sous les toiles d'araignée et que se dissipent les poules, les souris et les hirondelles.

Les propriétaires de résidences secondaires sont partis, les cours s'effondrent. C'est là qu'on peut, si on ne craint pas les rats ni la poussière, se rendre acquéreur d'un « fond de cave », bric-à-brac informe, hérisse de planches, de grillage, de cadres de vélo, de cageots, de vieux sacs à pommes de terre dont on aura la délicieuse volupté de percer le mystère pour 5,95 francs (frais compris).

Et si la dévotion a été cachée son magot ?

STÉPHANE MERCO.

CONTE FROID

L'imprévu

Depuis le temps qu'on scrutait les nuages, c'est par le ciel qu'on attendait une invasion des extraterrestres.

JACQUES STERNBERG.



JOURS D'ÉTÉ

« Pas d'amateur au-dessus de 10 francs pour ce magnifique objet d'art en or de robinet ? » En bras de chemise sous le soleil, le commissaire-priseur est de bonne humeur. Il ne ménage pas les plaisanteries un peu faciles qui font s'escauffer un auditoire complice : « Ah, l'es là, la Flinette, l'es pas amené tes copines du troisième âge, aujourd'hui ? Elles ont en peur d'attraper une insolation ? »

Les habitudes de la salle des ventes du chat-lieu ont quitté l'obscur local volé où s'affairaient en semaine les frères Renoud-Grappin, commissaires-priseurs à Beaumont. « Le » Charles et « le » Paul, leur sœur qui tient la caisse, et leurs aides fidèles, qui vont avoir la tâche de fouiller dans les cartons et de présenter les lots au public, élevant au-dessus des têtes les bibelots, le richard à gaz et la parolaine fardée de la dernière, font une partie de campagne.

Cette vente de succession, par un samedi radieux, c'est autre chose que les adjudications de solides circonférences, de classeurs en toile et de lots de casseroles qui les conduisent de temps à autre à officier au petit matin dans un hangar déserté par quelque artisan en faillite. Aujourd'hui, c'est la fête. La petite cour des habitudes de « la salle » a défilé quelques-uns de ses représentants, auxquels se sont jointes les volées de la dernière, tout aussi désireuses de savoir « ce qu'elle avait » que d'emporter « un souvenir d'elle ». On papote, on commente, tandis que les breaks, les fourgonnettes, se tassent sur les trottoirs et s'empilent dans les cours de fermes. Les villageois regardent, un peu intimidés, débarquer ces gens de la ville qui parlent avec autorité et ont l'air de s'y connaître.

A la visite du matin, d'ailleurs, il ne paraissait y avoir que des experts, soupesant en silence les pots d'étain, scrutant d'un œil dédaignant le chromo du Sacre-Cœur de Jésus ou « pourant si beau », faisant des moues, n'échangeant que quelques mots d'un air entendu et s'efforçant de se mettre dans les bonnes

grâce d'un commis affairé et solennel.

L'après-midi, les « experts » se sont établis d'emblée au premier rang des sièges de fortune que l'on a alignés devant le perron. Certains, plus adroits à mener leur cour auprès des commis, ont réussi à demeurer à l'intérieur de la maison dont les profondeurs sombres (le contrat avec E.D.F. a été suspendu) s'agitent de silhouettes furtives : celles sans doute des héritiers.

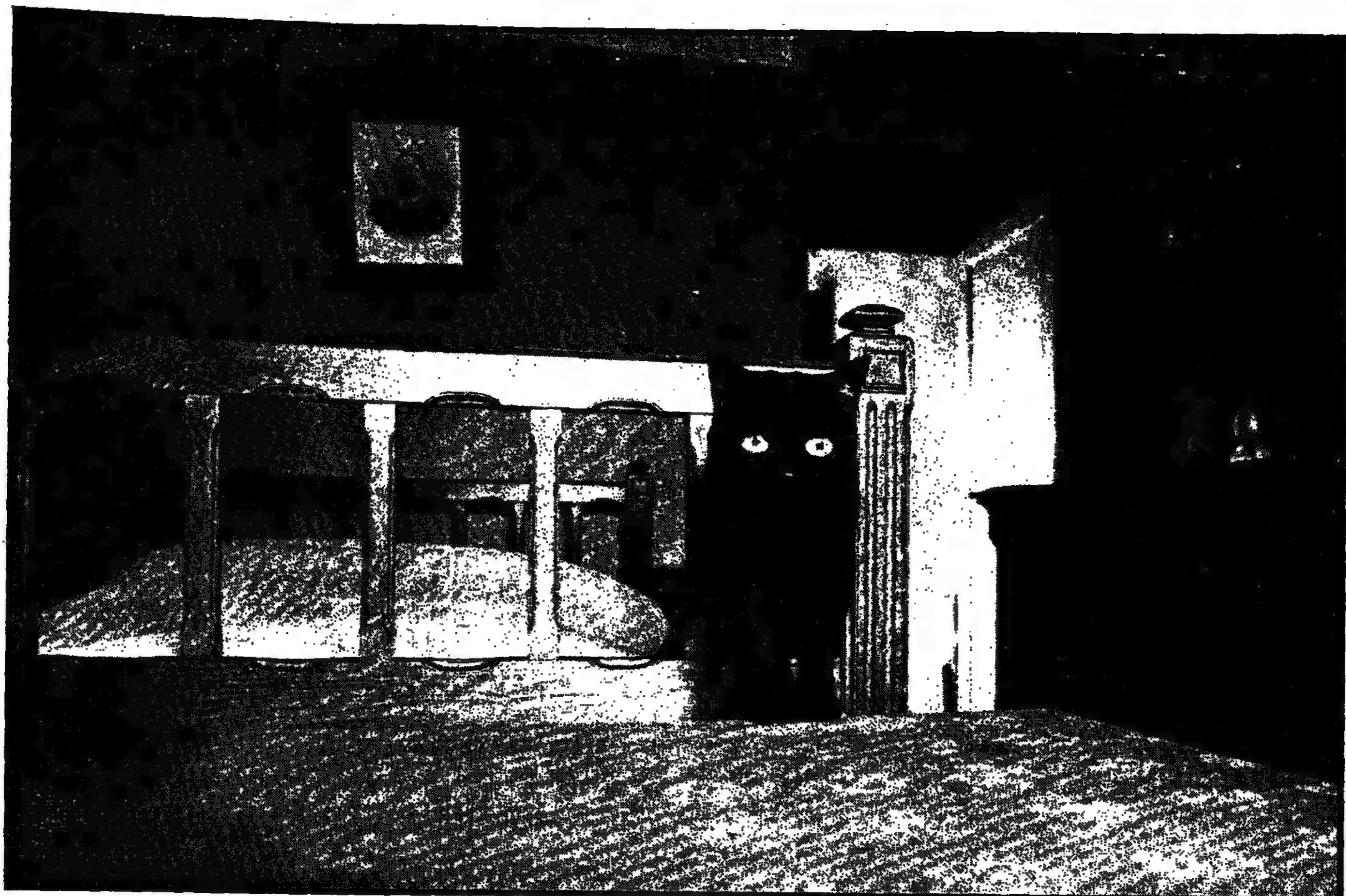
C'est sans conteste la meilleure place. Outre qu'en cas d'averse on y est protégé de la pluie, elle permet de regarder de près, juste avant qu'ils ne soient présentés, les objets mis en vente, de consulter la marque de la « jolie gravure » a été arrachée à une page de l'illustration, de repérer une abréviation fastidieuse ou de découvrir la poussière le signature d'un peintre qui a quelque chance d'être coté.

On peut aussi y mettre, l'espace d'un instant, la nez dans ces cartons de loto, dans ces cageots et autres récipients qui ont survécu de hors-d'œuvre à la vente et que l'on pourra emporter pour 5, 10 ou 20 francs. Il y a de tout dans ces lots surprises. On y a même versé le contenu des tiroirs et des placards, et c'est pratiquement la loterie. Les chercheurs y découvriront une collection d'insignes militaires de 1914-1918 ou quelques pièces de sole brochant d'or. Le moins chanceux se consolera de n'avoir trouvé au milieu de journaux froissés qu'un fer à repasser hors d'usage, un bol fêlé, une robe à frange rouillée, un cadeau Bonux et une sarriette d'époque, en se disant que pour 10 francs, de toute façon...

Faux calcul d'ailleurs, car à l'enchère s'ajoutent les frais. Quelquefois 17 %, parfois 18 % et même 20 % parce que, comme l'exploitait naïvement un de ces huissiers de canton qui, avec les notaires, sont eux aussi habitués à organiser des ventes aux enchères, « c'est plus facile à calculer ». Les ventes d'ont se chargent les huissiers et no-

taires ne diffèrent guère de celles que l'on confie aux commissaires-priseurs, sauf peut-être par l'apparition d'un personnage nouveau, généralement haut en couleur et fort en gueule : le crieur. Timidité, inexpérience, fragilité cardiaque ou crainte de se fatiguer... ces officiers ministériels commencent rarement eux-mêmes les enchères. D'ordinaire, ils ont recours aux services de ces spécialistes semi-professionnels dont on devine qu'ils n'ont pas leurs papiers pour mettre de l'ambiance dans les repas de noces et les bals de sociétés.

Formés à la dure école des « foires franches » — où se dispersent le chapelier et le matériel d'un cultivateur — ils connaissent leur monde. On ne le leur fait pas. Derrière eux, tapé dans un coin discret, l'huissier ou le notaire n'a qu'à compter sa caisse : le crieur fait le reste, menant rondement son affaire, prenant les enchères et adjugeant lui-même d'un coup de la canne de marchand de bœuf qui lui tient lieu de marteau d'ivoire. Le tout assorti par-



JEAN-PIERRE CAPTAN

VIES

Le renard en son repaire

Dans le Luberon, François Morenas tient, depuis les années 30, une auberge de jeunesse. Deux grandes passions : le Giono du retour à la terre et le cinéma muet.

RICHARD DARMON

SUSPENSE dans la salle pendant la projection des *Péris de Pauline* Pearl White, l'héroïne des feuilletons muets américains des années 14, va-t-elle, une fois de plus, échapper à l'énorme rocher que des Indiens espèrent et amplifient tentent de précipiter sur elle ? Le projecteur fait subitement machine arrière, les mêmes images repassent, s'arrêtant en position fixe au moment « fatidique ». « Regardez là, comme c'est drôle, dit l'opérateur gougeonard ; on peut faire ce qu'on veut ! » Le rocher remonte au sommet du cañon redescend...

François Morenas reste, à soixante-six ans, un « fada » du cinéma muet : en plein Luberon, aux abords de Regain, son auberge de jeunesse fondée en 1936, c'est lui qui a aménagé, dans une remise, cette petite salle privée d'une centaine de places. En face, en plein vent, les sentiers du maquis et les murets de pierres sèches. À l'intérieur : des photos en noir et blanc de Chaplin, de Buster Keaton et de Rudolph Valentino se détachent sur le crépi des murs ; le pourpre épais des anciens fauteuils de l'opéra d'Avignon revêtus sur le sol en pente ; un piano rangé sur le côté de l'écran, et sa glace qui permet au pianiste de suivre les images sur lesquelles, comme autrefois, il improvisera.

Les soirs où l'auberge est pleine, comme à Pâques ou en été, après le dîner, on a le privilège de voir, outre les allers-retours à suspense de la pellicule et quelques montages spéciaux du projectionniste, de véritables pièces de collection : d'authentiques Méliès, quelques Murnau, des Keaton oubliés, ou des copies des premiers dessins animés. Sans parler des huit minutes démontées d'un film de Louis Feuillade, « coloré » à la main : *Sont de Zan tums* un cigare, tourné en 1906...

« C'est ma passion, répète François Morenas. En 1945, j'ai commencé à faire la tournée des villages de la région avec quelques copies usées et un appareil

rustique. J'allais en autocar, puis à bicyclette. Les gens m'attendaient avec impatience. Ils avaient gardé — ou repris — le goût des films muets. En tout cas, il y avait foule et parfois il fallait faire deux séances dans la soirée. » Inlassable, François conte les péripéties de sa vie de colporteur de bobines, de baladin du « septième art » : « Peu à peu je me suis fait connaître dans tout le Sud-Est, des Cévennes jusqu'à la vallée du Loup, de Vienne à Briançon. Je n'arrêtais plus. La télévision n'existait pas dans les campagnes. Les gens avaient envie de rire. Sur-tout après la guerre. »

Le Kid

Les années passant, il a réuni une collection de films, la plupart muets, dont il ne veut pas dire exactement le chiffre. « Entre deux cents et trois cents. Parmi eux, j'ai quelques originaux venus de tous les pays du monde, principalement des États-Unis. Comme cette version du *Kid* que Chaplin lui-même avait fait saisir chez moi, à cause de ses différences importantes avec la copie démontée ! »

Quand les tâches de l'auberge sont moins lourdes ou quand le temps se met subitement en colère, empêchant toute randonnée, il bricole dans son petit studio de fortune, derrière la cabine de projection. Là, s'entassent de vieilles lanternes, des phonographes des premiers temps, des bobines rouillées. L'auberge de jeunesse, plus encore que le cinéma, c'est toute la vie et la jeunesse de François Morenas. Son fief, son repaire. En 1936, il décide avec des moyens de fortune d'ouvrir, à La Combe-aux-Geais, à mi-chemin d'Apt et du plateau d'Albion, sa première auberge. Dès cette époque, il appellera

Regain pour rendre hommage à Giono, son « maître ». Giono, le poète contesté de Manosque, l'objecteur de conscience du Contadour qui a voulu chanter les joies simples de la vie paysanne et du pacifisme, au moment où les divisions d'Hitler se préparaient à entrer en Tchecoslovaquie. Dans une préface dédiée à François, il écrit : « Le silence, la solitude, la marche des ombres et des lumières sur la terre, la violence, la douceur du vent, la pureté de l'air, la pureté de l'eau, l'écho des vallons, la douce décadence de l'intelligence devant les choses simples, l'architecture des mythologies. Ici, rien de préjugé, tout est à l'état naif, les essences sont intactes. La terre, l'eau, le ciel, le feu sont pour vous seuls. »

Et lui, Morenas, ancien membre des Jeunesses socialistes « revenu à la nature » après avoir échoué une première fois dans le cinéma, fervent

« ajiste » (1), passionné par le discours des militants pacifistes et libertaires qui défilait à l'auberge, il y croyait à la paix ! À Regain, comment ne pas croire à ce qu'on voulait, puisque les collines étaient si belles, la nature si paisible.

Les bruits de bottes qu'on commence à entendre à travers l'Europe n'empêchent pas les jeunes « clients » de l'auberge de former une communauté joyeuse où l'on ne cesse de discuter « art nouveau » et politique au milieu des chèvres, révolution et vie quotidienne autour de la cheminée, paix et objection de conscience devant les smandriers en fleur. Avec les congés payés, des milliers de jeunes se lancent au sud sur les routes : Regain devient un jalon pour ces affamés d'espaces verts, ces ennemis déclarés de la vie urbaine, de l'automobile et du « progrès ».

Dans l'*Hôtel des Renards*, un livre qu'il vient de faire paraître sur les trois premières années

de l'auberge (2), François Morenas raconte avec une verve méridionale — où l'enthousiasme nuit parfois à la clarté — les interminables veillées et les chansons à la belle étoile, les espoirs parfois ambigus de ces écologistes de la première heure, de ces apprentis régionalistes qui découvrent les charmes du « terroir », du sol et des racines, de ces hédonistes du retour aux origines.

Pensez seul !

Même après Munich, encore moins après le pacte germano-soviétique, ils ne voulaient pas croire à la guerre. Parmi eux, il y avait Hasties cet « aviateur des chèvres » qui comptait ramener la paix « en lançant dans le ciel d'Europe de petits ballons rouges ; Odry, l'agréé de mathématiques, qui en libéralisme conséquent fit don à l'auberge de tous ses livres et de son mobilier personnel, en écrivant sur le livre d'or de Regain : « *Contrairesment aux bourgeois, possédés en commun et pensés seul !* » Il y avait aussi Yvonne, l'infatigable fée du logis, qui mourra écrasée en Allemagne sous les décombres d'un immeuble bombardé, et Rebecca, la « Pimbèche », qui usait Aragon et Malraux sur sa chaise longue, mais qui sera fusillée à la Libération pour collaboration.

Comble du bonheur pour Morenas, le réalisateur d'un film de propagande sur les auberges de jeunesse décida de tourner à Regain l'inévitable séquence sur le retour à la terre. Pendant quelques jours, projecteurs, égarés et caméras avaient bousculé la nonchalance des journées ! Mais il resta de tout ce tourbillon... la chanson du film, celle qui forgea la légende de Regain : « O frère de labeur ! Prisonnier d'es villes ! Rejeté loin de toi, Livres et

marabouts, Car la révolte grande, Et ton corps au appelle, Un monde nouveau. »

En novembre 1939, Regain achève la première partie de son histoire : François est mobilisé dans l'artillerie ! Il « prendra le maquis » autour du mont Ventoux et, pendant cinq ans, fera avec des amis objecteurs de conscience venus de toute la France ce qu'il appelle de la « résistance passive » : quelques chèvres pour le lait ; des herbes et des racines à ronger ; des grosses glacées où se réfugier et attendre que passe enfin le long orage de la guerre. La survie, une sorte d'écologie pour temps de guerre. Un « véritable » retour à la terre.

Quarante ans après, très fier de ses pérégrinations autant que de son étrange salle de projection, le père-aubergiste de Regain ne s'est toujours pas lassé des joies et des bonheurs de la mère-nature : avec sa femme Claude, venue de Belgique pour peindre les couleurs du Midi, pendant des journées entières il balade et défriche les chemins de grandes randonnées, rédige des guides de promenades et continue, comme autrefois, d'accueillir les marcheurs de tous les âges qui font étape à l'auberge. Le soir, devant la cheminée rustique et les tables de bois sombre, il leur raconte intarissablement les mille histoires de sa vie, les antiques souvenirs de loup des dernières années-grands du Luberon, ou les ruses cachées du scénario des films qui prolongeront la soirée jusque tard dans la nuit.

Mais, pris dans une multitude de discussions simultanément traduites en plusieurs langues, ses hôtes, les « habitués de Regain », ne l'écoutent pas toujours avec constance. Morenas explique : « Ces jeunes d'aujourd'hui ! De mon temps... »

Mais silence ! La projection commence.

(1) Les « ajistes » sont les adhérents du Centre Inique des auberges de la jeunesse, créé en 1933 et considérablement renforcé en 1938, dans le sillage du Front populaire et des premiers congrès paysans.

(2) *Hôtel des Renards*, de François Morenas, aux éditions Calmann-Lévy (1980).



CRÉATION EN FRANCE
LES TROYENS
VERSION INTÉGRALE
CONCERTS - CONFÉRENCES
LOCATION OUVERTE
suivi de Programmes sur demande à :
AUDITORIUM MAURICE RAVEL
148 RUE SAINTE-ANNE 69 LYON CEDEX 3
Tél. (7) 871 05 72

FESTIVAL BERLIOZ
LYON - LA COTE SAINT ANDRÉ 15-26 SEPTEMBRE 1980

CONTI 17040

BEAUTÉ

Les mauvaises surprises de la chirurgie esthétique

Certaines publicités promettent le miracle et le bonheur. Mais les victimes de la chirurgie esthétique sont nombreuses.

AGNÈS THIVENT

Je me sens très mal dans ma peau et j'ai du mal à m'accepter. En fait, je suis très malheureuse. Depuis plusieurs années, je ne vis pas. J'aimerais avoir un visage dans le style Brigitte Bardot. J'ai dix-huit ans.

Elles sont nombreuses celles qui pensent trouver le bonheur grâce à la chirurgie esthétique. Pour se faire opérer, elles s'imposent de lourds sacrifices financiers : elles sont souvent d'origine modeste, et la Sécurité sociale ne prend pas en charge, à de rares exceptions près, les interventions d'ordre esthétique.

L'opération peut apporter de très grandes satisfactions : à cette jeune fille qui dut attendre d'avoir dix-huit ans pour pouvoir être opérée d'un nez trop grand, à cette femme qui se sentait, à soixante ans, trop jeune pour garder un visage ridé qui ne correspondait pas à la jeunesse qu'elle sentait en elle, ou à cette femme de cinquante ans que son patron voulait renvoyer parce qu'elle n'était plus suffisamment « présentable » pour être hôtesse.

Pour d'autres, c'est l'échec, voire le drame. P., à vingt-cinq ans, veut se faire remonter des seins qui tombent après deux maternités. Elle s'adresse au chirurgien qui l'a déjà opérée du nez. « J'avais confiance, dit-elle, puisque cette opération avait été réussie. » Le résultat, elle me le montre : un sein ovale, l'autre rond, l'un plus gros que l'autre, des mamelons qui ne sont pas centrés et surtout d'énormes cicatrices. Quand j'ai vu le résultat, dit-elle, j'ai voulu me suicider. Maintenant je suis obligée de me maquiller les seins et ne peux plus avoir de rapports sexuels normaux. Mes cicatrices me paralysent.

Jacqueline, elle, a voulu, après avoir élevé ses enfants, s'occuper d'elle. Elle veut prendre soin d'un visage dont elle veut faire disparaître des séquelles d'acné. Un chirurgien plasticien, traité par dermatologue, a la place des petits boutons, trois trous profonds, chacun de la taille d'une pièce de 10 francs. Défigurée, elle doit subir sept opérations de chirurgie réparatrice. « Je ne pouvais plus sortir, je me suis cachée, retirée du monde pendant quatre ans. Pour une femme qui n'aime pas les visages, moi les moyens de payer ces interventions, c'était une vie gâchée. Quant au procès que j'ai engagé, la procédure dure depuis quatre ans et tout cela m'a coûté une fortune. »

B., elle, a soixante ans. Elle en fait dix de moins. Coquette et active, elle décide de se faire pratiquer un lifting du cou, pour effacer des rides qu'elle trouve laides. « Le chirurgien m'a fait un lifting complet. Je suis restée sur la table d'opération cinq heures au lieu de trois. Après quinze jours, mon visage est devenu noir. J'ai subi un véritable cauchemar. » Sa peau est rétractée. Les sutures consécutives au lifting se sont ouvertes, formant des plaies énormes. Il a fallu faire des injections de cortisone pour permettre la cicatrisation. « Je n'ai jamais vu un lifting aussi raté », dit un témoin. Maintenant, B. a oublié ses angoisses et elle continue à faire traiter ses rides, qui n'ont pas disparu.

G. habite une ville de province. Elle a vingt ans. Après deux interventions manquées de rhinoplastie, elle est désemparée. Son nez ressemble à un appendice en pâte à modeler. Le chirurgien qui doit tenter de lui rendre un nez présentable n'est pas sûr d'y parvenir. De nombreuses patientes subissent des déformations plus ou moins graves. L'une a un visage figé et peut à peine sourire parce qu'un ours de l'opération le chirurgien a trop tiré la peau. Une autre, après une intervention qui devait la débarrasser de ses poches sous les yeux, est affublé d'un ectro-

pion : le chirurgien a enlevé trop de peau, l'œil est tiré vers le bas, elle ne peut plus le fermer et il est constamment sec.

Malgré les tourments qu'elles subissent, peu de femmes portent plainte. Elles se cachent. « Je ne veux pas que mon chirurgien ait des ennemis », m'a dit B. C'est l'argument qu'elles utilisent presque toutes. « Les victimes de la chirurgie esthétique ne portent plainte que s'il y a un accident très grave ou une mort », déclare le docteur René, président de l'Ordre départemental des médecins de la Ville de Paris. « Or, pour punir les fautes et combattre les abus, il faut des témoignages. Mais nous ne lançons pas un appel à la délation », précise le docteur René.

Déceptions

Pour d'autres, l'échec est psychologique : il va de la simple déception à la dépression, en passant par la frénésie de nouvelles opérations. A cinquante ans, Marie a voulu faire remodeler ses paupières supérieures. Son opération me semble réussie. Elle trouve qu'il reste des cicatrices que je ne vois pas. Maintenant, elle veut faire disparaître ses rides. « Si je gagnais au Loto, je me ferais faire un lifting. J'en ai assez que tout le monde regarde mes rides. »

Une opération de chirurgie esthétique peut ne rien résoudre. « L'émotion dure trois à six mois, parce que les opérés se sentent transformés », expliquent les psychologues du service du docteur Grignon, à l'hôpital Saint-Antoine. « Mais s'il ne se passe rien dans leur vie pendant ce laps de temps, ils se trouvent dans une situation encore plus délicate qu'avant, quand ils se rendent compte que leurs problèmes demeurent. » Un nombre important de gens déçus après une intervention vont chez le psychiatre, dit le docteur Grignon, qui ajoute : « Il existe des retombées psychiatriques qu'on ne connaît pas. »

Les catastrophes chirurgicales et de nombreux échecs psychologiques sont causés par le manque de compétence et de scrupules de praticiens, parfois non chirurgiens, qui s'arrangent pour faire croire, par « clinique interposée », au miracle qu'est censé réaliser la chirurgie esthétique. Et Dieu sait si on en promet dans certaines institutions spécialisées, ouvertement ou par omission, en ne mettant pas en garde les patients contre les risques d'échec ou de complication.

Pour en avoir le cœur net, je décide de partir à la recherche du bonheur par rhinoplastie interposée. Comme la patiente moyenne, je ne sais guère à qui m'adresser, n'ayant pas de relations dans le milieu médical parisien ni parmi les esthéticiennes. Or celles-ci fournissent une part importante de leur clientèle à certaines cliniques esthétiques, qui les inondent de publicités et savent, en retour, être « recommandées ». L'une d'elles me confie qu'elle percevait une ristourne sur chaque cliente fournie au chirurgien. Certains instituts de beauté réputés de Paris procèdent de même. Une esthéticienne de province me confie même avoir été entraînée dans un véritable racket : un chirurgien esthétique d'une certaine notoriété avait des esthéticiennes de toute la France à adhérer à un « centre de rejuvenescence », moyennant le versement de 5 000 francs : « Je devais toucher 500 francs sur chaque cliente que je lui aurais envoyée. En échange, il me promettait de m'adresser, pour les soins postopératoires, toutes les opérées de la région. Mais quand j'ai pu constater le résultat catastrophique des opérations qu'il pratiquait, j'ai abandonné tout contact avec ce monsieur. »

Pour trouver un chirurgien, j'ai donc eu, comme beaucoup, recours à la publicité, que l'on trouve en abondance dans certains magazines féminins, et même, maintenant, dans des

hebdomadaires à grand tirage. Ce sont les cliniques qui pratiquent ce ragoage, les médecins n'ayant pas le droit de faire de publicité. Pourtant, en téléphonant à certaines cliniques pour demander une consultation, on me conseille de m'adresser directement au chirurgien dont on me fournit le nom et les coordonnées.

Je prends rendez-vous auprès de deux cliniques différentes, mais c'est le même praticien qui me reçoit, à son cabinet personnel, doublé d'un « centre esthétique ». La salle d'attente manque de standing. Le médecin me reçoit en blouse bleue d'opération. Dans son bureau, on ne s'entend pas à cause du bruit de la rue. Je lui expose mon problème : « Me faire refaire un nez que je trouve trop large. » Il a dû me regarder trois minutes. « Votre point de nez est disgracieux, l'opération est d'une très grande simplicité. » Il me fera donc un nez au pied levé. Le seul détail qu'il me fournit, c'est le prix de l'intervention : 5 000 francs. Ce sera l'opération la moins chère et la consultation la plus courte : moins de dix minutes.

Me voilà, à présent, dans une « clinique d'esthétique » : il s'agit d'un cabinet privé. Je suis reçue par un homme dont je ne sais rien : à ma demande, il me tend son papier à en-tête : Dr X., attaché de chirurgie plastique. Le titre d'attaché n'est pas protégé, pas plus que celui de clinique. Faut-il bel homme de docteur, style jeune cadre d'y'a m'ique, un peu tourmenté, à mon goût. Il regarde mon nez. « Vous avez dû avoir un accident. » Je n'ai pas eu d'accident. Il m'apprend qu'il faudra décoller mes cartilages nasaux, que c'est très délicat, que l'opération coûte 7 000 francs.

Me voilà, à présent, dans une « clinique d'esthétique » : il s'agit d'un cabinet privé. Je suis reçue par un homme dont je ne sais rien : à ma demande, il me tend son papier à en-tête : Dr X., attaché de chirurgie plastique. Le titre d'attaché n'est pas protégé, pas plus que celui de clinique. Faut-il bel homme de docteur, style jeune cadre d'y'a m'ique, un peu tourmenté, à mon goût. Il regarde mon nez. « Vous avez dû avoir un accident. » Je n'ai pas eu d'accident. Il m'apprend qu'il faudra décoller mes cartilages nasaux, que c'est très délicat, que l'opération coûte 7 000 francs.

Si personne, jusqu'à ce jour, n'a débordé — Dieu nous en garde! — une part du gros gâteau qui surplombe les rues de Montmartre, c'est grâce à Simone et Lucien, qui en sont les — anges — gardiens. Toute la nuit, le tronc des pauvres va continuer de sentir l'encens de la charité. Les clerges se tiendront bien droit, pâles et rangés jusqu'à l'extinction de la toute flamme. Le Petit Jésus, assis, rétro, mouché, aura, demain matin, c'est sûr, le même sourire, le plus rose et bleu du monde. Et voilà que les derniers touristes-photographes ont pris une dernière tranchée de ce crépuscule sur la ville vue d'en haut, traitées rouges sur fond de nuages : inespéré! Alors, Simone et Lucien, bras dessus, bras dessous, descendant « se remettre un peu » au Favori, un bistrot, voyons! Et un peu plus encore. Silhouettes de Simone et de Lucien, nouées l'une à l'autre, dans l'éternité des rues tortueuses de Montmartre et des escaliers qui, dit la chanson, « sont durs aux nœuds », tandis que, même arrêtés, même fatigués, les ailes des moulines ne cessent de faire leur petit boulot pénaire : « Elles protègent les amoureux ». Simone et Lucien s'en vont retrouver les amis du comptoir. Sur le zinc, le Pernod a des chatolements d'absinthe interdite. La Suze fait entendre une floraison jaune, la menthe distille d'inaccessi-

Troisième tentative dans une autre clinique parisienne. Dans la salle d'attente, deux hommes. L'un, opéré, porte un pansement sur le nez, l'autre est comme moi, candidat à une opération du nez. On nous remet un papier sur la rhinoplastie : je conclus de cette notice d'« information » qu'il faut absolument se faire opérer du nez si le vôtre ne vous plaît pas ; après on se sent beaucoup mieux. La directrice de la clinique me reçoit. Je lui expose mon problème : « Remarque, vous n'êtes pas si vilaine que ça avec votre nez. »

C'est sans doute ce qu'on appelle le sens de la psychologie. Elle m'explique mon nez avec son appareil photo, sous tous les angles. « Vous avez dû avoir un accident, vous avez dû tomber sur le nez quand vous étiez petite. » Pas de chance : ni l'un ni l'autre. Elle me montre longuement des albums de photographies de nez avant et après l'opération. Elle ajoute, gracieusement : « Votre nez est aussi vilain que votre point de nez. » Décidément, il faudra que je me fasse opérer : il m'en coûtera 6 000 F. « Mais on peut vous faire des facilités de paiement. » Elle me fixe un autre rendez-vous, avec le chirurgien cette fois. Je n'ai pas retenu son nom, mais elle l'a choisi pour moi « pour son savoir-faire et sa délicatesse » : à savoir avec lui que je choisissais mon nez.

L'usine

Dans cette autre clinique qui fait une abondante publicité sur la chirurgie du bonheur et le sérieux de la chirurgie esthétique, c'est l'usine. Il y a un défilé et une agitation permanents dans la salle d'attente, qui n'est autre que le hall de la clinique. Je suis reçue par la « collaboratrice de la directrice », qui aurait dû me recevoir et qui me verra, si j'attends. Mais je n'attendrai pas. Sa collaboratrice me dit quelle comprend mon problème et fait venir le chirurgien qui me « voit » deux minutes. Sûre mon nez. Il part en se tapant sur l'épaule. « Il me faudra du cartilage », me dit-il. Un peu inquiet, je m'informe de ce qu'on va me faire. « On vous opérera après une personne à qui on aura enlevé du cartilage pour vous le mettre. » On veut tout simplement me faire une greffe. Mon cas étant « ordinaire », ce sera 6 000 F. 50 % au comptant, le reste en trois mois, tranquillement. Comme j'hésite un peu, la dame m'encourage : « Faites-vous photographier, c'est 100 F., mais compris dans les 6 000 F. » Quand j'aurai pu me rendre compte noir sur blanc —

ou peut-être en couleurs — à quel point mon nez n'est pas beau, je le me déciderai.

La seule consultation sérieuse me sera donnée par le docteur Rouveix, à la clinique Paul-Doumer. Il est le seul à être étonné par ma demande, me disant que mon nez va très bien avec le dessin du visage. Il m'examine cependant, prend la peine de m'expliquer, schéma à l'appui, ce qu'on va me faire, étudie les formes possibles. Il est le seul à dire qu'un nez s'étudie en fonction d'un visage, me prévient que j'aurai des hématomes et que l'anesthésie générale présente un risque. Le résultat esthétique est garanti à 100 %. Un inconvénient de taille pourtant : ce n'est pas lui qui m'opérera, mais un autre médecin.

Au cours des précédentes consultations on ne m'a pratiquement jamais parlé des risques de l'opération, on ne m'a jamais interrogée sur mes motivations réelles, ma psychologie, mon passé, mon entourage. Tout chirurgien plasticien digne de ce nom insiste pourtant sur la nécessité d'un bon état d'esprit, de plusieurs entrevues préalables avant l'opération. « Il y a des personnes que l'on ne découvre qu'à ce moment-là, pour s'apercevoir qu'il ne faut pas les opérer, parce que cela ne résoudrait pas leur problème », déclare le docteur Mouly, secrétaire général de la Confédération internationale de chirurgie plastique, qui ajoute : « Le chirurgie plastique est un domaine très difficile, où les problèmes psychologiques et morphologiques sont très étroitement liés. » « Quant à vous, ajoute-t-il, j'aurais refusé de vous opérer. Votre nez n'a aucune raison d'être modifié. Il va bien avec votre visage. Je vous l'aurais corrigé, uniquement si vous aviez exercé un métier artistique. Il n'aurait de toute manière pas été question d'ajouter du cartilage, mais au contraire d'en enlever. »

« Il m'arrive de refuser des opérations, poursuit-il, parce que les patients se posent sur un défaut physique ou supportent mal, alors que le désordre est d'un autre ordre. » « Ce n'est pas parce qu'une femme changera de visage que son mari reviendra », fait remarquer le docteur Grignon, chef du service de chirurgie faciale de l'hôpital Saint-Antoine. Le docteur Faivre, président de la Société française de chirurgie esthétique, lui, déclare qu'il ne faut jamais opérer quelqu'un qui ne sait pas exactement ce qu'il veut ; c'est qu'il a un trouble relevant de la psychiatrie.

Cette manière de promettre le bonheur et le miracle à chaque ligne, comme le font certaines publicités rédigées sous forme

d'articles, est assez inquiétante. Le docteur Gilcristein, secrétaire du Syndicat national des chirurgiens plasticiens nous déclare : « Je ne fais pas le même métier. Ces publicités prennent les femmes pour des objets qui suivent une mode. On ne peut pas aller à la clinique du bonheur, comme on va dans un grand magasin. La chirurgie esthétique se fait avec une anesthésie ; elle laisse des cicatrices et présente des risques opératoires. » « C'est pourquoi la publicité est impensable », précise le docteur Grignon.

Plus grave peut-être encore, et cela explique beaucoup d'opérations ratées : n'importe qui peut s'inscrire chirurgien esthétique, même sans être chirurgien. J'ai au moins trois fois eu affaire à des praticiens non spécialistes de chirurgie : un gynécologue, un O.R.L., un stomatologue. Rien ne peut empêcher un dermatologue de pratiquer la chirurgie esthétique. En fait, il n'existe actuellement, en France, aucun enseignement de chirurgie esthétique à part entière. On se forme sur le tas, en milieu hospitalier.

Pour moraliser la profession, deux tentatives se font jour. Celle du docteur Faivre et de la Société française de chirurgie esthétique. Pour lui, c'est une spécialité à part entière. Il fait l'acier de la chirurgie plastique et réparatrice, alors qu'elle veut la garder dans son giron. C'est une garantie pour le public que d'avoir affaire à des praticiens qui ont l'habitude de pratiquer les six opérations de la chirurgie esthétique : nez, lifting, seins, abdomens, oreilles décollées, cicatrices de cheval. En revanche, l'ordre des médecins et les chirurgiens plasticiens se refusent à séparer chirurgie esthétique et chirurgie plastique et réparatrice, en invoquant d'une part le caractère néfaste d'une spécialisation excessive, et surtout « la dédémocratisation de cette discipline qui doit faire partie intégrante de la chirurgie ».

Garanties

En attendant, la chirurgie esthétique en tant que telle n'est pas reconnue par l'ordre des médecins, alors que la spécialité de chirurgie plastique et réparatrice l'est depuis 1970. Les praticiens actuellement formés passent tous par deux années de chirurgie générale, auxquelles s'ajoute une spécialisation. De plus, pour être admis à la Société de chirurgie plastique, le candidat est soumis au vote d'une commission de spécialistes.

Le conseil national de l'ordre des médecins a d'autre part décidé d'ajouter le terme « esthétique » à la dénomination de la qualification en « chirurgie plastique reconstructrice », pour bien montrer que cette spécialité peut couvrir la chirurgie esthétique. « Cela permettrait, déclare-t-il, de garantir au patient que le chirurgien a une formation très complète. » Cependant, précise le docteur Gilcristein, même une formation sérieuse n'est pas une garantie totale pour le résultat ou la moralité du praticien. L'appartenance d'un praticien à la Société de chirurgie plastique offre tout de même de sérieuses garanties : si elles ne sont pas totales.

Il serait souhaitable que la société fasse connaître plus nettement au public les spécialisations précises d'une partie de ses membres. Quelques chirurgiens plasticiens, en effet, ne pratiquent que certaines interventions (nez et lifting, par exemple) parce qu'ils ne savent faire que celles-là. Quand ils acceptent d'en pratiquer d'autres, le résultat est parfois catastrophique. D'autres, en revanche, décident par goût personnel de ne pratiquer que des interventions choisies.

On peut aussi s'adresser à des services hospitaliers qui offrent des avantages, notamment financiers. La Société de chirurgie esthétique, et particulièrement quelques-uns de ses membres, travaille elle aussi à offrir le maximum de garanties aux patients. On peut cependant regretter que plusieurs de ses membres n'aient pas — ce qui pourrait paraître élémentaire — la qualification de chirurgien. Il faut se méfier d'autres sociétés aux titres pompeux, puisque n'importe qui peut fonder une société dont les membres peuvent se limiter à trois, dont deux présidents.

Pour l'heure, l'ordre des médecins se préoccupe de lutter contre les abus. Si ceux-ci ne sont pas tous la chirurgie esthétique, comme le précise le docteur René, ils sont d'autant plus fâcheux que les victimes, ainsi que le faisait remarquer le docteur Mouly, en sont souvent des personnes d'origine modeste.

MONTMARTRE

Sacré cœur

Simone et Lucien, les anges gardiens du Sacré-Cœur, poussent sur la Butte la chansonnette nostalgique.

CLARISSE NICOLSKI

Si personne, jusqu'à ce jour, n'a débordé — Dieu nous en garde! — une part du gros gâteau qui surplombe les rues de Montmartre, c'est grâce à Simone et Lucien, qui en sont les — anges — gardiens. Toute la nuit, le tronc des pauvres va continuer de sentir l'encens de la charité. Les clerges se tiendront bien droit, pâles et rangés jusqu'à l'extinction de la toute flamme. Le Petit Jésus, assis, rétro, mouché, aura, demain matin, c'est sûr, le même sourire, le plus rose et bleu du monde. Et voilà que les derniers touristes-photographes ont pris une dernière tranchée de ce crépuscule sur la ville vue d'en haut, traitées rouges sur fond de nuages : inespéré! Alors, Simone et Lucien, bras dessus, bras dessous, descendant « se remettre un peu » au Favori, un bistrot, voyons! Et un peu plus encore. Silhouettes de Simone et de Lucien, nouées l'une à l'autre, dans l'éternité des rues tortueuses de Montmartre et des escaliers qui, dit la chanson, « sont durs aux nœuds », tandis que, même arrêtés, même fatigués, les ailes des moulines ne cessent de faire leur petit boulot pénaire : « Elles protègent les amoureux ». Simone et Lucien s'en vont retrouver les amis du comptoir. Sur le zinc, le Pernod a des chatolements d'absinthe interdite. La Suze fait entendre une floraison jaune, la menthe distille d'inaccessi-

bles solets. Pas de tabourets de bois, non, mais, vous voyez où? Trois tables le long du mur attendant peut-être les Trois Frères invisibles qui errent dans la rue ; toile cirée à carreaux rouges et blancs pour jouer aux échecs, aux aratars, aux avaries. Qu'on se repose en paix.

Le patron y va de sa tournée, la patronne de son sourire : faigué, le sourire et la patronne. Réunis, les vieux Montmartrois, disposés des jardins, de la vigne. Et de la java du 14 Juillet. Regroupés les sans-patrie : Youssef rit d'une blague qui lui reste dans la moustache, intraduisible, de toute façon. Deux pots, c'est bon. Trois, c'est mieux. Quatre, c'est vert émeraude. Cinq, c'est presque rouge. La toile de fond est prête : tous en scène. C'est Lucien — dit Lutin — qui commence : « Voici des roses blanches, pour ma jolie maman... » Simone verse une larme et enchaine : « Là-bas, elle m'attend... » On rectifie : « T'es sauté des mots ». Alors : « Sur son petit lit blanc, là-bas, elle m'attend... » Puis Simone éprouve le besoin d'affirmer : « On n'a pas tous les jours vingt ans. »

Le patron se joint au duo : « A la claire fontaine? » Chiche, une ballade en campagne et une petite rengaine claire comme de l'eau de roche, pour dire une amour morte. Jamais je ne roublerai! Simone et Lucien font une pause. Youssef, en intermède,

dit un conte berbère. On a beau ne pas comprendre, c'est joli et puis, faut bien lui faire un plaisir : bravo! Bouche bée, le loubard de passage qui étire un crêpe pendant qu'on répare sa moto attend la suite. Il y a une heure à peine, il disait à une « chouette nana » : « Quand t'es pas là, je fippe un max. » Et voilà que tendrement, qui tendrement, l'œil de Lucien s'allume, son bécot basque se penche coquinement vers Simone dont il prend la main, et il lui avoue avec des trémolos que Paul Delmet n'aurait pas désservus : « C'est pour ton charme que je fume... » Simone se souvient qu'elle fut effectivement une bien jolie rouasse et que son sourire, troué aujourd'hui de quelques mureurs, fut éclatant. Mais, passé cette minute d'émotion, on reprend le dessus : Youssef, la patronne, le patron, le quincaillier du bas de la rue, et même, et même ce « British » de l'hôtel du dessous, baptisé Fred Astaire, décidé à sauter vite, très vite, ce rien du tout qui va évaporer aux lumières de l'après, tous évoquant un légionnaire aux vitres adhésives de sable chaud.

Encore un verre, un autre verre. Les pigeons roucoulent, consciencieux, en dépit des airs pollés qui engluent leurs ailes ; dans le goster des piéds soufflé un air tout neuf, et, par miracle, ils trouvent soudain à se mettre dans le bec, un peu de mouton égouté sur les trottoirs de l'âme.

BRIT

SONNEZ binious
SONNEZ bombardes

bravo le...
français le baget de...
Depuis les...
festivals de...

HOTEL VICTORIA

1 700 255

1 700 255

1 700 255

BREIZ

Sonnez binious résonnez bombardes

En 1956, la musique bretonne faisait son entrée dans la marine française : le bagad de Lann-Bihoué était né. Depuis, les sonneurs ont progressé et les festivals déplacent les foules.

MICHELLE MAJORELLE

En 1881, dans ses « Arrests concernant les paroisses », le Parlement de Bretagne faisait « descriptives défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient de danser ni jouer publiquement, ni de s'y arrêter les dimanches et jours de fête durant l'office divin, afin de ne pas gêner, par le bruit, la célébration de celui-ci ». Pour toute infraction, 20 livres d'amende. Malgré l'augmentation des amendes de 50 livres en 1886 à 300 livres en 1899, les fondes de l'association bretonne brandies par l'évêché, rien n'y fit : les Bretons dansaient, sonnaient du binioù et de la bombarde, et payaient.

« N'oubliez pas un détail qui a son importance », écrivait Oormejean, préfet du Finistère, aux maires de son département, le 30 octobre 1870, pour leur transmettre ses instructions au sujet de la mobilisation : « que les mobilisés, joueurs de musette ou de binioù, aient soin d'emporter leurs instruments. Ils jouiront d'un supplément de soldes ». De moral aussi sans doute, pour mieux se battre. Les Bretons qui, deux siècles plus tôt, étaient taxés quand ils faisaient du bruit, allaient être payés pour sonner. Evolution intéressante dans l'appréciation d'une musique populaire.

Car musique populaire il y a, incontestablement, faite pour accompagner les travaux et les jours, les fêtes aussi, la danse surtout. Car la musique bretonne était surtout un accompagnement de la danse. Une vieille paysanne de Saint-Herbot disait à Jean-Michel Guilleher (1) : « An dans a zalc an den en e sra » (« La danse maintient l'homme debout »). Oui, et ce qui fait danser les hommes et les femmes en Bretagne, depuis des siècles, c'est, d'une part, le chant, dont la forme la plus connue reste le « kan a diskann », d'autre part, la musique instrumentale traditionnelle. Un peu de violon dans le Bas-Léon, de vielle en Haute-Bretagne, mais le binioù et la bombarde restent le couple instrumental le plus durable et, géographiquement, le plus étendu. Le petit tambour qui les accompagnait a disparu au dix-neuvième siècle : l'accordéon va s'y adjoindre au début du vingtième. Peu importe, talabardier (joueur de bombarde) et binioù (joueur de binioù) vont ensemble.

Ce sont des exécutants rétribués. « A la fin du siècle dernier, les sonneurs quimpérois faisaient valoir leurs talents au marché de la ville », rapporte J.-M. Guilleher. Leurs couples se répartissaient à distance les uns des autres et jouaient. Les campagnards allaient des uns aux autres et retenaient qui leur plaisait pour leur nocé ou leur plaisir. Leur réputation allait souvent bien au-delà des limites de la commune.

Déjà, avant la guerre de 1914, les sonneurs avaient un répertoire qui dépendait du goût du public : les jeunes hommes avaient rapporté du service militaire le goût du piano mécanique et de l'accordéon. « Les Bretons ont voulu devenir comme les autres », explique Jean-Pierre Richard, responsable du conservatoire régional de Lorient. Ne plus être les pions, ceux qui baragouinaient. Les sonneurs appartenaient à une civilisation rurale un peu dépassée. Avec l'arrivée de l'accordéon, plus moderne, le binioù a commencé à battre de l'aile. La guerre de 1914 a accéléré le contact franco-phon. Les hommes, en partant au front, ont quitté le costume. Ils en ont rapporté le vin rouge. Bref, en 1930, il restait une soixantaine de sonneurs pour

toute la Bretagne, une espèce en voie de disparition : le métier ne nourrissait plus son homme. Plus de sonneurs, plus d'instruments : le patrimoine musical breton est menacé d'extinction. A Paris, en 1943, quelques hommes carcaient le rêve de revenir en Bretagne. Ce sont des Bretons de l'émigration, qui s'appellent Polig Monjarret, Doris Le Voyer, Robert Marie, René Tanguy... Mais ces rêveurs sont aussi des hommes décidés qui refusent de laisser perdre ce qui reste encore dans les mémoires, au pays, et ils fondent la Bodadeg ar sonerion (BAS), l'association des sonneurs. Sur une idée — « Sauver ce que les vieux connaissent encore » — ils vont collecter les airs, fabriquer les instruments qui manquent.

1 200 airs

Polig Monjarret, pendant dix ans, va noter le répertoire des sonneurs qui vivent encore : son butin : mille deux cents airs environ. Doris Le Voyer, faute d'ébène, va utiliser tous les bois possibles, buis et galle pour les bombardes, comme, allier, aspic, sîm (2) pour les binious. Les arches aussi sont inépuisables, ces langoustes fines et élastiques en roseau, dont les vibrations produisent le son.

Malgré les difficultés, c'est le succès aussi. En quelques années, BAS va regrouper un millier de sonneurs. Parallèlement vont se développer les bagadoù, ensembles de bombardes, grands binious et batteries : à l'origine du premier bagad, celui des cheminots de Carhaix, en 1948, Polig Monjarret, encore l'exemple est suivi par Quimper, Roazhon, Quimper, Morlaix (bagad Koad se'ho, 1948), Auray et son bagad de cheminots, en 1950, voilà pour les premiers. D'autres suivent, beaucoup d'autres : dix, quinze,

vingt par an, qui disparaissent très vite parfois. Là où quelques Bretons sont ensemble naît un bagad : Marseille, Toulon, Bordeaux, Lyon, Montréal, Abidjan, Paris, bien sûr. C'est dans un bagad du quinzième arrondissement que commenceront à sonner, dans les années 40-50, Donatien Laurent, aujourd'hui directeur, à l'université de Brest, du centre de recherche bretonne et celtique (3), et Alain Cocheveuil, plus connu sous le nom d'Alan Stivell.

Mais il ne suffit pas d'être nombreux, très nombreux à vouloir sonner. Manque cruellement la technique, à tel point que dans les années 50 on a pu dire que « pour faire breton, on jouait faux ». Il n'existe pas de méthodes, pas de recettes. L'enseignement dispensé est rare, empirique, très différent d'un bagad à l'autre. C'est près des Bretons, dont on a pu apprécier le jeu aux festivals interceltiques de Quimper, en 1950 et 1961, que les Bretons vont prendre des leçons. Emile Allain, TIM Hudin, Donatien Laurent, Henri Léon, dit « La Pie », La Pie revient avec un diplôme du College of Piping de Glasgow, comme jusqu'en 1956 à la Kermesse ar Flamme, passe à Brest-Saint-Marc et fonde, à Porspoder, la Skola! bag, au treizième (4), stages d'été destinés aux moniteurs de bagadoù, qu'il animera jusqu'à sa mort accidentelle en 1982. C'est au cours de cette période, en 1956 exactement, que, grâce à André Montteuil qui était alors secrétaire d'Etat à la marine et député du Finistère — mais le bagad militaire de la base aéronavale de Lann-Bihoué, près de Lorient : tous les sonneurs pourront venir y faire leur service militaire, ce qui va garantir la qualité technique de la formation. Et, depuis, on peut voir défiler talabardiers, binioù et tambourinaires, sous l'uniforme de la marine française.

L'influence de La Pie et la reconstruction de Brest, des employés de l'arsenal. La bombarde, c'est une technique difficile, mais qui attire les gens de toutes cultures, de toutes classes sociales. Pourquoi mes élèves veulent apprendre à sonner ? C'est très varié et un peu diffus. Par volonté inconsciente d'enracinement et de retour au naturel, souvent : ce sont les mêmes que l'on retrouve dans les fest-noz et dans les manifestations antinucléaires. Pour quelques-uns, il s'agit d'approfondir une culture. Souvent, depuis qu'ils sont arrivés, ils n'ont joué que des danses. Ils sont neuf, entre treize et vingt-cinq ans, sept garçons et deux filles, lycéens pour la plupart, ou élèves dans des écoles professionnelles ; les deux plus âgés sont l'un employé à l'arsenal, l'autre comptable à la marine.

Et voici le niveau supérieur. A l'école des télécommunications de Bretagne, près du Conquet, à Brest-Saint-Marc répète, pour préparer un enregistrement, avec six binioù, sept bombardes et six tambours. C'est que les disques des bagadoù de

rempli l'Olympia il y a deux ans. Parallèlement, des milliers de jeunes, entre dix et vingt-cinq ans, apprennent aujourd'hui à jouer de la bombarde, ou du binioù : cela représente beaucoup d'élèves pour un petit nombre de professeurs.

Christian Faucheur, étudiant en anglais, enseigne la bombarde le lundi soir à Quimper, dans l'ancien gymnase. Ses élèves, débutants, ont entre neuf et douze ans, les plus jeunes travaillent sur la flûte à bec, « à cause de l'écartement des doigts, on ne peut pas jouer de la bombarde avec des petites mains ». « René, tu pinces l'anche aux deux tiers, en serrant les lèvres, attention, sans mordre. Pour faire une note juste, il faut que ton souffle vienne d'un seul coup faire vibrer ton anche. » Les débuts sont durs pour tout le monde, y compris pour l'auditeur de passage.

Enracinement

C'est un autre son de bombarde à Saint-Pierre-Quilbignon, un faubourg de Brest, le samedi après-midi. Les cours sont organisés par le Centre breton d'art populaire : en seconde année le professeur est Yves Tanguy, talabardier au bagad Brest-Saint-Marc : « J'ai commencé la bombarde à quatorze ans, à Saint-Marc, c'était le seul endroit où c'était gratuit. C'était nettement plus économique que le piano : avec une anche à 1,10 F, je m'en sortais. On se réunissait dans une baraque délabrée, sans instructeur, sans Marcel Ropars, qui venait quand il avait le temps. Quand La Pie est arrivé, il a tout bonifié, et moi en envie de prendre des responsabilités. En 1964, à Saint-Marc, nous étions des écoliers, des commerçants, des fonctionnaires, des gens du bâtiment qui travaillaient à la reconstruction de Brest, des employés de l'arsenal. La bombarde, c'est une technique difficile, mais qui attire les gens de toutes cultures, de toutes classes sociales. Pourquoi mes élèves veulent apprendre à sonner ? C'est très varié et un peu diffus. Par volonté inconsciente d'enracinement et de retour au naturel, souvent : ce sont les mêmes que l'on retrouve dans les fest-noz et dans les manifestations antinucléaires. Pour quelques-uns, il s'agit d'approfondir une culture. Souvent, depuis qu'ils sont arrivés, ils n'ont joué que des danses. Ils sont neuf, entre treize et vingt-cinq ans, sept garçons et deux filles, lycéens pour la plupart, ou élèves dans des écoles professionnelles ; les deux plus âgés sont l'un employé à l'arsenal, l'autre comptable à la marine.

Et voici le niveau supérieur. A l'école des télécommunications de Bretagne, près du Conquet, à Brest-Saint-Marc répète, pour préparer un enregistrement, avec six binioù, sept bombardes et six tambours. C'est que les disques des bagadoù de

première catégorie, Bleimor, Quimper, Rennes, Brest-Saint-Marc, se vendent bien, l'été surtout : les touristes rapportent volontiers chez eux un disque de musique bretonne. Les petits groupes Diaouled ar menes ou An Triskell, qui animent les fest-noz, connaissent aussi un réel succès commercial. Le reste de l'année, la clientèle est constituée, localement, par des jeunes gens du pays qui suivent de très près tout ce qui sort dans le domaine breton. « Mais malgré la pointe de l'été, où la demande est doublée, dit un disquaire de Quimper, il y a depuis deux ans, et après le grand succès de Stivell, une chute importante des ventes de disques bretons ». « La raison est simple : il n'y a pas de renouvellement. »

Quelques fausses notes dans cet enthousiasme collectif. La musique bretonne se vend encore bien, aux dépens de la tradition parfois. Louis Ropars, chanteur et sonneur de bombarde, a sauvé de l'oubli le « kan a diskann » (5) : « Le fest-noz vient de Poullaouen. En sortant le mot et la chose de son terroir, on l'a vidé de sa substance. L'antique des anciens d'Algérie, la section locale du parti communiste, tout le monde a son fest-noz, cela fait rentrer l'argent. » Mais les chanteurs actuels, Jean-Pierre Motreff, les sœurs Goadec, sont des octogénaires.

Les jeunes sonneurs, eux, se sentent mal dans leur peau, parfois, dans leur « déguisement » (le mot est d'eux) pour amuser les touristes. Car si leur technique a évolué vers un très haut niveau, les fêtes bretonnes, elles, n'ont guère changé en dix ans. Il leur arrive de refuser de défiler, et ils rêvent d'être pris au sérieux, de jouer en concert : le répertoire reste à trouver. En musique de concert, il existe principalement, aujourd'hui, la Cantate du bout du monde, de Jeff Le Penven.

Il y avait eu aussi l'expérience de Pierre-Yves Moigne, responsable, à Brest, aujourd'hui, du Centre breton d'art populaire. Musicien classique, premier prix du Conservatoire de Paris en écriture musicale, il avait écrit, en 1956, l'orchestre Son a Korall (Dames et Chants), qui faisait de la musique bretonne à partir d'instruments traditionnels. C'était un précurseur : le public, étonné, n'a pas suivi, mais il pense toujours que « l'histoire de la musique est un

échange entre musique populaire et musique savante » et qu'il s'agit maintenant de construire une tradition, avec des instruments nouveaux. La musique bretonne n'intéresse en fonction du présent et de l'avenir, pas obligatoirement du passé. Après tout, c'est l'homme qui compte, et la possibilité qu'il a de s'exprimer.

Yvon Palamour qui reste, pour ces palas, le meilleur sonneur de bombarde de sa génération, a un atelier de menuiserie au bourg de Pluvign, près d'Auray. « Je pense que, plus il y a de tentatives de renouvellement, plus il y a des chances que quelques choses en sorte. La tradition ? Bien sûr, mais vous savez, il y a cinquante ans, le fin du fin, c'était de sonner la Marseillaise. On n'invente pas la musique traditionnelle, elle est là. On ne sonne jamais comme son ancêtre, la vie change, la musique aussi. »

Ainsi, malgré le grand succès populaire qu'elle connaît, depuis plusieurs années, la musique bretonne devrait-elle changer, simplement pour continuer à vivre ?

- (1) La Danse populaire en Basse-Bretagne, de Jean-Michel Guilleher, thèse, 1963.
- (2) Sîm : nom donné à un bois récupéré par Doris Le Voyer, à Carhaix, et dont les pièces avaient servi à la construction du pavillon de l'Indochine à l'Exposition coloniale de 1931. Ce bois poussait le long d'une rivière appelée Sîm.
- (3) Centre de recherche bretonne et celtique de l'université de Bretagne occidentale, faculté des lettres, B.P. 800, 29271 Brest.
- (4) Skola! bag au treizième : Collège du bout de la plage. Bag au treizième est un lieu-dit de Porspoder, où Henri Léon, dit La Pie, était instituteur.
- (5) Centre breton d'art populaire, 27 bis, rue Victor-Hugo, 29200 Brest.
- (6) Kan a diskann : littéralement « chant et déchant ». C'est une technique vocale propre à la Haute-Cornouaille, où deux exécutants chantent tour à tour, le premier disant une phrase musicale, le second accompagnant pendant les dernières notes, puis répète à son tour.

● Conservatoire régional de musique, chants et danses traditionnelles de Bretagne, 5100 Lorient.

● Quelques fêtes bretonnes en été :

■ Les fêtes de Cornouaille, la dernière semaine de juillet à Quimper.

■ Le festival interceltique de Lorient, à partir du 9 août.



JEAN HÉNOU

« Mais où sont-elles, ces plates-formes, comment se présentent les zones d'exploration ? »

— Le champ de gaz de Frigg, découvert en juillet 1971 par Elf-Norvège, opérateur de l'association franco-norvégienne Pétronor, se situe à hauteur du 60° parallèle, à mi-chemin entre le sud des Shetlands et la ville de Bergen, de part et d'autre de la ligne de partage des eaux britanniques et norvégiennes.

« En fait, découvert en 1970, se trouve entre l'Ecosse et la côte sud de la Norvège et Statfjord découvert en 1974, sur la frontière Norvège-Angleterre. Quarante-quatre pour cent de la partie norvégienne de Statfjord appartiennent à Statoil, compagnie pétrolière autochtone, le reste est à huit compagnies privées, dont Esso Exploration & Production Norway Inc., qui a une part de 9 %. Ce champ a été mis en exploitation en 1978.

— Y a-t-il beaucoup de personnes à Elf ?

— Environ cinq cents personnes, cent Français et quatre cents Norvégiens formés par la compagnie, et qui prendront leur place dès la fin de leur formation. Déjà, tous les ans, une quarantaine d'ingénieurs sortent du Royal Institute of Technology (collège régional) avec un diplôme en technologie du pétrole. Depuis 1977, l'école maritime de Stavanger forme des ouvriers qualifiés pour travailler sur les plates-formes et dans les buses de la côte.

— Le nombre des écoles de la ville est impressionnant. Mais y a-t-il une école française ?

— Les compagnies françaises, répond Mme Petit, louent quelques salles de l'école Skole, une école communale, pour les enfants français de la ville. Mes filles vont en classe tous les jours, sauf le samedi, de 8 heures à 14 heures, avec un arrêt d'une demi-heure pour un court repas, et de brefs intervalles entre les leçons. Elles suivent les cours du C.N.T.E. (Centre national de l'enseignement), vingt séries l'une ou deux semaines, qui sont envoyées à Rouen pour les corrections. Elles sont guidées par les professeurs français de la mission laïque (dans le primaire) et se sentent plus stimulées qu'en France.

— Il n'y a pas eu non plus de gros problèmes d'adaptation ?

— La vie en Norvège est une vie rêvée pour un amoureux de la nature. Du ramassage des champignons à la pêche des moules, en passant par celle des truites et les promenades en forêt ou en bateau sur le fjord, nous avons tous la gamme des distractions champêtres et des sports de plein air.

Tempérance

Stavanger, ville de marins, n'a pas de boîtes de nuit, et seulement un théâtre et deux cinémas. Les communautés religieuses et les sociétés de tempérance sont toutes-puissantes dans cette cité longtempée isolée. L'aéroport de Sola relie tous les jours la ville aux aéroports de Norvège, à Aden, Londres, Amsterdam, Copenhague, et toutes les semaines à New-York et Chicago, mais le chemin de fer n'a été terminé qu'en 1941 par les Allemands et il faut compter une dizaine d'heures par la route jusqu'à Oslo (400 kilomètres). Les sessions de la Tee-To-Tal, société de tempérance qui prêche l'abstinence complète d'alcool, continuent à rapporter un vil succès : il est interdit de conduire avec plus de 0,05 % d'alcool dans le sang, dose obtenue par l'absorption d'un simple whisky. Un chauffeur norvégien ne boira même pas un verre de bière avant de prendre la route : il est passible de vingt et un jours de prison ferme et d'un retrait de permis d'au moins un an.

Comme l'explique M. Lars Gellein, chargé de l'information à l'hôtel de ville de Stavanger, une ville aussi sage ne pouvait que trouver les solutions les meilleures au problème d'immigration dû au pétrole : douze mille étrangers en douze ans, soixante nationalités différentes : Suédois, Finlandais, Américains, Français, Anglais, Indiens, Ceylanais, Pakistanaï, Italiens, etc. Pas de ghettos pour eux, pas de quartiers réservés ; éparpillés dans toute la ville, ils n'ont pu que s'intégrer à leur environnement.

Ce confort apparemment paisible ne suffit pas. Au mois de juillet, à eu lieu une grève très dure du personnel des plates-formes, pour de meilleurs salaires et conditions de travail.

(1) 100 couronnes = 85 F environ.

Des H.L.M. dans les vieilles pierres

Les lenteurs de l'administration ont parfois du bon. On allait démolir de vieilles bâtisses à Ganges, dans l'Hérault. Finalement, on y a aménagé des logements sociaux.

RICHARD CLAVAUD

LES nouvelles H.L.M. de Ganges (trois mille huit cents habitants), dans l'Hérault, pourraient être classées monument historique. Situées dans le vieux centre ville, ces logements sociaux sont nés de la réhabilitation d'un ensemble de maisons et d'hôtels construits entre le seizième et le dix-huitième siècle. A cette époque, l'industrie de la soie faisait la richesse de Ganges. Mais l'arrivée du nylon a tué l'industrie traditionnelle et l'héritage architectural n'a pu être entretenu.

Lorsqu'en 1965 la municipalité décide de se lancer dans un programme de construction de logements, toutes ces vieilles bâtisses paraissent condamnées. Les bâtiments de France, ne trouvant aucune solution financière satisfaisante pour les conserver, sont prêts à donner leur accord pour la démolition. La plupart des maisons ont été abandonnées par leurs habitants en raison de leur vétusté et de leur manque de confort.

Tout le monde veut du neuf : les vieux hôtels doivent disparaître. La ville commence à acheter les bâtiments, les architectes imaginent de beaux cubes en béton pour les remplacer. Mais d'échanges de dossiers en demandes de permis, le temps passe. Si bien qu'en 1976, alors que la municipalité est propriétaire de la majorité des immeubles, aucune décision définitive n'a été prise. Depuis les années 50, les mentalités ont évolué, et le vieux centre ville ne paraît plus aussi « irréparable » qu'avant. On hésite même à démolir.

Les lenteurs de l'administration ont parfois du bon. Elles ont permis à un jeune architecte de s'intéresser au problème. Antoine Dalbard, architecte parisien qui a des attaches familiales dans la région, est persuadé qu'il ne faut pas démolir. Alors qu'il travaille à la rénovation de l'ilot Dronot, à Paris, il voit, dans ces vieilles maisons, une occasion unique de retrouver une des raisons d'être de l'architecture : construire en déclinant le moins possible le cadre de vie naturel des gens. Pour lui, les villes sont malades et la greffe d'un centre artificiel ne fait qu'aggraver leur état. Il faut se servir de ce qui existe et qui, dans le cas de Ganges, est loin d'être négligeable. Cet ensemble de cours, de jardins intérieurs et de passages semi-privés avait une raison d'être : organiser les rapports sociaux, faire un quartier vivant. C'est cette fonction qu'il s'agit de retrouver en réhabilitant le quartier. Antoine Dalbard abandonne Paris et vient s'installer à Ganges.

Le conseil municipal est attentif à ses arguments. Mais la ville a besoin de logements sociaux, peu compatibles en apparence avec la réhabilitation d'un centre historique. Les exemples de quartiers restaurés où le maître carré vaut de l'or ne manquent pas.

Course aux emprunts

Antoine Dalbard ne veut pas faire une version évangélique du Marais. Réhabiliter n'est pas restaurer. Ganges n'est pas Paris ni même Avignon et le conseil municipal ne veut pas louer le Tout-Montpellier à la recherche d'une résidence secondaire ni les touristes en mal de Cévennes. Ganges se trouve au cœur d'une région économique en difficulté ; si l'on veut que la population reste au pays et y travaille, il faut aussi pouvoir la loger. Peut-on faire des H.L.M. dans de vieux hôtels ? Et à quel prix ?

L'entreprise n'est pas simple. Pour acheter les immeubles, la ville a dû se lancer dans la course aux emprunts. Le nouveau conseil municipal élu en 1977 doit se décider rapidement sur l'utilisation de son patrimoine. A partir de 1979, il devra rembourser près de 1 500 000 F en trois ans.

Antoine Dalbard, qui s'occupe du montage financier de l'opération, pense utiliser au maximum la réforme du financement du logement préparée en 1977. Mais certains décrets d'application ne sont pas encore publiés. La direction de la construction accepte quand même de jouer la carte de l'expérimentation et un accord intervient. L'OPAC (1) devient propriétaire des immeubles pour une durée de trente-quatre ans et verse en échange à la ville une somme qui lui permet de rembourser ses emprunts. La Mission des villes du Massif Central accepte également de participer à l'opération dans le cadre des contrats de pays.

Tout le monde se met au travail. Trois flots sont délimités dans le périmètre à réhabiliter. Un projet chiffré est préparé pour une première tranche de cinquante logements qui constituent l'ilot numéro un. Il en ressort que la réhabilitation de vieux Ganges ne coûtera pas plus cher à la ville que la construction d'immeubles neufs et, commente l'architecte, « c'est quand même autre chose qu'on propose aux futurs locataires ! » Dix-neuf mois après la première réunion à la mairie autour de l'idée de réhabilitation, les travaux commencent.

Pour la réalisation du chantier, Antoine Dalbard fait appel aux artisans locaux, qui, après une courte période de méfiance, envers cet architecte « parisien », sont très intéressés par le projet. L'entreprise artisanale serait-elle l'entreprise de pointe ? « C'est la mieux adaptée à ce genre d'opération », explique l'architecte. Il faut que les ouvriers sachent faire plusieurs choses : le sous-croûte, reprendre au enduit, mais aussi refaire une gâchée ou une charpente. La grosse entreprise ne peut pas se plier à ces exigences.

Même type de problème pour le matériel. Là aussi, il a fallu innover. La traditionnelle grue à longue flèche posait le problème du partage de son utilisation entre les divers corps de métiers. Il fallait un outil que l'on puisse déplacer à volonté. Une échelle automobile — mise au point avec l'aide des utilisateurs et d'un constructeur — a répondu à la question.

Autre volet de l'opération, les rapports avec la population. Si la municipalité était laissée seule par un projet de réhabilitation, qu'en pensaient les habitants de Ganges qui figuraient sur les listes de demande de logements sociaux ? Allait-elle, eux aussi, préférer l'ancien ? Il fallait démontrer, une fois de plus, que « ce vieux tas de pierres pouvait être agréable à habiter ».

Partager sa vie

D'emblée, beaucoup ont été conquis par la possibilité de retrouver dans ce centre ville le mode de vie traditionnel d'une ville occitane où les rapports sociaux sont très forts. Partager des cours, des jardins, c'est aussi partager sa vie. Les gens se sentent plus près dans la périphérie, constate Antoine Dalbard ; ils préfèrent se regrouper au centre pour vivre mieux. Ici, ils se sentent chez eux. D'autant plus qu'ils ont la possibilité de savoir quel genre de logement ils peuvent habiter, grâce à l'appartement témoin qui existe depuis juillet 1978. Cette pratique, réservée à l'accès à la propriété, est plus rarement utilisée pour des locations.

Ce rôle de liaison entre le bâti et l'individu ne s'arrête pas au logement proprement dit. L'architecte et la municipalité ont décidé de conserver les rez-de-chaussées des immeubles pour aménager des commerces : « Il faut réimplanter des échoppes pour retrouver le mode de vie du vieux Ganges et éviter la séparation entre l'espace marchand et l'espace habité. Mais nous ne voulons pas d'artisans pour touristes ; nous voulons des gens qui sachent vraiment faire quelque chose. »

Quand l'ilot numéro un sera terminé, fin 1980, la municipalité décidera s'il convient d'étendre la réhabilitation à l'ilot numéro deux. Quant à l'ilot numéro trois, constitué par une belle bâtisse du dix-huitième siècle, l'hôtel Bertrand, il restera propriété communale et sera utilisé à des fins sociales (foyer, centre culturel, etc.), afin d'animer l'ensemble du quartier.

Ganges ne devrait pas rester une opération isolée. Les élus des communes voisines, invités à se rendre compte de l'état des travaux, se sont tous déclarés très intéressés par cette possibilité de récupération de l'espace et par la qualité architecturale du résultat. On verra peut-être d'autres opérations de ce genre dans cette région où vivre dans de vieilles pierres ou dans du béton n'était jusqu'ici qu'une question de revende.

(1) L'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) a une compétence élargie : il peut construire et aménager.

CROQUIS

Pedro et sa guitare

Des faveilles de Caracas à la Chapelle des Lombards à Paris, il y a quand même un point commun : la salsa, la « sauce » afro-cubaine. Musique des loubaros de Caracas, Puerto-Rico, ou Spanish-Harlem, elle incarne souvent l'espoir de se hisser au niveau des plus grands. Nombreux sont ceux qui rêvent d'en devenir des stars.

Maigre, écorché, voûté, un visage de vingt ans déjà marqué, Pedro a fait le chemin avec sa guitare basse. Il a essayé l'Allemagne, puis Paris, un peu par hasard. A la Chapelle des Lombards, le premier soir, il a été engagé pour jouer dans le groupe le plus réputé de la capitale. Pedro n'en croit pas encore tout à fait sa chance, il ne parle pas un mot de français. Pas encore.

Quand je l'ai rencontré, il était salle Wagram, décontracté avant le concert, papillonnant autour des plus jolies filles avec une mondanité parfaitement imitée. Content, étonné, souriant, mal-

gre et maudissant de toute son enfance dans les feuillets. Détendu, mais les yeux toujours mobiles et inquiets, à l'affût de l'attention qu'on pouvait lui accorder.

« De vais jouer dans un grand casino, très connu, comment s'appelle-t-il... ? l'Olympia ! » Je l'ai félicité.

Il n'était pas encore vraiment sûr d'être une star, Pedro, mais il croyait déjà que toutes les Françaises parlaient espagnol. On le présentait en disant : « C'est un excellent bassiste », et cela lui faisait plaisir. Il n'avait rien vu de Paris, que deux salles de concert, et un bon nombre de Vénézuéliens et d'Antillais. Il avait décidé de rester. Il était sûr de tenir sa chance.

A la fin du concert, quand le chef de l'orchestre l'a présenté à la foule, Pedro a redressé son corps filiforme et, de quelques coups de patte énergiques, il a fait chanter à sa guitare quelques notes rondes et puissantes. Paris était à ses pieds, Paris allait être conquise.

BRIGITTE DYAN.

Le vieux vélo

Mon vélo a disparu. Il a disparu de sa place habituelle, près des boîtes aux lettres, où j'avais pris l'habitude de le laisser chaque matin avant d'aller... prendre le métro.

Qu'il s'en encombrera ? Son pédalier est faussé, la roue arrière souffre de volage chronique et la rouille, du guidon au dernier des rayons, s'est installée sur son anatomie comme un terrain conquis.

Notre rencontre date d'un jour de printemps, il y a quelques années, dans une vente aux enchères où j'avais fait emplette de sa carcasse (mais non de son âme) moyennant quelques dizaines de francs. Compagnon endurant de ma période école, derrière Brice Lafonda, il fut de toutes les manifs, reprit tous les slogans : « Des vélos, pas d'autos », « Hic-hin-hin-er », grimpait-il en retour, approbait et un brin ironique.

Aussi à l'aise avec les Helléniques huppés de Saint-Germain qu'au fond des départementales périgourdines.

Las, nous évoluons. J'emmenageai à Montmartre et lui, se faisant vieux, se brouilla avec la configuration de mon nouveau quartier. Je l'entendais geindre, à chaque tour de roue,

en gravissant la rue du Mont-Cenis. Il me garda rancune de l'avoir trahi avec un vulgaire vélomoteur. Je le voyais bien, sous son porche de rélegation, se rouiller de rancœur.

Il trouva néanmoins, agonisant et poussé, la force d'un ultime combat contre la bête humaine. On décida en haut lieu qu'il dérangait les allées et venues des bipèdes. Notes au virito du syndic, regards acérés de la concierge : rien n'y fit. Ligué avec la Mobyette des voisins du sixième et le landau du jeune couple du second, il opposa une résistance non violente qui désarma toutes les hargnes.

Ce matin, la concierge est partagée : côté cour, d'insistantes imprécations contre les « vauriens », « surtout dans ce quartier, vous pensez ! ». Côté loge, j'en suis sûr, une secrète jubilation.

Je ne crois pas à un vaurien. Je crois qu'il a suivi la piste des éléphants d'Afrique : sentant sa fin prochaine, il est parti vers quelque climature de banlieue, où se couchent les vélos rouillés abandonnés par les écoles oubliées.

DANIEL SCHNEIDER.

Nuisances tziganes

A la sortie de la ville normande, à côté de l'ancien dépôt noirâtre du chemin de fer jouxtant la zone industrielle, il se dresse là, obédissant, érigé comme un défi permanent aux gens du voyage.

C'est un mur de 220 mètres de haut sur 120 mètres de long et 40 mètres de large. Il cloître de vieux « routards » qui ont quitté les Indes aux environs de l'an mil pour arriver en France au début du quinzième siècle : les tziganes.

C'est un mur qui rime avec horre, et ceux qui ont la mémoire des justes se souviennent qu'un peuple itinérant et mystérieux a presque entièrement disparu dans les camps nazis.

La scandale n'agit pas la petite cité patrie de confort, bien-pensant. Le doute, quant au bien-fondé de ce chef-d'œuvre de l'ancien, effleure à peine les édiles. Ils ont « fait du social » et sont fiers d'avoir résolu, selon leurs critères, le très technique problème de la gestion, du contrôle et du ramassage... des tziganes vivants.

Dans le camp, c'est lugubre. De hautes plaques de ciment gris enferment une allée centrale goudronnée. De part et d'autre, ont été dressés des emplacements en mauvais belvédère, impossible à nettoyer, et sur lequel les enfants se bécotaient. Cinq points d'eau sont branchés sur le périmètre, mais l'électricité n'est toujours pas installée. En hiver, sous peine d'amende, quarante caravanes s'entassent, là où le camp peut en recevoir la moitié. Des hommes libres, qui traditionnellement stationnaient par clan, les roulettes en cercle autour du feu, sont aujourd'hui contraints à s'allonger

rationnellement dans un parc, sous la houlette de la gendarmerie.

Tel qu'il est, méprisant et inhospitalier, le terrain entraîne la zizanie et invite au départ. Bien sûr, il n'est plus étincelant de propreté comme au jour de sa triste inauguration, mais comment se comporter en passant campé dans un enclos inspiré par le dédain ?

La notion de terrain vague elle-même, chargée d'un peu de liberté sinon de poésie, a disparu. Tout est programmé au sein d'un POS qui englobe la ZAC, la ZI et la ZUP. L'évolution de l'urbanisme se pose en terme de terrain à conquérir et à nommer. Malgré les tracasseries et les interdictions de stationner, les tziganes valent l'espace civil pour vivre et circuler. Maintenant, il n'y a plus le moindre intérêt pour niches.

Les Tziganes ne se plient pas aux bonnes mœurs occidentales. Exclue du paysage et des urbanités, ils sont nés. Selon une sensibilité, selon sa propre symbolique, on sera, ou non, scandalisé par le mur fait aux Tziganes. Avec un peu de chance, la colère nomade ou un soupçon de bon sens municipal enfin retrouvés mettront l'infamante clôture à terre. Mais le mur qui coince les crânes blancs, occidentaux et statiques, n'est pas prêt d'être abattu. Solidement construit sur des certitudes confortables, il ne s'offre pas à la lizarde du relativisme culturel, ni même à celle de la tolérance et du respect. Il est cimenté par le racisme ordinaire.

YVES-BRUNO CIVEL.

Le Monde DE L'EDUCATION

REVUE - JUILLET-AOÛT 1980 - 5 RUE DES ITALIENS - 75002 PARIS - CEX 03 10 - TEL. 5467223 - 105 F

LE PALMARES DES UNIVERSITES ET GRANDES ECOLES



CLASSES PRÉPARATOIRES
SOCIOLOGIE
PSYCHOLOGIE
LINGUISTIQUE
HISTOIRE
GÉOGRAPHIE
INFORMATIQUE
CHIMIE
ÉLECTRONIQUE
MÉCANIQUE

JOBS D'ÉTÉ: BIEN NEGOCIER SON CONTRAT
DES LIVRES D'ÉLÈVES LES MÉTIERS DU DESIGN
POUR LES VACANCES

TRAIT

GALERON

Quelques livres d'enfant illustrés par Henri Galaron : chez Émile Quist, le Kidnapping de la cajetière, de Kaye Saari ; Ça va pas d'importance, d'Alain Didi ; Moka, Moka, Moka et moi, d'Albert Cuatrecasas ; quatre chevaux dans une boîte, de David McNoll ; Toubi, de Nod, de John Goldthwaite, et Quand, de Galaron ; Chez Gallimard (« Étant-John Goldthwaite, et Quand, de Galaron ») : Voyage au pays des arbres, de Le Clézio ; Le Doigt magique, images ; de Roud Dahi ; la Pêche à la baleine, de Prévert ; Histoire naturelle, de Jules Benard, et (« Folle Benjamin ») : En cherchant la petite bête, de Jacques Charpentier.



Radio-4

minuit

Samuel Fuller

Les plus d'ou je viens

Cocotiers !

L'architecte

A VOIR

Une heure de bonheur

POESIE : SOLSTICE D'ETE
Lundi 28 juillet
A 2, 21 h 15

Des solistes de studio filmant ce solstice moult : de sa boîte magique, Marcel Julien fait surgir une poésie subtile, déguisée en chansons, en films, et même de « vrais » poètes. Jean Plaut dit Verlaine par surprise, au milieu d'un tourbillon d'images de Jules et Jim.

Qui savait que Guillermo Vilas était poète ? Ses vers sont écaillés de coups de raquette alanguis. Pas de rime, le poète aussi est poète. Et voici une façon de Roi-Soleil : Jean Le Poulain quitte un « Midl, roi des étés » quelques peu ressassé pour offrir Charles d'Orléans une surprise : « La révolte des boutons de braguette » de Jean Cocteau. Le Brasseur éter-

nel, celui des années 50, ouvre et clôt ce programme ponctué de Ferré du même cru, de Guy Béart nouveau, de Marc Ogeret. Jean Plaut réapparaît avec Sacha Guitry. Marcel Julien croque le feu de la réplique avec son ami et complice, l'historien Pierre Miquel ; cela donne « La réponse des cosques zapotèques au sultan de Constantinople » d'Apollinaire, et on ne s'ennuie pas. Marie-Christine Barraud s'envole avec Mac Orlan... A ce rythme, Marcel Julien nous offre vraiment la télévision pour le plaisir, et le plaisir, lui, c'est la poésie. Un mot qui, parait-il, fait peur, fait fur. Mais une heure d'antenne comme celle-ci, allégre, bon enfant, primésessière, a des chances de réconcilier le public avec le vrai du mot. — A. B.

Jeunesse de 1646

TELEFILM : AU FEU LE PREFET
Mardi 28 juillet
A 2, 20 h 30

En mai 1646, au collège des jésuites de La Flèche, un élève de rhétorique, Jean-François du Coudray, « fait le mur », accompagné d'un « petit ». Cette fugue sera à l'origine d'un affrontement sévère : pouvoir disciplinaire contre contestation et soit de liberté ; c'est le contrepoint des luttes politiques qui opposent dans le même temps Mazarin et les grands seigneurs frondeurs. Effervescence chez les bons Pères, choc des idées, escalade de la violence. L'émotion couve. Les élèves sont conquis, puis délivrés par les externes entrés par effraction. Le préfet de discipline, véritable responsable de la révolte (incarné par Jean-Marie Proulx), sera malmené et, à tra-

vers lui, l'ordre batoué, ridiculisé. Puis, avec l'intervention d'un élément inattendu, au service des Pères, la violence attendra son paroxysme et du Coudray sera la cible des balles. Cette histoire est vraie ; les événements ont réellement passé en 1646 au collège de La Flèche. On y a ajouté des éléments provenant d'autres révoltes dans d'autres collèges de jésuites du sud-ouest de la France. Ce film montre un aspect ignoré de la révolte d'une classe qui sera écrasée en 1708, mais, à travers les revendications idéalistes, la soif d'absolu et de liberté, l'intransigeance, le refus de la médiocrité et de la tartuferie de cette jeunesse, l'auteur suggère un curieux rapprochement avec celle d'un mois de mai plus proche.

Un film de William Klein

DOCUMENT : HOLLYWOOD-CALIFORNIA
Mardi 28 juillet
A 2, 22 h 15

William Klein, le peintre (il a travaillé avec Fernand Léger), le photographe révolutionnaire de New-York, Rome, Moscou, Tokyo, le dessinateur subversif de Vogue, s'est emparé du cinéma. On se souvient de Polty Magoo et de Couple modèle, ses deux longs métrages. Mais son premier court métrage, les Lumière de Broadway, avait sans doute été le premier film « pop ». Le voici revenu au centre festueux

et mythique du cinéma : Hollywood. Des starlettes sans avenir, des producteurs de second plan, un patron de studios au sommeil, les lauréates du prix annuel de Play-Boy... La reine du porno est interviewée dans une danse lascive ; un producteur répond au téléphone, à l'interphone, donne des ordres sans interrompre le dialogue avec le cinéaste. Montage brillant, enlevé : le mouvement des charmes, des danses, de la musique est relayé par de vastes travellings le long des rues et des allées des studios. — A. B.

Une île écologique

DOCUMENTAIRE : LANZAROTE
Jeudi 31 juillet
TF 1, 19 h 10

« Lanzarote ? Connais pas. » « Dieu merci ! », dit le poète Manrique, natif de cette île de l'archipel des Canaries et bien décidé à la protéger des promoteurs et des touristes. Ce territoire, ravagé au dix-huitième siècle et au dix-neuvième siècle par les éruptions volcaniques, a été dompté et mis en valeur par l'acharnement des hommes. Les quarante mille habitants de

Lanzarote sont devenus la démonstration vivante d'une écologie bien comprise depuis que Manrique s'est découvert. Il y a dix ans, une véritable vocation à l'écologie s'est découverte. Avec Alfonso Tolosa, jeune père de famille qui, au volant de son vieux camion, fait des commodes aux quatre coins de l'île, on découvre un univers de gens simples, une réalité où le mot écologie a une signification profonde.

Le savant fou d'Auschwitz

LE NOUVEAU VENDREDI : LA CHASSE AU DOCTEUR MENGELE
Vendredi 1^{er} août
FR 3, 20 h 30

« Il était extrêmement beau et élégant, on aurait dit une star de cinéma », nous rappelle Rudolf Valentino. Mais c'est l'homme le plus cruel que la terre ait porté. Ce portrait du docteur Mengele est tracé par Margaret Englander, rescapée d'Auschwitz, et dont la fille est morte au camp. Le « dauphin de Hitler », le « tueur n° 1 d'Auschwitz », le « savant fou » qui utilisait les enfants juifs, les femmes enceintes, les gitanes pour ses expériences eugénistes, était, au dire de Wilhelm Sasena, son ami et ancien SS, « un homme intellectuellement brillant, bon philosophe, grand historien », bien sûr, grand médecin. Ce fils de riches industriels est resté jusqu'en

1948 à Gunzburg, et l'usine familiale a continué à faire vivre l'économie de la région. Les menaces contre les anciens nazis vont faire fuir à Buenos-Aires, mais, en 1958, « le docteur Mengele » commence. Traqué par les services secrets israéliens, dénoncé par Eichman, il réussit à obtenir, en 1962, la nationalité paraguayenne, grâce à l'appui du président Stroessner. En 1964, la prime promise pour sa capture par le gouvernement allemand s'élève à 50 000 marks. Les demandes d'extradition redoublent d'insistance de l'ambassade d'Allemagne demeurent vaines. On ne sait où il se cache ni qui le protège. En 1980, une commission sénatoriale américaine a demandé au gouvernement paraguayen l'extradition de Mengele. Il n'a pas été extradé, mais, désormais, il est privé de tous ses papiers.

Lundi 28 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 15 Jeune pratique. Les nouveaux permis moto.
- 12 h 30 Jeu : Avis de recherche.
- 13 h Journal.
- 14 h 30 Série : Les héritiers.
- 14 h 50 Sports : Huscacran. Record du saut en delta-plane du Huscacran au Pérou.
- 14 h 50 Dessin animé.
- 15 h Wickie le Viking.
- 15 h 25 Croque vacances. Dessin animé : 15 h. 30. Bricolage : un cerf-volant « canard » (et à 15 h. 45) ; 16 h. 30. L'idole de la lapin ; 15 h. 30. Variétés ; 15 h. 45. Infos-magazine ; 15 h. 45. Dessin animé.
- 16 h Documentaire : Lettres d'un bout du monde. Voyage au Japon. Par J.-E. Jeannesson. Première émission : Les sept esprits d'un picodon. Une grande entreprise au Japon.
- 17 h Jeux olympiques d'été à Moscou. Pionneer : cyclisme.
- 18 h Court métrage : L'horloge parlante.
- 18 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Caméra au poing. Pour une tartine de miel.
- 20 h Journal.

- 20 h 35 Cinéma : « Le Rooster de Miss Huxson ». Film français de J. Boyer (1958), avec Bourvil, G. Deryn, J. Pagnol, M. Pécary, G. Bouchon, E. Viallet, J. Dumot, G. Renner, G. Carton. (N.)
- 21 h 50 Documentaire : Grande-mère. Série de J. Frappat : Emilia Libov. A l'occasion du tournage du film de René Allio, Mai, Pierre Rivière, René Faret avait fait la connaissance d'Emilia Libov, qui découvrait, avec passion, à côté de sa cuisine, le métier d'actrice. Elle se raconte ici.
- 22 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 12 h Sports : Jeux olympiques. Cyclisme : course contre la montre (en direct de Moscou).
- 13 h Journal.
- 14 h Aujourd'hui madame. Des auteurs face à leurs lectrices.
- 15 h 5 Feuilleton : Switch.
- 15 h 55 Sports : Jeux olympiques. Athlétisme (en direct de Moscou).
- 16 h 45 Variétés : Maman, si tu me voyais ! Avec Al Jarron, Esther Gelfi, Louis Chedid.
- 20 h Journal. Avec une édition spéciale sur l'Afghanistan.

- 20 h 50 Variétés : Le Moulin-Rouge reçoit L'UNICEF. Avec Village People, Amanda Lear, Jatro, Sacha Distel, Dalida, le french-connection de Monique-Roy, Charles Amato, Georges Chabrie, Jean-Claude Braly, Jerry Lewis, Ginger Rogers.
- 21 h 55 Poésie : Solstice d'été. Vagabondage, de M. Julien. (Lire notre sélection.)
- 22 h 50 Sports : Jeux olympiques. Résumé de la journée.
- 23 h 45 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 40 Pour les jeunes. Carroyage : Hebd-joune.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 30 Cinéma public (cycle Angélique) : « Indomptable Angélique ». Film français de B. Boretto (1987), avec M. Merlier, E. Hossain, C. Rodin, R. Pignat, E. Dietrich, E. Mami. (Rediffusion.)
- 21 h 50 Sports : Jeux olympiques. À la recherche de Jeffrey de Payne, Angélique, embarquée sur une galère en Méditerranée, est enlevée par un corsaire, qui veut la voler, et vendue comme esclave au marié de Clémence.
- 22 h 50 Journal.

Mardi 29 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 15 Jeune pratique. Le reggae.
- 12 h 30 Jeu : Avis de recherche.
- 13 h Journal.
- 14 h 30 Série : Les héritiers.
- 14 h 50 Sports : Huscacran. Dessin animé : 15 h. 30. Bricolage : un cerf-volant « canard » (et à 15 h. 45) ; 16 h. 30. L'idole de la lapin ; 15 h. 30. Variétés ; 15 h. 45. Infos-magazine ; 15 h. 45. Dessin animé.
- 16 h Documentaire : Lettres d'un bout du monde. Voyage au Japon. J.-E. Jeannesson. Deuxième émission : La femme était le soleil. Sur le rôle et la place de la femme dans la société japonaise.
- 17 h Jeux olympiques d'été à Moscou. Bricolage : cyclisme.
- 18 h Court métrage : L'horloge parlante.
- 18 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Caméra au poing. Pour une tartine de miel.
- 20 h Journal.

- 22 h 5 Musiciens du soir.
- 22 h 35 Jeux olympiques d'été à Moscou. Résumé filmé de la journée.
- 23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Ah ! quelle famille ! Bon volage.
- 14 h Aujourd'hui madame. Le mensonge.
- 15 h 5 Feuilleton : Switch. Est pris qui croyait prendre.
- 16 h 45 Variétés : Spécial Catherine Lara.
- 17 h 25 Cinéma : « La Taverne de New Orleans ». Film américain de W. Marshall (1950), avec E. Flynn, M. Fredo, V. Price, A. Morrison, V. France, J. O'Grady, E. Manson. (N.)
- 18 h 50 à la Nouvelle-Orléans, un capitaine de bateau et une orléane (qui) s'installent dans une taverne, chacun de son côté, une vengeance contre un riche amoureux.
- 19 h Récit A 2. Le fantôme de l'espace ; Mile Rose et Charlemagne ; Le panthère rose ; Sébastien et Diabolo ; La panthère rose ; Sébastien et Diabolo ; La panthère rose.
- 19 h 30 C'est la vie. (Lire notre article page IX.)
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 45 Variétés.
- 20 h Journal.

- 20 h 35 Les dossiers de l'écran : « Du feu dans le ciel ». Téléfilm de J. Jameson ; réal. F. Oatland. Avec R. Cornejo, E. Ashley, D. Dulce. Une catastrophe sans précédent menace l'Atlantique : une comète se dirige vers la Terre. Le gouvernement américain ordonne de garder l'information secrète afin d'éviter la panique.
- 22 h Dédit : Les dangers venus de l'espace. Avec M. G. Israël, physicien ; J. Audouze, directeur de l'Institut d'astrophysique de G.N.R.S. ; A. Vidal-Madjar, maître de recherches au C.N.R.S. ; P. Lema, astrophysicien ; J. Delmas, professeur au Collège de France ; D. Malin, de l'Université de Liège.
- 23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 40 Pour les jeunes. Les six perches : la chaîne alimentaire ; Les comètes du temps de l'été.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 30 Cinéma pour tous : « La Brigade des cow-boys ». Film américain de W. Hale (1988), avec J. Chan, M. Sarasin, E. Scott, D. Stroud, P. Seltzer, M. Burns, M. Viscusi, E. Ford. (Rediffusion.)
- 21 h 50 Sports : Jeux olympiques. À la recherche de Jeffrey de Payne, Angélique, embarquée sur une galère en Méditerranée, est enlevée par un corsaire, qui veut la voler, et vendue comme esclave au marié de Clémence.
- 22 h 50 Journal.

Mercredi 30 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 15 Jeune pratique. Le reggae.
- 12 h 30 Jeu : Avis de recherche.
- 13 h Journal.
- 14 h 30 Série : Les héritiers.
- 14 h 50 Sports : Huscacran. Dessin animé : 15 h. 30. Bricolage : un cerf-volant « canard » (et à 15 h. 45) ; 16 h. 30. L'idole de la lapin ; 15 h. 30. Variétés ; 15 h. 45. Infos-magazine ; 15 h. 45. Dessin animé.
- 16 h Documentaire : Lettres d'un bout du monde. Voyage au Japon. Par J.-E. Jeannesson. Troisième émission : une honorable partie de « go ». Comment le Japon est devenu une des plus grandes puissances économiques.
- 17 h Jeux olympiques d'été à Moscou. Épreuves du saut à la perche.
- 18 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Caméra au poing. Sur des terres sacrées.
- 19 h 55 Tirage du Loto.
- 20 h Journal.

- 20 h 35 Série : Les Incorrigibles. Réalisation A. Laker, avec F. Tilmont, G. Segal, E. Marconi, A. Medina, G. Ostland.
- 21 h 30 C'est l'appel à l'Empire. Série de sept émissions de Michel Drach. La France africaine. L'histoire de la colonisation, depuis le traité de Berlin, en 1885, jusqu'à la constitution des deux grands empires : l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française.
- 22 h 30 Jeux olympiques d'été à Moscou. Basket, finale dames, finale messieurs.
- 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Ah ! quelle famille ! L'ami de la famille.
- 14 h Les nouvelles d'aujourd'hui madame. Chansons et sourires.
- 15 h 5 Feuilleton : Switch. La vengeance.
- 16 h 45 Sports : Jeux olympiques. Athlétisme, en direct de Moscou.
- 20 h Journal.

- 20 h 30 Téléfilm : Au feu le préfet. De P. Miquel et A. Bondet. (Lire notre sélection.)
- 22 h 5 Document : Hollywood-California. (Lire notre sélection.)
- 23 h 5 Sports : Jeux olympiques. Résumé de la journée.
- 23 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 40 Pour les jeunes. Les six perches : la progestation des perches ; Carroyage.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 30 Cinéma : « La Guerre des bottleggers ». Film américain de R. Quine (1970), avec P. MacCann, A. Alda, E. Widmark, M. Johnson, W. Cote, J. Williams, S. Zemon. L'histoire de la prohibition, au agent fédéral l'assure la concurrence d'une friperie et d'un tueur pour s'emparer de 500 litres de whisky distillé clandestinement par un jeune agriculteur.
- 22 h 50 Journal.

Jeudi 31 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 15 Jeune pratique. Le tabac.
- 12 h 30 Jeu : Avis de recherche.
- 13 h Journal.
- 14 h 30 Série : Les héritiers.
- 14 h 50 Sports : Huscacran. Dessin animé : 15 h. 30. Bricolage : un cerf-volant « canard » (et à 15 h. 45) ; 16 h. 30. L'idole de la lapin ; 15 h. 30. Variétés ; 15 h. 45. Infos-magazine ; 15 h. 45. Dessin animé.
- 16 h Documentaire : Regards sur le monde. Lanzarote. (Lire notre sélection.)
- 17 h Jeux olympiques d'été à Moscou. Athlétisme.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Dramatique : « Le Chien des Baskerville ». D'après le roman de Sir Arthur Conan Doyle ; adaptation J. Macmillan. Mise en scène R. Châtelet. Réal. G. Polges ; avec A. Haber, G. Alary, J.-P. Gernès. Un exceptionnel policier et la limite du fantastique et de l'épouvante.

- 22 h 30 Des courts métrages racontés. Le Chant du styrène, d'A. Benoit (1988) ; Van Gogh, d'A. Benoit (1988).
- 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Ah ! quelle famille ! La belle époque.
- 14 h Aujourd'hui madame. La police.
- 15 h 5 Feuilleton : Switch. Quel est l'histoire David Ross.
- 16 h 45 L'invité du jeudi : Yves Simon.
- 17 h 20 Variétés : Ray Charles à Montreux.
- 18 h Récit A 2. Le fantôme de l'espace ; Félix le chat ; Sébastien et Diabolo ; La panthère rose.
- 19 h 30 C'est la vie.
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 45 Variétés.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma : « Les Fous du stade ». Film français de C. Beldi (1972), avec J. Chavrier, P. Fobols, M. Kelly, G. Croes, J. Sallier, P. Gilla, P. Oudin. Quatre personnes font du camping dans un village de Provence, où passe un athlète allemand porteur de la flamme olympique. Ils vont organiser, d'une manière farfelue, la cérémonie, puis participer aux Jeux olympiques.

- 22 h 50 Les grandes écoles. L'histoire des spectacles.
- 23 h Sports : Jeux olympiques. Résumé de la journée.
- 23 h 45 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 40 Pour les jeunes. Le lac aux perches : le printemps ; Enfants de France : deux enfants du Pays basque.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 30 Cinéma (cycle comédies italiennes) : « Anna de Brooklyn ». Film italien de G. Lestrade (1977), avec G. Lollobrigida, V. de Sica, A. Razzari, D. Robinson, P. de Filippo, C. Mancini, M. Girotti, G. Falucci. Une Italienne des Abruzzes, envoyée aux États-Unis, revient dans son village natal, venue d'un riche industriel américain. Très notables rivalisant pour l'épouser, mais elle est amoureuse du beau forgeron qui le déçoit.
- 22 h 50 Journal.

LA BAGAGERIE®

PROMOTION

2 VALISES
une grande et une petite

795 F

la valise
55 cm **395 F** • 65 cm **495 F**
70 cm **550 F** • 75 cm **595 F**

Paris : 13, rue Tronchet • 41, rue du Faubourg
74, rue de Passy • Tour Maine-Montparnasse
Lyon : La Part-Dieu

Envoi : contre remboursement 13, rue Tronchet - 75008 Paris.

MODERNITÉ

Profession : renifleur social

Gérard H. Rabinovitch fait partie de ces chercheurs « nouvelle vague » qui essaient de déceler les mutations. A la croisée de trois domaines : la vie quotidienne, la production des idées, la technologie.

DOMINIQUE BOUCHET

GÉRARD H. RABINOVITCH travaille au sein du Centre d'études des modes de vie (C.E.M.V.) depuis sa constitution, il y a deux ans. Le C.E.M.V. regroupe une dizaine de chercheurs, technologues, architectes, ingénieurs, sociologues, philosophes, qui mettent en commun leur savoir et leur savoir-faire pour réfléchir sur la mutation de civilisation. Gérard H. Rabinovitch est, en outre, chargé de cours à l'Institut d'urbanisme de l'université de Vincennes et chargé de recherche pour la D.G.R.S.T. (Délegation générale à la recherche scientifique et technique). Il se présente lui-même comme un « renifleur social ».

« Qu'est-ce qu'un renifleur social ? — Un renifleur social est quelqu'un qui part en éclaireur dans le quotidien. Il y fait de la prospective, dans le sens où il en déduit des lignes de devenir.

Il se trouve à la croisée de trois domaines : la vie quotidienne, la production des idées et la technologie. Et il voyage. Il est capteur des souches d'innovation de ces trois grands champs et il fait leur synergie. Par sa capacité de balayage, il crée des configurations. Il dit : ce qui se passe là dans tel domaine de la quotidienneté, des incidences, ou se trouve en interaction, avec ce qui se dit là dans le domaine des idées. Et l'ensemble est en corrélation avec ce qui se passe au niveau de la technologie. Il produit, à partir de cette position privilégiée, des récits. Il fonctionne avec tout ce qui est dans la modernité. Il s'y fait plaisir et il en est l'analyste. Disons que son savoir-faire est une grande absence de préjugés et une grande capacité d'observation. C'est à la fois une sublimation du voyageurisme et un état mental qui suspend les frontières et les distinctions.

« Et cet « état mental » trouve preneur ? Plus précisément, à quel attribut vous le fait que cette démarche intéresse ceux qui ont le pouvoir de financer ce travail ?

« Ces mutations s'effectuent de toute façon. Et les gens qui sont les décideurs le sentent bien. Mais ce n'est pas parce qu'ils ont des capacités, ou un pouvoir, ou un savoir-faire de décideurs, qu'ils sont pour autant capables de flairer, de percevoir ces mutations. Ils savent qu'ils doivent les gérer, mais ils ne savent pas de quoi il s'agit.

« Il y a dix ans, tous les jeunes chercheurs marxistes travaillaient pour les ministères. On ne demandait même presque que des marxistes. Parce qu'étaient les seuls qui étaient producteurs de sens. Ce fut la période d'apogée, d'une certaine façon, de la pensée marxiste.

« Il n'y a plus cette demande maintenant. C'est fini. Un mot de Giscard dit : « Être capable de gérer l'imprévisible ». Les décideurs intègrent qu'il y a de l'imprévisible. Au lieu d'essayer de le contrôler, ils essaient de le gérer. Et, pour le gérer, il faut en savoir quelque chose. Il n'y a plus la mégalomanie de vouloir contrôler le futur.

« Le renifleur social serait-il alors un informateur de type nouveau pour un pouvoir lui-même en pleine mutation ?

« Peut-être. Ce sont bien les ministères, les grandes entreprises, les collectivités locales qui sont les commanditaires de son travail. Plutôt qu'informateur, il faudrait dire conteur spéculatif sur le devenir de vie des gens, sur les mutations décelées dans la galaxie des activités humaines : indiques, intellectuelles, culturelles, technologiques. Il n'est pas quelqu'un qui va dire aux gens : voilà ce qu'il vous faut. Il est quelqu'un qui va dire : voilà où et comment semblent s'opérer les mutations.

— On nous annonce que les années 1980 seront « technologiques et gaies ». Est-ce que c'est bien ce que repère le renifleur social ? Quelles souches de mutations voit-il dans le quotidien d'aujourd'hui ?

« Il suppose ceci : tout le monde parle de la mutation technologique. Il y a, en effet, mutation technologique. Dix mille revues traitent de cela. Mais la mutation de civilisation n'est pas que technologique. Elle est aussi bien de la vie quotidienne, avec les incidences que cela peut avoir sur l'accélération ou la limitation de la mutation technologique. De même sur la mutation de la pensée, du mode de réflexion. La mutation en cours n'est pas seulement la mise en place de nouvelles technologies, l'électronique en particulier. Mais c'est que, par exemple, les gens vivent différemment au niveau de leur corps. Il y a une nouvelle façon de se bouger. Les indices ne manquent pas. Prenons les nouveaux sports, deltaplane, surf, windsurf, skateboard, roller. Ils ont des caractéristiques communes. Quel est leur attrait ?

« Peut-être est-ce qu'il ne s'agit plus de fonctionner dans un système de levier, de production par soi-même d'énergie, comme c'est le cas pour un coureur, un sauteur ou un lanceur. Là, le corps se met sur un faisceau énergétique. Le jeu consiste à tenir en équilibre sur ce faisceau. Jusqu'aux limites. Le corps n'est plus lui-même le propulseur. Le propulseur devient extérieur à l'activité sportive. Ce sera la pente, la vague, le vent.

L'ondulatoire

« Il y a des choses semblables dans la danse. Les nouvelles danses, jerk, salsa, reggae, béguine, ont en commun qu'elles animent les corps sur eux-mêmes. L'essentiel n'est pas qu'elles seraient libérées d'un pas spécifique ou du couplage avec un partenaire, mais qu'elles recomposent une autre gestuelle. Dans une mobilité qui n'est plus mécanique et rigide, mais ondulatoire, à faible amplitude, faisant jouer doucement les articulations sur elles-mêmes.

« On trouve des éléments analogues dans les nouvelles gymnastiques récréatives. Elles ne font plus appel à la « macro-gestuelle », amplifiée par le système de poids, de poulies, de leviers, mais, au contraire, au micro-musculaire, à la contraction du muscle sur lui-même ou à la préhension d'objets spécifiques.

« Cet ensemble désigne une mutation importante au niveau kinésique. L'ondulatoire à faible amplitude se substitue graduellement au mécanisme de forte pesanteur et à l'envergure des gestes.

« Une mutation est en cours aussi au niveau du sensoriel. Le toucher, par exemple. Dans la pédagogie Montessori, on voit apparaître des systèmes de discrimination et d'apprentissage du discriminant par le tactile.

« La plupart des objets du quotidien, que ce soient la chaîne hi-fi, la télévision, l'interphone électrique, ne fonctionnent plus par le système antérieur de la rotation d'un bouton-volant mais par une mécanique du poussoir. Cette évolution s'accroît. Le prochain système sera synoptique. Il s'agira simplement de mettre en contact. Comme deux cellules nerveuses.

« L'œil, lui aussi, s'expérimente dans le quotidien et gagne en capacité de discrimination. Je pense à un phénomène très banal, en cinéma en v.o. L'œil doit lire deux informations, l'image et le sous-titre. Simultanément. Il y a là une expérimentation quotidienne, non réfléchie, un apprentissage de toute une population à exercer son regard de telle façon qu'il puisse discriminer deux réseaux d'informations.

« Ce sont des exemples de micromodifications. Il y a une

incidence parce que cela veut dire : feu vert pour l'invention de machines qui s'adresseront à des gens capables de plus grandes discriminations aussi bien auditives que visuelles et que tactiles. Ces machines, pour être bien accueillies, devront tenir compte de ce nouveau corps « cool ». Elles posséderont déjà leurs médiateurs, leurs inducteurs. Ce sont les jeux électroniques. Dans le ludique, elles



MARTIN VEYRON

entraînent les joueurs à un nouveau type de contact avec la machine. Bowling, Allen ou Basket-Ball sont particulièrement fascinants. Ici on commande le déplacement dans l'espace par simple rotation d'une boule à l'aide de la paume de la main. Peut-être verra-t-on apparaître, demain, dans les automobiles, à la place du volant actuel, une commande directionnelle dérivée de ces jeux.

« En même temps, il faut prendre en considération les sens de tolérance. Une technologie qui efface le plaisir a peu de chance de prendre. Ou encore, des plaisirs fortement investis ralentissent la diffusion sociale de nouvelles technologies. Je pense aux journaux. Tant que les gens ne sentent pas leur journal dans le miroir aux toilettes ou ailleurs, parce que la fonction d'un journal n'est pas seulement d'information mais aussi de plaisir — c'est l'endroit où on le lit, comment on le lit, quelle sorte de temps il remplit — il n'y aura pas de place pour la seule information télématique sur écran vidéo. Il y aura les deux.

Venir du futur

« Vous parlez tout à l'heure de mutation dans la production des idées et des théories.

« C'est le fait que tous les grands modèles de la pensée occidentale tombent en désuétude. En gros, tout ce qui a fait la pertinence des modes de description — la notion de réel, la notion de figure, la notion d'expérience, les genres de temporalité, passé-présent-futur — est en train de basculer. Mais, en même temps, cela ne peut se faire qu'à partir de ces notions elles-mêmes. Par exemple, on nous raconte aujourd'hui qu'il y a des mouvements de particules qui vont du futur vers le passé. Ce n'est pas tant qu'il y ait vraiment des particules qui fassent cette remontée du temps, mais c'est qu'on est obligé de décrire, avec le mode de descrip-

tion temporel employé jusqu'à maintenant, des mouvements qui lui échappent. Sinon on ne peut pas communiquer. Donc, dans un premier temps, on élabore un paradigme : venir du futur. Dans un deuxième temps, on sera obligé d'inventer de nouvelles façons d'énoncer la temporalité.

Le phénomène est analogue pour les modes de description de la réalité. Aussi bien chez les psychologues tels ceux du Mental Research Institute de Palo-Alto aux Etats-Unis (1), qu'en physique fondamentale. Voir le livre de d'Espagnat (2). La notion de réel éclate. En épistémologie aussi. Je pense au Contre la méthode, de Feyerabend (3).

« C'est la fin des grands systèmes. On ne va plus penser avec des systèmes totalisateurs. On pense avec des fragments. Peut-être cela a-t-il commencé quand les physiciens ont dit : « Pour décrire la lumière, nous avons une théorie, celle des particules. Et nous en avons une autre, la théorie ondulatoire ». Et ils ont accepté de fonctionner tous les deux. C'était affreux qu'il ne pouvait pas y avoir un seul grand système d'énonciation valable pour un

ETATS-UNIS

Le bureau du futur

Le bureau du futur : réseau et terminaux. Xerox, parmi d'autres, s'apprête à affronter la concurrence pour des marchés juteux.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

LEGMATIQUE, les dents serrées sur le tuyau de sa pipe, Martin Kay donne des ordres à la machine avec un rien d'ennui distingué. Sur l'écran de contrôle de télérédaction apparaît un texte au contenu banal. Martin Kay effleure une nouvelle fois les touches du terminal, et les lettres, en italique, s'impriment en caractères gras. La démonstration tourne bientôt au jeu car, aidé de son sélecteur, il peut, en quelques secondes, bouleverser ou modifier le texte : supprimer un mot, en rajouter un autre, souligner une phrase, faire des paragraphes supplémentaires, réduire le texte, changer sa présentation, l'agencer d'un graphique, ou en faire une copie.

Changement de décor. Voici qu'apparaît le rappel des messages adressés à Martin Kay depuis le début de la matinée. Vent-il commettre le contenu de l'un d'eux ? Il appuie sur une touche et aussitôt le texte s'inscrit sur l'écran. Libre à lui, ensuite, de l'archiver ou, au contraire, de le mettre au panier en fonction de son contenu.

Création, modification, émission, réception, impression, dessin ou stockage des documents, le système Alto que Xerox a mis au point dans son laboratoire californien de Palo-Alto peut tout, ou presque tout. Né du mariage subtil de l'informatique, de l'électronique et des télécommunications, cet outil encore expérimental — qui rodent en Suède, aux Etats-Unis et bientôt en Grande-Bretagne, quelques privilégiés — préfigure ce que sera peut-être un jour le bureau du futur. Un bureau multifonctions, plus « intelligent », mieux adapté, et libéré, entre autres des tâches contraignantes et répétitives. Le bureau perdu à accomplir certaines de ces opérations, sans grand intérêt pour celui qui les fait, ne se compte plus, et coûte de plus en plus cher aux entreprises.

A coups de milliards de dollars, les grands de l'informatique, comme I.B.M., de la reprographie, comme Xerox, de l'industrie pétrolière, comme Exxon, investissent et multiplient les expériences pour la conquête de ce marché, dont les pouvoirs publics français espèrent que nos industries prendront une part. Le pourcentage des face à ces géants nullement prêts à partager ce gâteau, se monte à plusieurs milliards de dollars pour les seuls Etats-Unis ? Qu'importe, l'heure n'est pas encore aux comptes et, pour tous ceux-là, le bureau, au sens traditionnel du terme, doit être remplacé. Il a vécu victime de son gigantisme, de son inadaptation aux conditions présentes et de son manque de rentabilité.

Papierasserie

Gigantisme dans la mesure où, comme le note Paul Strassmann de la Xerox, l'essentiel de la main-d'œuvre américaine est aujourd'hui constitué de travailleurs de l'information, c'est-à-dire de comptables, de juristes, de fonctionnaires, de secrétaires, de documentalistes, etc. La France ne fait d'ailleurs pas exception à cette règle, elle dont les « travailleurs du savoir » (ensemble des catégories de personnel participant au traitement de l'information) représentent la moitié de la population active. Inadaptation, car le bureau traditionnel est étouffé par le poids écrasant de la papierasserie, et son manque de rentabilité entraîne une augmentation régulière des coûts de ce secteur.

Du fait de la rapide croissance de l'usage, combiné à l'information, des technologies de mémorisation (machines à dictionnaire, micro-fiches, micro-films), de communications (audiovisuel, télécommunications), de collecte et de restitution de l'information (machines à écrire, fac-similé, photocopieurs), le bureau traditionnel est donc appelé à de pro-

fonds changements. Ainsi, l'amélioration de la circulation de l'information touchera l'ensemble des activités du secteur tertiaire, les parties administratives des secteurs primaire et secondaire, notamment les cadres et les personnels des secrétariats qui seront alors disponibles pour des tâches moins ingrates et plus enrichissantes. Du moins, les promoteurs du bureau du futur le prétendent-ils.

Schématiquement, le bureau du futur sera avant tout un réseau et des terminaux. Un réseau pour permettre au sein de l'entreprise l'échange d'informations en reliant entre eux les hommes et, par conséquent, les terminaux par l'intermédiaire desquels ils pourront dialoguer et en transmettant ces informations sous des formes diverses (caractères, images...) entre les hommes et entre les machines. De tels réseaux sont déjà en cours d'expérimentation, comme Ethernut, développé par Xerox, permettent, grâce à un câble co-axial à haut débit, aux personnels de l'entreprise de se joindre. C'est une première étape qui, à terme, donnera lieu vraisemblablement à l'interconnexion de tels systèmes par des réseaux spécialisés, relayés ou par satellites. Les projets ne manquent pas.

Moins d'emplois ?

Alors, le bureau du futur, révolution ? Non, plutôt une évolution et davantage un phénomène sociologique que technologique. Si chacun s'accorde à reconnaître à la bureautique telle qu'elle nous est présentée, une meilleure productivité, une coordination améliorée dans les secrétariats, une amélioration des conditions de fonctionnement des services, un plus grand intérêt du travail, quelques-uns se demandent si sa mise en place n'entraînera pas une réduction importante d'emplois dans certaines catégories de personnels administratifs. Pour le moment les réponses à ces questions ne sont pas encore très claires, pas plus d'ailleurs que celles concernant les types de matériels qu'il faudra mettre en place.

C'est peut-être la raison pour laquelle David Kearns, le numéro deux de Xerox, est en retrait par rapport à l'enthousiasme de ses chercheurs. « La reprographie, dit-il, restera notre priorité pour les années 80 et peut-être même 90, et la source principale de nos revenus et de nos profits. L'automatisation du travail des cols blancs ne se fera que lentement, car les mentalités sont difficiles à modifier, et les changements ne feront départir par conséquent, et à ce stade, « Une opinion que beaucoup d'autres partagent. « Il semble que l'on n'assistera pas avant 1990, disent-ils, à l'apparition de systèmes intégrés, apportant une solution globale à toute l'activité d'un type de bureau. En effet, on peut s'attendre à un effet assésif, dès le stade précédent, des équipements ponctuels, sur les rôles des employés et par voie de conséquence sur l'organisation des entreprises, et il faudra que les uns et les autres s'y fassent. »

Une raison supplémentaire, pour David Kearns, de ne pas paraître car, affirme-t-il, « le bureau du futur est, avec l'énergie, le meilleur marché de l'avenir ». Ainsi, en attendant, chacun s'efforce de combler ses insuffisances et de nouer des alliances pour être prêt le jour venu à affronter la concurrence.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.
Génère : Jacques Savat, directeur de la publication, Jacques Savat.
Imprimé : « Monde », 5, r. des Italiens, PARIS-IX.
Reproduction interdite de tous articles, sous accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 8747.



L'éclair de juillet des Trois Glorieuses

Les grandes journées des 27, 28 et 29 juillet qui renversèrent Charles X. Une époque glorieuse. Elle est aussi un des plus forts symboles de la France contemporaine.

MURIEL MATHIAS

DÉCOUVERTE

Roman Jakobson de la peinture à la linguistique

Roman Jakobson, le plus grand linguiste de ce temps, raconte comment la découverte de la linguistique structurale a été liée à la naissance de la peinture abstraite.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

« C'EST VIF, la voix assurée, l'esprit alerte et la répartie prompte : tous ceux qui, récemment, ont eu l'occasion d'entendre Roman Jakobson parler en public n'ont pas manqué d'être frappés par sa jeunesse et sa vivacité. Pourtant Jakobson — le plus grand linguiste du vingtième siècle après Ferdinand de Saussure, et le dernier représentant d'une génération de chercheurs qui ont bouleversé les sciences humaines — a quatre-vingt-quatre ans cette année. Et il n'a rien perdu de son bel appétit pour la vie ! »

Né à Moscou en 1896, élevé parmi les peintres et les poètes, il fut l'ami, entre autres, de Malevitch, Khlebnikov, Mandelstam, Malakovski. Après avoir fondé, en 1915, le Cercle linguistique de Moscou, il partit pour Prague en 1920. Alors s'ouvrit pour lui une longue période d'errance : quittant la Tchécoslovaquie, il gagna le Danemark, puis la Suède, la Norvège et finalement les États-Unis, où il enseigna successivement à New-York, Columbia et Harvard, sans jamais perdre le contact ni avec l'Europe ni avec des recherches qui s'élaboraient

apparemment fort loin des siennes. Nomade de la pensée, Jakobson a toujours voulu rompre les barrières séparant les diverses sciences humaines. Pour lui, la linguistique, l'ethnologie et la psychanalyse ne sont que des approches complémentaires et souvent parallèles d'une même réalité complexe : le phénomène humain. D'une discipline à l'autre, des structures analogues peuvent être mises au jour, à l'aide de méthodes qui se ressemblent étrangement. Bref, Jakobson peut passer à bon droit pour un pionnier du structuralisme — comme ses amis plus jeunes, Claude Lévi-Strauss et Jacques Lacan.

Tout cela, des livres déjà anciens comme les *Essais de linguistique générale* (1) le montrent bien. Ce que l'on connaît moins, en revanche, c'est la genèse du processus par lequel le célèbre linguiste est parvenu à définir les règles de la méthode structurale, à isoler l'aspect formel de la langue et à considérer les ensembles culturels comme des sortes de langages. On soupçonnait le lien entre une telle découverte et la naissance de la peinture abstraite, dans l'avant-

garde russe des années précédant immédiatement la révolution ; mais le voici clairement mis au jour dans ces *Dialogues* que Jakobson vient d'avoir avec Krystina Pomorska (2) et où, pour la première fois, le savant s'abandonne, en toute franchise, aux plaisirs et aux jeux de la mémoire.

La tradition

Rien d'excessivement anecdotique, au demeurant, dans ces souvenirs ; aucune trace de complaisance, pas de vanité d'auteur. La qualité de ces textes tient à l'éclairage nouveau qu'ils jettent sur la théorie elle-même. Tantôt, Jakobson est amené à reformuler ses propres conceptions, à les préciser ; tantôt, au fil de la conversation, il découvre des liens nouveaux entre des idées anciennes. Les amateurs de linguistique apprécieront cette lecture, d'un autre ouvrage de Jakobson, plus technique celui-ci, qui sort simultanément aux éditions de Minuit : la *Charpente phonique du langage* (3).

Évoquant les rapports de l'avant-garde russe avec la lin-

guistique naissante, Roman Jakobson nous a dit : « Le caractère convergent expérimental de la peinture russe — et internationale — du début du siècle a permis de mettre en évidence les éléments constitutifs des arts graphiques : en particulier la relation entre géométrie et sémantique dans la peinture, les variations historiques de l'idée de perspective, la diversité des traitements du modèle par le peintre, enfin les ressemblances et différences entre ces problèmes tels qu'ils se posaient dans l'expression visuelle (spécialement en peinture) et dans le langage (spécialement en poésie). »

Un autre des problèmes importants pour la jeune génération d'artistes et d'interprètes de l'art résidait dans la façon de plus en plus complexe dont on approchait la tradition : on n'hésitait pas à reconnaître l'existence de liens indissolubles entre la tradition et sa négation révolutionnaire, de même qu'avec des traditions diverses ou alternatives. La nécessité apparut d'un horizon historique et géographique élargi sur toutes ces questions, libéré à la fois de l'esprit de clocher et de l'éclectisme.

Et ces questions et révérentes également décisives pour les diverses applications du langage, spécialement pour la poésie. La leçon donnée par les arts plas-

tiques, entre autres par le cubisme, imprimait dans une forte impulsion à la linguistique et à la poésie naissantes.

De même que la peinture, la poésie a toujours joué un grand rôle dans votre vie. Quels sont les poètes qui vous ont le plus marqué ?

Dans mes écrits, j'ai reconnu l'importance de Mallarmé et de Novalis pour mes jeunes années d'école, ainsi que le rôle bouleversant de Velimir Khlebnikov, le plus grand poète et théoricien de notre siècle (4), qui a stupéfié, frappé et guidé l'imagination de mon adolescence.

Enigmes

Pourriez-vous préciser en quoi les recherches de certains poètes de l'avant-garde russe, comme Khlebnikov ou comme Malakovski ont recoupé votre propre travail de théoricien et de linguiste ?

Quand j'ai commencé, en 1914, mes études de linguistique et mes recherches au département de linguistique de l'université de Moscou, les œuvres de Khlebnikov et de Malakovski rivalisaient, dans mon esprit avec les riches énigmes du folklore et de la poésie médiévale russe, et stimulaient mes efforts pour élucider leurs codes particuliers, afin de découvrir les lois générales du langage et de

la poésie. Mon premier essai pour pénétrer dans les labyrinthes de la parole poétique libérée fut d'ailleurs consacré à Khlebnikov. Je l'écrivis en 1919, pendant que je préparais avec le poète une édition de ses œuvres complètes ; mais cet essai ne parut que deux ans plus tard, à Prague.

Ne pensez-vous pas que les écrivains qui ont poursuivi les recherches linguistiques de Khlebnikov sont souvent tombés, hormis Joyce et quelques autres, dans un formalisme stérile ?

Vous parlez de « formalisme stérile » : en fait, il s'agit là d'une tautologie ! La vérité est que la jeune linguistique russe et les études littéraires naissantes, qui furent particulièrement actives tout au long des années de la première guerre mondiale et de la Révolution, furent traitées péjorativement de « formalistes » par l'esprit étroit de leurs adversaires. Cette appellation demeura, et fut utilisée ensuite par les chercheurs eux-mêmes. Elle rétrouva plus tard, parmi ceux-ci, sa nuance ironique, quand on s'écarta de l'application à ces études qui tendent à restreindre leur but à la somme mécanique de procédés à détecter dans les œuvres du langage, sans regarder les liens structurels qui les relient à un ensemble organique. Vous connaissez des prosateurs et des poètes qui se bornent à cette approche mécanique. Cependant, l'influence de Khlebnikov est presque générale sur la poésie russe. Elle peut apparaître stérile chez les écrivains d'esprit stérile ou, au contraire, pleine de promesses et féconde, quand le poète invente des liens organiques avec son modèle. »

« Enfin, pour la bonne bouche, voici présenté par Sylvie Chevalley

**JOURNAL
DE VOYAGE
EN CALIFORNIE**

À l'époque de la ruée vers l'or 1850-1852

chef-d'œuvre des récits de voyage.
Il se lit d'une traite. » EN MARTIN

AUBIER

(1) Éditions de Minuit, deux tomes, 1963 et 1972.

(2) Flammarion, traduit du russe, 1980.

(3) Éditions de Minuit, traduit de l'anglais, 1980.

(4) Velimir Khlebnikov (1895-1922) : poète russe, inventeur de la langue « tchoukchiale ». Un choix de ses poèmes et de ses textes sur le langage vient d'être traduit en français sous le titre de *Création verbale* (Christian Bourgois, 1980).

HISTOIRE

L'éclair de juillet des Trois Glorieuses

Les trois glorieuses journées des 27, 28 et 29 juillet 1830, qui renversèrent Charles X, ne sont plus guère célébrées. Elles représentent pourtant un des plus forts symboles de l'histoire contemporaine.

MAURICE AGULHON

On se battait depuis la veille, avec des résultats incertains. Mais ce jour-là le peuple, submergeant la garde, put forcer les portes de l'Hôtel de Ville. Aussitôt « une collecte rapide permet d'acheter deux drapeaux tricolores (...), l'un pour l'Hôtel de Ville, l'autre pour Notre-Dame, qu'une centaine de jeunes gens, étudiants et typographes mêlés, sous la conduite de l'étudiant en droit Petitjean envahissent. Ils grimpent quatre à quatre l'escalier de la tour Nord, et voilà que, presque simultanément, le drapeau tricolore se déploie sur Notre-Dame et sur le beffroi de l'Hôtel de Ville, la foule pousse des acclamations frénétiques, on pleure, on s'embrasse. Il est 11 heures, des milliers d'hommes en blouse, en veste, en haillons, armés de piques, de fusils, de sabres, de haches, les yeux et les bras levés vers les sommets de la cathédrale, saluent de cris et de larmes le vieux drapeau de la liberté... »

Encore une journée et la victoire sera complète. Ce récit auquel Jean-Louis Bory a prêté sa plume ardente, c'est celui des trois glorieuses journées des 27, 28 et 29 juillet 1830, qui renversèrent le trône de Charles X, roi de France, pour lui substituer Louis-Philippe, roi des Français. Aujourd'hui, dans nos livres d'histoire les plus répandus, le millésime de ce grand sursaut national est redoublé au rang de péripétie. Entre 1815 (Waterloo, chute de Napoléon, fin de la grande aventure « Révolution et Empire ») et 1948 (II^e République, suffrage universel, point de départ de la démocratie politique moderne) s'étend la longue plaine de la monarchie dite « censitaire » ou « constitutionnelle », ou « bourgeoise ». Trois règnes, Louis XVIII, Charles X, Louis-Philippe, avec tout juste entre ces deux derniers un relais plus tumultueux. Dans la mémoire collective, 1830 est en passe d'être aussi aplati, resorbé ou escamoté qu'il a été exalté en son temps. Serait-ce la plus grande mystification de notre histoire ? C'est apparemment ce que pensait Jean-Louis Bory, quand, pour épigraphe à la splendide reconstitution historique dont nous avons cité quelques lignes, il choisit cette dédicace triste :

« Aux maçons, serruriers, tailleurs, mécaniciens (...) qui se sont battus par trois très beaux jours de la fin d'un mois de juillet, persuadés de se battre pour la liberté, alors qu'ils la faisaient pour que l'action des mines d'Anzin de 1806 franchisse le pas de 150 000 en 1834. »

Comment a-t-on pu tromper ainsi complètement le peuple naïf à l'époque, et la postérité jusqu'à hier ?

Le plus célèbre tableau de l'art français, peut-être, *La Liberté guidant le peuple* ou *La Barrière*, d'Eugène Delacroix : c'est juillet 1830. Le plus émouvant de nos hymnes patriotiques : *Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie* (pour la patrie) ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie (...). Toute gloire près d'eux passe (et tombe éphémère) Et comme ferait une mère La voix d'un peuple entier les berce en leur tombeau. Victor Hugo.

C'est pour les morts de juillet 1830. La plus forte et la plus inspirée de nos œuvres historiques — celle de Michelet — il nous le dit lui-même, « fut conçue d'un moment dans l'éclair de juillet. Une grande lassitude se fit, et l'espérance la France ». La France était-elle donc si

mal en point avant 1830 ? La monarchie de Louis XVIII (père de Charles X) avait été restaurée en 1814 et 1815 du fait des défaits de Napoléon, et avec l'assentiment décisif des étrangers vainqueurs, les souverains de Russie, de Prusse, d'Autriche et d'Angleterre. Ces ennemis, du coup, étaient devenus nos « alliés » tandis que les forces nationales et populaires amies de la France, qui s'élevaient en Pologne, en Italie ou en Allemagne du Sud, devenaient nos ennemis. Du fait de ce grand renversement initial, les Bourbons, « revenus dans les fourgons de l'étranger », seront indéfiniment soupçonnés par l'opposition libérale d'avoir assumé l'humiliation du pays et trahi l'intérêt national au profit de la Sainte Alliance des rois contre les peuples. Ils ne cessèrent de s'en défendre, et l'histoire leur a rendu justice. La politique de Louis XVIII et de Charles X a été aussi nationale qu'il était possible en cette conjoncture difficile, elle s'est vite émancipée de la Sainte Alliance, elle a contribué à libérer les Grecs de l'autocratie ottomane, et mis enfin le pied à Alger à la barbe de l'Angleterre.

Reste que cette politique française active et parfois efficace était menée sous le drapeau blanc, et que le drapeau tricolore, celui de la « grande nation » de 1789, de 1792 ou de 1805, était proscrit. Les libéraux et patriotes ne pardonnaient pas à la monarchie restaurée... ce symbole. Dérision, pour l'essentiel, le tournant pris en 1789 vers une politique moderne et rationnelle, dont les visées fussent libérales, démocratiques et humaines. Le France rejette-t-elle ou accepte-t-elle l'image qui est la sienne depuis 1789 ? Tel était l'enjeu de 1830. Cela dit, le drapeau blanc flottait depuis 1815, quinze ans déjà. Pourquoi la monarchie de Charles X parut-elle brusquement insupportable en juillet 1830 ?

Violation

De la modernité révolutionnaire, Louis XVIII avait accepté, en 1814, l'idée que son pouvoir fût borné par une règle du jeu constitutionnelle : la charte. Et il le fut en effet. Et pendant quinze ans — il faut rendre à nouveau aux Bourbons cette justice — la France commença un sérieux apprentissage des procédures électorales, de la discussion des lois dans des chambres élues et de l'animation de la compétition politique par la presse. Or voici qu'en printemps de 1830, Charles X et son ministre Polignac cessèrent de jouer le jeu et préférèrent casser par ordonnances la loi électorale et la liberté de la presse, plutôt que d'accepter à la Chambre des députés une majorité qui ne leur convenait pas. Ce fut la cause immédiate de la Révolution de juillet et, à l'encontre, l'enjeu symbolique fut peut-être plus important que l'enjeu politique concret du moment. On peut rêver, même aujourd'hui — on a souvent rêvé depuis 1830 — d'une époque et d'une culture où une violation de la Constitution par le pouvoir exécutif suffisait à jeter les députés dans la sécession, les journalistes dans une protestation collective allant

jusqu'à la partition illégale, et le peuple dans la rue. Ce fut ainsi, pourtant. Prendre ou non le droit au sérieux ? C'est aussi à cette question que 1830 répondit oui.

C'est pourquoi, à peine introduites par les députés, qui avaient préféré — par une indéfinissable méfiance bourgeoise — un « roi citoyen » à ce collectif tumultueux de citoyens qu'est une République, Louis-Philippe prisa solennellement serment de respecter la charte révisée.

On peut se demander pourquoi ce serment prononcé assez simplement, dans une salle provisoire du Palais-Bourbon devant deux cents notables de nos vœux fut considéré comme un acte significatif. C'est que Charles X avait lui aussi juré de respecter la charte, en 1825, mais à Reims, dans la cathédrale, entre les mains d'un archevêque, au milieu de toutes les pompes catholiques du sacre. Un roi « sacré », agenouillé devant les prêtres... événement avait alors revêtu les deux éclats antagonistes de la ferveur et du scandale. D'ailleurs, la charte de 1830, bien qu'elle reconnût officiellement la liberté de conscience et de culte des minorités religieuses, proclamait tout aussi haut, et non sans contradiction, le catholicisme religion de l'Etat. La charte révisée de 1830 supprimait évidemment cette dernière disposition, abandonnant — cela va sans dire — la proclame du sacre et fonda, ou plutôt rétablit la laïcité de la vie publique.

Pour les contemporains, ce troisième grand enjeu de 1830 ne fut pas le moindre. Le parti catholique (aujourd'hui nous aimerions mieux dire cléricale) se sentit vaincu, et le principe tout moderne de la séparation du religieux et du politique franchit une étape décisive de son accomplissement.

Telle fut cette révolution, qui en rendant les trois couleurs à la France lui donnait, avec toute la force alors reconnue aux symboles et aux principes les traits

d'un Etat de droit, moderne, et libéral. C'est à se demander alors pourquoi 1830 n'a pas « tenu » devant l'histoire. Pourquoi son souvenir s'est estompé jusqu'à ce jour. Il y a sans doute bien des raisons à cela, dont deux nous paraissent importantes. La première est l'habitude. Le libéralisme est entré dans nos codes, il est même « entré » dans les mœurs ; et si nous sommes aujourd'hui si naturels d'avoir un drapeau tricolore, un Etat non confessionnel, la liberté de la presse et des pouvoirs publics dépendant d'élections librement disputées, que nous imaginons à peine l'époque où ces aspirations simples constituaient un programme de gauche et les objectifs d'un combat partisan et longtemps incertain.

Libération

La deuxième raison tient au fait que 1830 survint en plein cœur de ce qu'on a longtemps appelé la « révolution industrielle », disons le développement et l'affirmation d'une classe de manufacturiers, de négociants, de banquiers, d'entrepreneurs de toutes sortes, anti-capitalistes de toute sorte, mais d'un dynamisme tout neuf et d'une parfaite bonne conscience devant les duretés de la concurrence et l'euphorie de l'enrichissement. Le libéralisme, qui était le maître-mot du moment en politique, devait tout naturellement l'être en économie, sous la forme de la libre entreprise et de la non-intervention de l'Etat dans les affaires de l'usine.

Or ce libéralisme fut dur, la condition prolétarienne fut cruelle, et les premiers soulèvements populaires plus ou moins motivés par ces nouvelles données furent réprimés sévèrement au nom de l'ordre public et de la liberté érigée en dogme. Disons-le tout net : le sang ouvrier devait couler plus abondamment sous Louis-Philippe, qu'il n'avait coulé sous Charles X. Pour la conscience des hommes de notre temps, dont la sensibilité

a été enrichie par la critique socialiste (même chez ceux qui n'adhèrent pas expressément à l'idéal socialiste), cela est malaisément pardonnable. La brutalité du « capitalisme sauvage » a donc éclaboussé le régime issu des vœux de la bourgeoisie libérale, terni l'image par ailleurs sympathique du roi-citoyen, et compromis jusqu'aux Trois Glorieuses.

Nous ajouterons encore au dossier deux considérations. L'une est de pure suggestion et ne saurait avoir de réponse rigoureuse : le fait que la lutte des classes ait souvent été sanglante dans la France tricolore issue de juillet 1830 prouve-t-elle qu'elle l'était moins dans une France par hypothèse demeurée blanche, ou noire ?

L'autre est plus étayée : si le mouvement ouvrier et populaire, d'abord républicain puis socialiste, s'est montré si vivace au cours du dix-neuvième siècle, c'est bien 1830 qu'il le doit aussi. C'est bien 1830 que la part des historiens assignent comme point de départ de « l'histoire du mouvement ouvrier », précisément parce que c'est dans l'étan de la révolution parisienne que se produisirent les premières rencontres, les premières prises de conscience réciproques, des théoriciens bourgeois et des combattants ouvriers ; parce que c'est dans les quatre années de liberté irrépressible, d'effervescence sociale et intellectuelle à la fois, qui vont de juillet 1830 à avril 1834, que se sont formées et développées avec une rapidité prodigieuse les forces nouvelles de la démocratie.

Paradoxe de voir dans une même révolution (1830) le triomphe de la bourgeoisie et le baptême du socialisme ? Non pas, si l'on revient au mot-clé de liberté. Qui dit liberté dit critique et recherche, donc ouverture sur l'avenir. C'est bien parce qu'on eut alors un grand élan de liberté que se mirent en place à la fois un régime socio-politique neuf et les conditions de son propre dépassement, lequel,

comme on sait bien, ne tarderait guère à paraître.

Cette « vérité » abstraite peut même s'étayer d'une histoire plus matérielle. Louis-Philippe a fait marquer sa victoire dans le paysage parisien par l'érection, place de la Bastille, de la colonne de Juillet, tombeau et signe commémoratif des combattants tombés au cours des Trois Glorieuses.

Or, loin d'être perçue et méprisée comme un monument à la gloire des Perier et des Laffitte, des Thiers et des Guizot, des rois bourgeois et des Joseph Fruchardes, la colonne de Juillet a été aussitôt prise en charge par la tradition démocratique parisienne comme son symbole et son signe de ralliement. En 1840, c'est à peine si Louis-Philippe osa venir l'inaugurer, tant il prévoyait — à juste titre — que la place serait inondée d'une foule républicaine fervente. Le 27 février 1848, le gouvernement provisoire proclama le besoin de venir réproclamer la République nouvelle au pied de ce symbole de la révolution précédente. La Commune de Paris de 1871 verra se prolonger la tradition de ces visites, et l'on en trouve de nos jours un dernier écho dans le choix fréquent que font les manifestations populaires de ce point de départ ou d'aboutissement.

— Sur la révolution de 1830, la meilleure étude historique récente est en anglais : DAVID PINKNEY, *The French Revolution of 1830*, Princeton (U.S.A.), 1972.

— On peut lire en français les récits de : JEAN-LOUIS BORY, *La Révolution de juillet*, Gallimard, 1973, et de G. DE SEBASTIEN DE SAUVIGNY, *La Révolution de 1830 en France*, A. Colin, 1970.

Le numéro spécial de *Revue de la dix-neuvième*, 1980, 2-3, prépare par C. Duchet et M. Agulhon, ce que à la fois les aspects politiques classiques et les aspects littéraires de ce premier tournant du siècle.

CLASSIQUE, JAZZ, ROCK, FOLK : TOUS LES FESTIVALS D'ETE, LES DELIROPHONES, RICCARDO MUTI, BORIS GODOUNOV, LES NUITS DE VENISE, LONDRES ET NEW YORK, LES DISQUES ECONOMIQUES

Au sommaire du numéro 25 du Monde de la Musique, le panorama le plus complet des festivals de l'été avec une vaste sélection commentée, les programmes et les adresses.

Connaissiez-vous, par exemple, le pianocktail, le marxophone, ou le chromolodion : voici rassemblés les instruments les plus fous inventés depuis des siècles : incroyable.

Riccardo Muti : comment ce chef au répertoire immense est-il venu à la direction d'orchestre ? Comment dirige-t-il un opéra ? Opéra : vous pourrez voir et entendre « Boris Godounov » sur Antenne 2 au mois d'août. Nous avons enquêté à l'Opéra de Paris : voici comment on « monte » un opéra.

Egalement dans ce numéro, trois grands reportages : que sont devenus les orchestres qui ont fait la gloire des grands hôtels vénitiens ? Quel rock incube dans les caves de Londres ? Dans quelles boîtes de jazz faut-il aller à New York ? La suite de notre enquête sur les pirates du disque, les hymnes nationaux, Jean-Paul Farré, les portables HiFi, les autographes de musiciens, le quatuor à cordes et, bien sûr, les disques du mois et les disques économiques.

LE MONDE DE LA MUSIQUE

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.



BIZZARRERIES

Les Jivaros terribles « réducteurs de têtes »

La réputation des Indiens Jivaros, les terribles « réducteurs de têtes », a longtemps fasciné les Occidentaux. Cette bizarrerie rituelle s'accompagnait d'une autre : l'absence, chez eux, de tout pouvoir politique.

PHILIPPE DESCOLA ET ANNE-CHRISTINE TAYLOR

LES Jivaros illustrent, avec un luxe de détails le plus souvent imaginaires, l'archétype d'un Indien des forêts profondes de l'Amazonie. Cette notoriété involontaire repose sur la pratique de la réduction des têtes humaines — « la grosseur d'un poing », aime-t-on à préciser, — galvaudée que tout jeune lecteur de *Tarzan* identifiera immédiatement le sort affreux qui menace son héros capturé par les « Bizarros » (1). L'écho suscité en Europe par les *tsantsas* — le terme indigène qui désigne les têtes réduites — est toutefois relativement récent. Quoique la pratique soit attestée depuis longtemps, ce n'est que dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle que les « Jivaros réducteurs de têtes » en viennent à synthétiser une certaine image de la bizarrerie exotique.

La mesure de l'engouement pour les *tsantsas* est donnée par la masse de papier qu'on a pu noircir à leur sujet : sur les quelques mille trois cents écrits qui intéressent de près ou de loin les Jivaros (et dont seule une infime fraction est fondée sur une expérience de première main), près d'un quart traite exclusivement des têtes réduites.

Dès le dix-septième siècle, un missionnaire jésuite, Figueroa, décrit — sans s'en étonner d'ailleurs — le procédé de réduction des têtes pratiqué par les Indiens de la province de Maynas. Mais ses chroniques ne dépassent guère le cercle restreint de la Compagnie de Jésus. Par la suite, curieusement, aucun des voyageurs qui visiteront la région jivaro ne mentionnera la réduction des têtes, tout en s'étendant à loisir sur la pratique de la décapitation des victimes ; c'est en 1860 seulement que se propage brusquement la fièvre des *tsantsas*. Une première tête est ramenée en Europe par un Espagnol inconnu, puis une autre, « trouvée dans un petit temple », par un savant italien, qui l'envoie pour expertise à l'anthropologue anglais W. Bollaert ; celui-ci fait aussitôt demander un complément d'informations en Equateur.

A la même époque, on en présente une troisième — don de l'ambassadeur du Pérou — à la Société d'anthropologie de Paris, devant un aréopage d'éminents savants, dont Broca et Quatrefages. On s'interroge interminablement, au cours d'une séance mémorable, sur la nature des procédés techniques mis en œuvre. Entre-temps, Bollaert reçoit de son correspondant une lettre fantaisiste et compassée, où se manifestent les sentiments contradictoires des Européens à l'égard des Jivaros : il est à la fois gêné de ses coutumes qui contiennent d'un tonneau relégué de sauvagerie le renom d'un pays désormais indépendant, et flatté de l'intérêt qu'on porte en Occident aux mœurs insolites de « ses Indigènes ». Sur la base de ces informations, Bollaert publie en Angleterre, en 1863, plusieurs articles qui auront un grand retentissement. La vogue des *tsantsas* gagne rapidement l'Amérique du Nord, qui affronte le problème à la mesure de ses moyens : cette même année, un savant en zébré, en effet, une dizaine, qu'il présente à l'American Ethnological Society.

C'est à partir de cette date que la *tsantsa* deviendra un objet familier des cabinets et des collections de curiosités occidentales. Dès 1862, on exhibe une tête réduite à l'exposition universelle de Londres, et il s'envoie une à Paris vers 1870 pour la somme exorbitante de 1500 francs de l'époque. La demande finit rapidement par excéder la production, surtout lorsque, vers 1880, l'Equateur en interdit le commerce. Les intermédiaires principaux de ce tra-

Fantasmagories

Mais c'était l'idée que des « primitifs » puissent maîtriser une telle technique qui intriguait une époque où l'on assistait, par ailleurs, à la naissance de l'anthropologie scientifique. Au même moment, on voit surgir le mythe, encore vivace actuellement, selon lequel la réalisation des *tsantsas* est fondée sur l'usage de techniques ésotériques et d'herbes mystérieuses. On croit même volontiers que les Jivaros réduisent également la boîte crânienne, et cette notion a engendré toute une littérature fantasmagorique tendant à prouver qu'ils possèdent le secret de la guérison du cancer.

Bien entendu, la réduction des têtes n'est pas le signe d'un sadisme morbide, mais une technique rituelle complexe, destinée, d'une part, à enfermer dans une partie du corps de l'ennemi l'âme vengeresse qu'il libère à sa mort — et qui viendrait autrement tourmenter son meurtrier et provoquer des désordres sociaux — et, d'autre part, à assurer la reproduction des hommes et des plantes cultivées, au travers d'une série de méditations symboliques. Au bout de quelques années, la fonction rituelle de la *tsantsa* disparaît : elle peut alors sans dommage être vendue aux commerçants métis qui en font le trafic.

En remontant plus près de la source du mythe jivaro, c'est-à-dire en Amérique du Sud et tout particulièrement en Equateur, l'on s'aperçoit que, au contraire de l'Europe, l'obsession de la *tsantsa* y est presque absente. Le terme jivaro, pour commencer, n'est pas un mot indigène, mais une déformation espagnole de l'expression *shuar* — les gens — par laquelle s'autodésigne le plus important des quatre groupes tribaux (2) qui sont généralement inclus sous le vocable « jivaro ». Très rapidement d'ailleurs, le terme « jivaro » se transforme en nom commun et sert à désigner, de façon générique, tous les Indiens belliqueux qui refusent les bienfaits de la civilisation espagnole.

Les Shuars deviennent ainsi, à travers l'Avatar jivaro, l'archétype de tous les peuples rebelles des régions tropicales. En effet, ce qui frappe avant tout les premiers conquistadores confrontés aux Shuars, c'est l'absence apparente de tout pouvoir politique en l'état de « guerre civile » permanente dans lequel ils vivent. Deux traits qui font d'eux une sorte de négatif de la civilisation chrétienne du seizième siècle. En revanche, la chasse aux têtes n'impressionne pas outre mesure les Espagnols, d'abord parce qu'elle était pratiquée par un grand nombre d'autres tribus de la haute Amazonie, et aussi parce qu'elle représentait sans doute une forme de mutilation

familiale aux soudards de l'époque.

Les sentiments dominants à l'égard des Jivaros chez les Espagnols de la période coloniale restent ainsi longtemps ambigus : agacement d'abord, devant l'« insolence » de ces gens sauvages et fiers de l'être, qui massacrent allégrement toutes les expéditions militaires envoyées pour les réduire, mais aussi admiration pour leurs vertus guerrières et leur belle apparence physique : malgré l'échec qu'il subit, le missionnaire jésuite Lucero ne peut s'empêcher d'évoquer « la vision plaisante » qu'offre le spectacle d'une foule de Jivaros. Il faut dire que la légende de leur invincibilité s'appuie sur une solide tradition de défaites cuisantes infligées aux envahisseurs.

Avant l'arrivée des Espagnols, déjà, une armée inca, commandée par le grand Huayna Capac, avait été battue par les Jivaros Palis et forcée de se replier ignominieusement devant ces sauvages « dévergondés qui montraient leurs parties honteuses ». Benavente, l'un des premiers conquistadores à pénétrer dans la région, au seizième siècle, est à ce point découragé qu'il écrit : « Ce sont les gens les plus insolents que j'ai jamais vus depuis que je suis dans les Indes occidentales ». Les Espagnols finissent toutefois par fonder quelques petites villes dans la région, afin d'exploiter les placers aurifères par la mise en coupe réglée des indigènes. Mais leur domination sur les Jivaros restera de courte durée, car, bientôt, éclate une série de soulèvements, qui culminent, en 1599, avec le massacre de la plus grande partie de la population blanche.

Pendant tout le dix-septième siècle, la soumission des Jivaros devient une obsession permanente chez les Espagnols, qui lancent contre eux de nombreuses expéditions militaires et missionnaires, invariablement suivies d'échecs sanglants. L'inefficacité de ces tentatives de réduction devient si patente que le vice-roi finit par les interdire en 1704, et, peu après, le Saint-Siège suspend *sine die* toutes les missions d'évangélisation. Au dix-neuvième siècle, l'attitude des créoles à l'égard des Shuars se modifie et prend une allure de condamnation morale virulente ; il est impératif de les soumettre, car ils commettent en permanence des crimes non plus contre le pouvoir, mais bien contre l'humanité. On trouve couramment, sous la plume des missionnaires de l'époque, des anathèmes de ce genre : « Le Jivaro est un être à part... il tue pour tuer, sans motif quel que soit son caprice... [sa famille] est un lupanar, où la débauche la plus éhémère s'étale sans retenue ni vergogne ».

« Pacification »

García Moreno, le dictateur ultra-catholique qui avait voulu offrir l'Equateur à Napoléon III, écrit froidement : « Le jour n'est pas loin où il nous faudra pourchasser en masse, les armes à la main [la race jivaro] pour la faire fuir de notre sol ». Il voulait remplacer les Shuars par des colons allemands et catholiques, dont les valeurs morales étaient sans aucun doute plus proches des siennes.

En cette seconde moitié du vingtième siècle, les Shuars sont toujours là, et les colons ne sont plus, pour eux, une hypothétique menace bavaroise, mais la quotidienne réalité. Leur territoire est envahi peu à peu par des paysans sans terres des Andes équatoriennes, que des gouvernements successifs, faute de pouvoir ou de vouloir effectuer une



MORGAN

véritable réforme agraire, ont encouragé à coloniser l'Amazonie. Par rapport à d'autres tribus indiennes du bassin amazonien, et tout particulièrement du Brésil, les Shuars, dira-t-on, sont bien lotis, car leur nombre (plus de treize mille) et leur bellécosité leur ont permis d'échapper à ce génocide que leur promettaient García Moreno.

Pour annexer leurs terres, on ne s'est pas servi, ou presque pas, des mitrailleuses, mais plutôt des missionnaires, qui ont ainsi préparé la voie de la colonisation.

La « pacification » des Shuars une fois réalisée, le gouvernement pouvait alors construire des routes de pénétration pour permettre aux colons de s'installer toujours plus avant dans la région. Une législation inadéquate estimait actuellement les territoires de chasse des Shuars à des terres en friche qui doivent donc revenir, faute d'être cultivées, au domaine de l'Etat. Ce même Etat peut alors redistribuer légalement aux colons des terres sur lesquelles les Shuars n'ont aucun titre formel, si ce n'est d'y avoir résidé depuis bien

avant la découverte des Indes occidentales. Les colons, qui sont gens de la montagne et peu familiers de la vie dans la jungle, n'ont rien de plus pressé que de défricher massivement cette inquiétante forêt et de la remplacer par des pâturages. Là où les Shuars poussaient autrefois le péroré, on n'aperçoit plus maintenant que quelques ranches étiés.

Dans les premiers temps de la colonisation spontanée, l'appropriation des terres shuaries s'effectuait par un mélange de ruse et de violence. Un colon venait offrir à un Shuar quelques moutons de fer et une demi-douzaine de coupons de tissu pour qu'il défrichât et allât s'établir plus loin. Puis les amis et parents du colon arrivaient en masse et s'installaient tout autour de son lopin de terre, déplaçant de gré ou de force les autres familles shuaries de la localité. La plupart préféraient partir d'eux-mêmes, plutôt que de continuer à vivre dans une région dominée par la présence des Blancs. Ceux qui décidaient malgré tout de rester se voyaient légalement confisquer leur terres et devenaient des ouvriers agri-

coles misérablement payés au service des colons.

Lorsque les sources de refuge commencent à manquer et qu'il devient impossible de fuir toujours plus loin devant le vague menace des colons, les Shuars décident de passer à l'action. Plutôt que de se résigner à une rébellion stérile à l'instar des *shuaras*, ils décident de s'organiser en une fédération indigène, avec l'aide de quelques missionnaires séculiers, obscurs sordains des résultats catastrophiques que cinquante ans d'évangélisation traditionnelle avaient produits.

Coopératives

Fondée en 1926, la Fédération des centres shuaries compte des adhérents répartis sur une vaste zone : dans le Sud-Est du Pérou, les Indiens shuaries sont assez insouciants pour vouloir relever la tête. Le mépris auquel se heurtent les Shuars n'est d'ailleurs pas tant de nature raciale que culturelle, car, en Equateur, un Indien qui s'habille, parle et se comporte comme un Blanc n'est plus perçu comme un « indigène ». Or les Shuars n'ont guère envie de perdre leur âme et de se blanchir culturellement, et il est significatif que l'une des toutes premières exigences de la jeune Fédération ait été l'abandon du terme péjoratif de « jivaro » dont on les affublait.

L'effort d'ethnogenèse shuar s'est ainsi particulièrement manifesté dans le domaine de la revalorisation de la culture traditionnelle et de la revendication d'une spécificité positive face à la culture dominante. L'instrument principal de ce renouveau est une station de radio qui couvre toute la région sud-orientale de l'Equateur et qui émet en permanence des programmes en langue shuar. La radio sert aussi à l'alphabétisation bilingue des enfants, entièrement prise en charge par la Fédération, et dont le contenu est plus adapté à la vie en forêt que les manuels scolaires des bureaux creux de Quito. Mais la grande affaire de la Fédération, c'est la lutte constante contre l'invasion, planifiée ou sauvage, des terres tribales.

A travers la création de coopératives agricoles légalement constituées, les Shuars ont réussi en partie à freiner le mouvement, mais les convoitises demeurent, et seule, sans doute, l'attribution par le gouvernement équatorien d'une vaste réserve territoriale permettrait d'enrayer la colonisation.

Il reste que la Fédération shuare, la plus importante et la plus dynamique de toutes les organisations indigènes du bassin amazonien, a réussi de façon exemplaire à faire passer le canon d'affabulations dans lequel les Jivaros en parvenant à forger une impressionnante unité face à l'agression du monde blanc. A l'instar des amateurs d'exotisme, les « jivaros » ont pris congé de notre mythe ; pour les Shuars, il s'agit maintenant de se battre pied à pied pour ne point perdre les leurs.

(1) Dans *POUR L'ESPÈCE*, Sergé, Gauthier, 1977.
(2) Les Shuars, les Achuar, les Shuarinas et les Aguarunas.

Is-Tu Orig
Monteuma
Pier-Pollonais

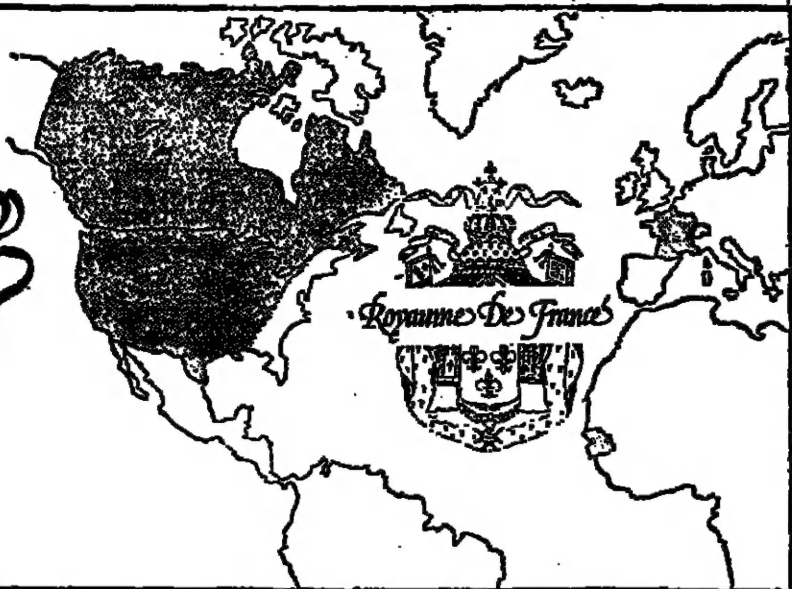
que la

Sinto

a l'in

As-tu vu Montezuma?

Par Balhazar



CHAPITRE VI

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS : 1970, sous le règne du roi de France François VI. Le chevalier Larose, secrétaire général de la Louisiane, acquiesce à la conviction que son prédécesseur, mystérieusement assassiné, a été victime d'une campagne pétrolière. Mais il lui faut aussi préparer les élections prochaines, où le parti conservateur risque de perdre le pouvoir.

SURVINT septembre, et les embouteillages repa-
raissent dans le centre de
Saint-Louis. Les passants
arboraient un tel bron-
zage qu'il semblait que
l'Amérique eût fait
retour à ses premiers
occupants. J'allais tôt,
chaque matin, au Cercle sportif piquer une
tête dans l'eau du « Bain romain », rosie par
ses marbres : en fait de Romain, on y était
entouré de sachons rosis sur les plages somes,
de squaws revenues tout dorées d'une croûte
au long cours. Dès les premiers jours de rentrée,
la presse néophile se déchaîna. Enquêtes, courbes,
tableaux prouvaient la décadence du commerce
extérieur néo-français. Les conservateurs tom-
baient à 51 % des intentions de vote. Verrier
du Broc exploitait son avantage :

« La Nouvelle-France, mes chers compatriotes,
déclara-t-il à la télévision de Chicago, est sou-
mise au plus terrible défi de son histoire. Je ne

Où il apparaît

suis pas de ceux qui veulent briser l'unité na-
tionale, et je ne prétends nullement faire affronter,
d'une rive à l'autre de l'Atlantique, des Français
dont les intérêts sont communs. Tout ce que nous
demandons, c'est que la politique de la France
soit une politique pour tous les Français. Que le
gouvernement du roi soit composé de ministres
qui voient le monde tel qu'il est, tel qu'il a
évolué depuis la guerre. Tout ce que nous deman-
dons, c'est que nos alliés soient placés face à leurs
responsabilités envers nous, qui avons si long-
temps supporté seuls le fardeau de leur relève-
ment économique et moral. Qu'on leur dise fran-
chement qu'ils peuvent bien s'unir, mais qu'il
n'est pas tolérable qu'ils s'unissent contre nous ! »

Laisant aux politiciens l'avantage de cette
apparente modération, les boutefeux se rattrai-
rent sournoisement dans les rubriques de simple
information : « Dix étudiants tués et blessés
appréhendés pour trafic de drogue » ; « Incident
au large de Boston : une vedette de l'Union
coupée la route à un chalutier gaspéen » ;
« Menace sur nos exportations : que font à Mexico
les dirigeants de la chambre de commerce de
Baltimore ? »... Dans les dépêches diplomatiques,
qui depuis mon arrivée nous parvenaient réguli-
èrement, je lus que Foot, embarrassé par ce
timamare, jouait l'apaisement auprès de notre
ambassade. Mais la presse d'outre-frontière,
quant à elle, répondait à nos journaux sur le
même ton. Le 16 septembre, des chômeurs bri-
sèrent les vitres de notre consulat d'Atlanta. Sur
instruction de M. de la Trémouille, je fis distribuer
quelque argent aux principaux éditeurs néophiles,
sans passer par les filières ordinaires, et tout
rentra dans l'ordre. Mais les sondages
ramenaient désormais les deux camps à égalité.

Tel était mon horizon, tandis que l'histoire
retentissait des grondements menaçants de Ca-
racas : Gomez confirmait ses appétits envers les
gisements de pétrole, faisant monter de plusieurs
tons le débat électoral. Verrier du Broc hurlait
devant de vastes auditoires : « Il faut appliquer
sans défaillance la vieille doctrine de Tocque-
ville : aucune puissance du continent américain
ne doit se développer sans tenir compte des inté-
rêts légitimes de la France ! » D'après les rapports
de police, même les Noirs applaudissaient la doc-
trine de Tocqueville. L'énorme machine conserva-
trice s'ébranlait enfin, montrant la prospérité des
vingt dernières années, tentait de détonner à
son profit la tension internationale, puisque « on
ne change pas de cheval sous forage, car même
du gué ». Les techniques de sondage s'affaiblirent :
73 % de l'électorat louisianais révélèrent à l'ins-
titut de l'opinion que, à leur avis, « toutes mesures
devaient être prises pour maintenir notre niveau
de vie ». A quel 78 % des futurs votants répli-
quaient aussitôt, sondés par la Société d'analyses
numériques, que, selon eux, « le progrès économique
a besoin de la paix pour s'affermir ».

CONTOQUE à Versailles, le
lieutenant général parut
avec son épouse le
11 octobre au soir, en
toute simplicité. Ils n'em-
menaient qu'une ving-
taine de personnes de la
maison ou de la livrée,
et prirent donc, l'une des
frégates régulières, où l'on avait réservé
le compartiment de première classe. Je quit-
tai l'aéroport Laciède dans la voiture de M. de
la Trémouille, et m'installai le lendemain, selon les
ordres, dans son propre bureau.

J'eus un secret plaisir à m'installer dans ce
saint des saints de la Louisiane. Là, durant quel-
ques jours, je réajustai un certain nombre de ques-
tions, la plupart relevant des élections et des
candidatures, beaucoup concernant aussi la tradi-
tionnelle administration, que rien n'arrête jamais.
Je donnai plusieurs audiences. Chaque soir, après
le dîner, Le Gall procédait devant moi à la
vérification réglementaire des systèmes de sécu-
rité. M. de la Trémouille eut la discrétion de ne
se manifester qu'à trois reprises. Le 20, je ran-
geais les papiers en prévision de son retour, quand

que la reine des images

Je reçus un appel inattendu : Lesbia était à
Saint-Louis, en route pour la Turquie. Elle dispo-
sait de trois heures, qu'elle souhaitait me consac-
rer, et proposa de passer me prendre à la lieue-
tenance pour un dîner rapide. Je lui dis de venir
aussitôt.

Elle était éblouissante, ce soir-là. Un manteau
de leopard jeté sur les épaules, une robe blanche
insolentement courte, découvrant les jambes ado-
rablement gâtées, mais aussi la rondeur des reins ;
ses lèvres, d'un orangé profond, évoquaient la
« fleur d'amour » des légendes indiennes. Elle
entra sur la pointe des pieds, dévorée des yeux
par la garde de service. Quand la porte se fut
refermée, elle lâssa, négligemment glisser sa four-
rure sur la maquette du Jules-Verne et s'immo-
bilita, feignant l'extase devant le décor, digne
de Bois-du-Roux, où l'accueillait son amant.

C'est à un récit objectif que je m'efforçai
aujourd'hui, puisque nul ne le lira jamais. An-
jourd'hui encore, pourtant, j'ai peine à croire que
Lesbia, dans l'amour qui nous accapara sur-le-
champ, au mépris de toutes convenances, n'ait été
emportée que par son plan, ou par le contact de
nos chairs avides. Il y eut bien une passion vérita-
ble, presque teintée d'angoisse, dans les étreintes
répétées qui nous unirent, sur le canapé qu'elle
avait malicieusement préféré au confort bourgeois
de la chambrette. Comme si l'imaginaire ne jamais
la revoir, je la possédai avec la fureur d'un fauve.

Elle refusa la douche commune, voulant se
reposer un instant encore. Je me rappelle avoir
rêvé sous le jet brûlant, en me disant que j'enfrei-
gnais la rigoureuse consigne qui m'interdisait de
ne laisser approcher à ma vue du télépho-
ne Jupiter. S'il prenait fantaisie à Lesbia
d'entrer en conversation directe avec Versailles,
où à cette heure le roi devait dormir ! Mais quand
je revins au bureau, elle était toujours allongée,
une, sur le canapé dévasté. Elle avait seulement
abaissé les stores et allumé les lumières. Nos vête-
ments parsemaient les tapis. Sa peau lisse et
bronzée, la pointe mauve de ses seins dressés, la
sueur courbe du ventre, sa jambe droite repliée

dans un geste impudique : tout cela m'apparut de
façon presque irréelle.

« Tu es le plus joli secret d'Etat qui ait jamais
été dévoilé ici, dis-je. Mais tu n'as pas diné ! »

— Faut-il que je t'aime, grand fou ! soupira
Lesbia en se levant avec nonchalance. Je dois être
à l'union dans une demi-heure. Il va falloir que
tu me prêtes une voiture à sitôt pour te faire
pardonner ! »

Je téléphonai au chauffeur l'ordre de se tenir
prêt. Il y eut encore un délicieux fou-rire, quand
l'actrice revint de la salle de bains, drapée dans
un peignoir ducale tout petit. Puis je la laissai
partir, après un dernier baiser passionné, vers son
destin. Lorsque le moucholo qui s'agitaient au dis-
paraître, je remontai au bureau du lieutenant général,
pour trouver Le Gall dans l'antichambre, en
compagnie de deux agents pressés au ménage,
et la destruction sur place du contenu de la
corbeille à papiers. J'eus peine à dissimuler un
mouvement d'humeur : les coussins étaient encore
en désordre, et j'aurais aimé profiter un instant
du parfum de ma maîtresse, qui devait voltiger
encore autour du mobilier d'apparat. Je devinais
cependant que Le Gall, les lèvres légèrement
pinçées, entendait bien exercer son office : je lui
livrai le bureau.

Il n'eut pas un regard pour
le peignoir jeté à terre, qu'un
des valets ramassa soigneuse-
ment. Il ouvrit la porte de la
petite chambre, constata son
ordre parfait et entreprit le
rituel examen du mobilier.
Invisible à mon regard tro-
nique, il glissa la main derrière
le canapé, sous la tapisserie. Variante française comme
un chien de chasse, il suivait le parfum invisible.
Je le vis passer devant le téléviseur, puis se
ravisier, revenir à l'appareil, et éternua machina-
lement la plaque du boîtier métallique où se dissi-
mulent les fusibles et la prise de courant.

« Vous faites du zèle, ce soir, lui dis-je, agacé.
Il faudra que je vous offre un flacon de Numéro
Cinq de Chanel, puisque vous semblez l'apprécier.

— Pour Dieu, monsieur, voyez-vous ? », s'excla-
ma-t-il soudain, l'œil fixe et la voix étouffée. Il
tenait en main un petit disque argenté qu'il venait
de détacher du creux de la plaque. Sa main libre
eut un mouvement impératif qui signifiait :
Silence !

Les deux agents étaient dans la salle de bains,
d'où provenaient des bruits de nettoyage. Je sen-
tais mon cœur battre à grands coups. Si atroce
que fût la vérité, elle finit par m'apparaître avec
autant d'évidence qu'à mon compagnon : c'était
un micro-émetteur qu'il avait découvert, et qu'il

s'intéresse de trop près

s'empressa de remettre en place, pour éviter de
donner l'éveil. Le ménage achevé, les lumières
éteintes, les portes verrouillées, la garde apostée
comme tous les soirs, nous nous rendîmes direc-
tement à la salle de conférences. Je mis moi-même
le brouilleur en marche : c'est alors seulement que
j'osai parler, d'un ton artificiellement énergique.

« Au rapport, Le Gall.

— Micro-émetteur Charles Cros 2 36, monsieur.
Fonctionne sur piles plus d'un mois et transmet
les sons dans un rayon de huit cents mètres à un
récepteur à peine plus grand. La première chose
à faire est de le remplacer par un semblable pour
examiner s'il est en état d'émettre. Je pense qu'il
faudrait convoquer MM. Boisbrûlé, Balandin et les
spécialistes du service secret. »

Ainsi fut fait. La réunion improvisée confirma
nos pressentiments. L'appareil était neuf, en per-
fait état de marche. Depuis le départ du duc, aucun
visiteur n'était resté seul dans le bureau et n'avait
donc pu le placer où nous l'avions trouvé. Aucun,
sauf Lesbia Sainte-Beuve. A 11 heures du soir,

après avoir câblé à Versailles le télégramme le
plus discret et le plus difficile de toute ma car-
rière, je me trouvais donc avec une dizaine de poli-
ciers et d'agents spéciaux devant un plan à grande
échelle de Saint-Louis. Il fallut relever les mai-
sons, d'ailleurs peu nombreuses, compte tenu des
dimensions imposantes de la cour d'honneur et
du parc, où pouvait se situer le récepteur. Je dou-
blai la garde du Palais, ordonnai que nul ne pût
sortir sans une fouille minutieuse. Une ronde fut
faite dans les jardins. Dans le même temps, des
brigades bardées d'électronique se lançèrent à
l'assaut des neuf immenses suspects dont l'un,
le centre commercial, comportait quarante-huit
étages.

Dès une heure, Boisbrûlé grattait à la porte
de mon cabinet où je m'étais fait porter du café
et des pains au jambon. On venait de découvrir
le récepteur, branché sur un magnétophone — la
bande était vierge — dans un bureau vide du
centre commercial. Je câblai ce premier résultat.
Selon le concierge, le bureau était loué depuis
l'avant-veille par la société Berrault, En-
quêtes et filatures, l'une des polices privées les
plus connues et les plus sérieuses de Saint-Louis.
Nous décidâmes de faire garder l'endroit. Son pre-
mier visiteur se ferait mettre la main au collet.

Je renoncée à décrire ma brève nuit. Parfois, le
soudain me venait et me faisait voir Lesbia,
amoureuse et tendre comme quelques heures plus

tôt. Dans les moments de veille, je l'imaginais
hottée à l'avant de l'appareil qui survolait l'Atlan-
tique, objet des attentions dérisoires du personnel
de cabine. A quel pouvait-elle songer ? Quelque
émotion se mêlait-elle à la joie de m'avoir berné ?

Je pensais rageusement à l'accueil imprévu qui
l'attendait à Constantinople, celui de notre ser-
vice secret. A 3 heures, le téléphone m'arracha
à un cauchemar où des souses de Le Gall se
camouflaient sous des tarbouche. On venait
d'appréhender, à son arrivée, le locataire du
bureau : Boisbrûlé allait l'interroger. N'y pouvant
tenir, je m'installai dans une pièce voisine
où j'attendais sans peine.

La conversation fut brève, ahurissante. Le
suspense, Arnolphe Touffait, enquêteur patenté de
la société Berrault, avait mission d'enregistrer,
entre 8 heures du matin et 8 heures du
soir, le son de la voix, pour le compte d'un
sujet qui ne savait quoi, pour le compte d'un
sujet qui ne savait rien. Son rôle se fit borné, dès la présente
journée, à mettre en marche le magnétophone,
changer les bobines, et exporter le soir les bandes
enregistrées. Son patron authentifia ses dires,
et nous ouvrit ses livres : il s'agissait d'un mari
jaloux, venu exposer l'avant-veille ses craintes
sur la conduite de sa femme, sa certitude qu'elle
rencontrait un amant, de jour, dans un appar-
tement de location, place Royale. « J'ai pu placer
l'émetteur, avait-il indiqué. Je paie d'avance
l'écoute pour une semaine. »

Au milieu de la matinée, l'en-
quête était presque achevée.
Il y avait bien un appartement
vide au 6, place Royale, dont
la location avait été connue et
le prix acquitté en liquide,
l'avant-veille également, par
Mme Dingby, citoyenne des
Etats de l'Union. Elle n'y avait
pas remis les pieds, elle se révélait inconnue à
l'hôtel qui était prétendument son domicile anté-
rieur, l'adresse fournie par le mari jaloux était
également fautive. Restait à savoir s'il osait venir
aux bureaux de la police privée pour récupérer les
bandes qui justifiaient cette comédie.

Voilà ce que je pus exposer à M. de la Trémouille,
qui débarqua peu après midi. Je ne lui révélai
de mon imprudence que ce qui me parut strictement
nécessaire, et je ne sais ce qu'il devina.
Toujours est-il qu'il me témoigna dans ces
moments difficiles une compréhension véritable-
ment paternelle, que je ne puis oublier.

« Au fond, mon cher, vous étiez la victime idéale.
Il est bien heureux pour vous que l'on ait choisi
de vous utiliser, non de vous assassiner comme le
pauvre Malartic. N'ayez crainte : si ce Dingby
reparaît, ce dont je doute fort, on saura le faire
parler. Mais le plus intéressant est ce que vous
ignorez encore : le roi, inquiet des rapports que
je lui ai faits, n'a pas de renseignements meilleurs

à l'industrie du son

en métropole. Il est donc probable que nous rece-
vions, dans quelque temps, la visite de Mgr le duc
d'Aquitaine, de qui nous connaissons la popularité
en La préparation du voyage, la nature de la
mission du prince, les conversations politiques qu'il
pourrait avoir dans mon bureau, voilà ce qui sans
doute intéressait nos espions. Cela suppose qu'ils
connaissent presque aussitôt que moi les inten-
tions royales. Voilà des gens qui jouent une bien
forte partie. Je gage que vous avez quelques idées
à ce sujet... »

En fin de soirée, un long téléchiffre parvint de
Versailles. Lesbia, à Constantinople, avait craqué
aussitôt et fourni sa version de l'affaire, la seule
des sommes énormes, près d'un million. Philippe
Ancleir, son impresario, lui avait subitement offert
de lui payer pour elle, en échange d'un tout petit
service : il lui suffirait de placer le dispositif à
l'intérieur du téléviseur, dans des conditions
qui lui avaient été dictées par le menu. Ainsi la
Compagnie Lumière, de qui dépendait, elle devait

en être consciente, sa propre prospérité, pourrait-
elle traverser victorieusement une passe délicate :
il était en effet important, pour ses dirigeants, de
connaître à l'avance les intentions du gouverne-
ment en matière de fiscalité cinématographique.
Depuis ces aveux, Lesbia était en pleine hystérie,
invoquant en sanglotant mon nom. On s'apprêtait
à la conduire, par avion spécial, dans une
discrète maison de santé des Pyrénées. Quant à
l'impresario, il avait certes récupéré ses bagages
à l'aéroport de Constantinople, mais il avait dis-
paru en Turquie, remarquant l'accueil fait à
Lesbia. La police du sultan le recherchait.

On découvrit Philippe Ancleir au bout d'un
mois, dans un bouge de Smyrne, mort d'une injec-
tion trop forte de morphine. Quant à la Sainte-
Beuve, il allait être de mon triste devoir de laisser
les midinettes et adolescents du monde entier
pleurer sa tragique disparition, quelques semaines
plus tard. Même aujourd'hui, sauf pour ces pages,
il reste de mon devoir de leur laisser penser que,
si elle ingurgitait un tube de gardérol, c'est parce
que le superbe acteur mexicain Enrico Delval, son
ancien partenaire de Désirs enfouis, vivait désor-
mais avec une danseuse japonaise.

Jamais le sœur Dingby ne se manifesta. Nous
n'avions plus besoin de lui pour savoir quels adver-
saires nous affrontions : il n'était au monde guère
d'organismes qui osassent pu préparer avec tant de
minutie cette affaire, et qui y fussent intéressés
malgré les risques, sinon la redoutable Compagnie

des huiles de moteurs, propriétaire à cent pour cent
de la Compagnie Lumière, principal bailleur de
fonds du parti néophile. Comme toujours, rien ne
permettait d'inculper ni de compromettre ses
agents ou ceux de sa filiale, même si tant de
précautions les désignaient plus sûrement qu'un
indice. Et en cas de découverte, n'aurait-on pu
même écouler que le seul perdant ne serait
autre que moi ? Versailles aurait alors dû, de
manière bien difficile à justifier, me remplacer,
si près des élections, par un agent nouveau : on y
gagnait encore quelque chose... Ce calcul n'échappa
point au roi, qui me fit transmettre après quelques
jours son absolution.

Je rappelle ici le mot cynique et lesse du souve-
rain, que me rapporta en s'étouffant de rire le
lieutenant général :

« M. Larose peut continuer d'illustrer deux
vertus bien françaises : la galanterie et la prompti-
tude. Plaise à Dieu que tous les galeux soient
aussi prompts à réparer ! »

Ainsi, jour après jour, comme le remémore
naïvement mon agenda, me semblait-il pénétrer
plus avant le cœur de mes semblables, et les secrets
du monde tel qu'ils le font. Je n'en étais au vrai,
je l'aperçois aujourd'hui, qu'à maîtriser la plus
élémentaire des grammaires. Il me restait à
mesurer ce que peut le hasard, lorsqu'il conspire
avec les passions à susciter des événements.

(A suivre.)

NUMISMATIQUE

La chasse au trésor

ALAIN WEIL

On n'a jamais rêvé de découvrir un trésor monétaire ? Évidemment rare mais pourtant possible, accessible, puisqu'il n'est pas de semaine sans que la presse nous relate de miraculeuses trouvailles : un cultivateur trouve, dans son champ, un vase rempli de pièces antiques ; un jardinier découvre dans son terrain un rouleau de louis d'or ; ou bien encore, un ouvrier met au jour, sur un chantier de démolition, une cassette bruisante d'écus d'argent. Bon an, mal an, le sol français fournit une centaine de trésors, dont chacun présente un intérêt, bien qu'il n'ait pas tous une valeur importante.

Les trouvailles comprennent plusieurs milliers de pièces ne sont pas rarissimes : en avril 1816, des cantonniers, réparant une vieille chaussée de Vannes, découvrent un pot contenant plus de trois mille « antoniens » (pièces de billon) ; tout récemment, en 1979, une trouvaille de la même importance a été faite sur les bords de la Gironde. Mais, dans les deux cas, les monnaies étaient de peu de valeur marchande.

Beaucoup plus intéressante fut la découverte, en 1887, du fameux trésor d'Auriol (près de Marseille). Un agriculteur venait buter, à chaque labour, contre une dalle de pierre ; il se décida un jour de la déterrer et, ce faisant, il découvrit un vase renfermant plus de deux mille cent trente petites monnaies d'argent grecques. Notre homme alla voir l'horloger du village, lui proposant l'échange de tout le trésor contre une montre en or, mais l'horloger, faisant la fine bouche, lui offrit seulement une montre en argent ; dépité, le laboureur refusa l'offre et, grâce à ce refus, la quasi-totalité des pièces nous est parvenue.

Il suffit parfois d'une ou deux pièces rares pour faire un vrai trésor, et les chasseurs d'aujourd'hui le savent bien, étant informés des prix par les nombreux catalogues de marchands ou de vente aux enchères.

Bouchée de pain

Au dix-neuvième siècle, le public était beaucoup moins averti et il arrivait parfois à l'inventeur d'une grande rareté d'en demander une bouchée de pain ; c'est ainsi qu'un bonnet trouva, vers 1875, à Boulogne-sur-Mer, un rarissime aureau de Gordien d'Afrique, pièce unique à l'époque. Il s'empressa de le vendre à un orfèvre qui, pièce d'or centre pièce d'or, lui attribua royalement un louis de 20 francs. L'orfèvre céda bientôt la monnaie pour 1 000 francs à un notable de Douai, qui le revendit lui-même 5 000 francs à un numismate connu de Londres. À la mort de ce dernier, le vicomte Fonton d'Améacourt racheta l'aureau pour 5 500 francs et, lorsque la célèbre collection du vicomte fut dispersée en vente publique, en 1887, le Cabinet des médailles acquit ce fameux Gordien au prix de 8 720 francs.

De nos jours, les trouvailles sont de plus en plus fréquentes, car elles ne procèdent plus seu-

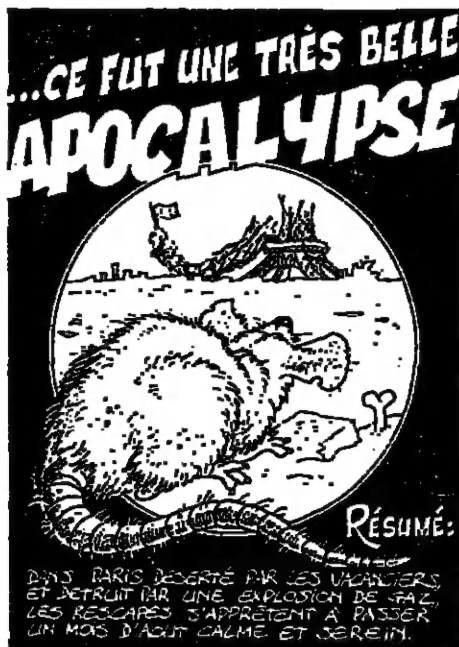
surés sur leurs droits, auront à cœur de faire profiter leurs compatriotes historiens de leur astuce, de leur intelligence et de leur chance.

Pour achever de les rassurer, nous évoquerons le célèbre trésor de la rue Mouffetard, où les inventeurs touchèrent une part du butin bien que le trésor n'en fut pas un, au sens de la loi ! Le 24 mai 1938, neuf ouvriers, démolissant un immeuble de la rue Mouffetard à Paris, mirent au jour des milliers de louis et doubles louis d'or frappés sous Louis XV ; à côté de ces pièces on retrouva des dispositions testamentaires de Louis Nivelle, écuyer du roi décédé en 1757, au profit de sa fille Anne-Louise-Claude. Le trésor fut mis sous séquestre pendant la guerre ; peu après cette dernière, il y eut procès entre les diverses parties intéressées au magot, au nombre desquelles se trouvaient quatre-vingt-trois héritiers retrouvés par d'efficaces généalogistes parmi les descendants d'Anne-Louise Nivelle et de son mari Jean de Forges.

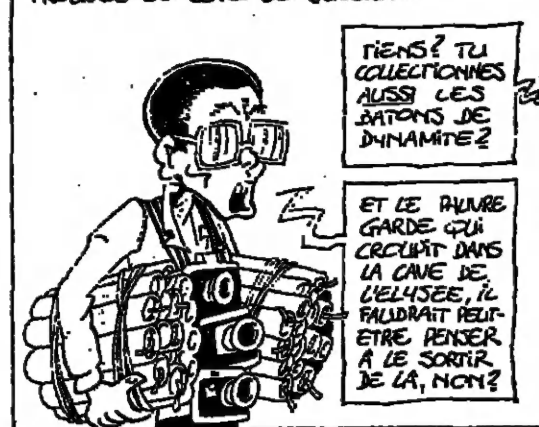
En juin 1949, le juge estima qu'il ne s'agissait pas véritablement d'un trésor au sens du code civil puisqu'il existait un testament ; néanmoins, il fit un partage équitable entre les héritiers, le propriétaire de l'immeuble et les neuf inventeurs. La part de ces derniers fut vendue aux enchères en mars 1952.

En décembre 1972, une grande partie des pièces des héritiers fut également dispersée en vente publique et depuis les « louis de la rue Mouffetard » viennent de temps à autre agrémenter les ventes de l'hôtel Drouot, apportant à l'acquéreur cet inimitable halo de mystère qui entoure les pièces de trésor.

GERARD MATHIEU



10 AOÛT : CE MIDI, TOSHIO SUZUKAWA EST ARRIVÉ AVEC UN VERT KIOSQUE DÉPOSÉ TROUVES DU CÔTÉ DE JESSIEUX.



PAR CHANCE, NOTRE DESERTEUR REMONTAIT AVEC LUI DEUX CASSÉS DE BÈRE, CENT CINQUANTE RATIONS DE GUERRE, ET UN JEU DE CARTES.



LANGAGE

Racisme des mots

JACQUES CELLARD

Le premier racisme, le plus général, le plus tenace et le plus irritant, même s'il n'est pas le plus dangereux, est celui du vocabulaire. Tel brave homme incapable de nuire à l'autre, soucieux de ne pas l'offenser et même de lui offrir une amitié active, ne verra cependant aucune malice à parler de lui sous des appellations insultantes, tout étonné qu'on lui reproche un « racisme » qui n'est pas dans ses intentions.

Il n'existe pas de désignation admise pour ces « noms insultants » : *bougnat, mal-blanchi, bougnat*, pour les Noirs (en France), *voipin*, etc., *niai, crouga*, etc. Hélas ! Prave de notre mauvaise conscience, ou du peu d'intérêt que soulève la question ? Quel qu'il en soit, c'est toujours une épine dans la chair du rédacteur de dictionnaires.

S'il ignore, ou feint d'ignorer ce genre de mots, il manque à son devoir de lexicographe, qui est de décrire un vocabulaire et non de le censurer. Mais, s'il écrit qu'un *auvergnat*, c'est aussi un *auvergnat*, un *italien*, un *schmouk* un *juif* et un

ration un Algérien, il est aussitôt accusé de provocation raciste et nommé (les exemples ne manquent pas) d'expurger son dictionnaire de tout ce qui heurte, légitimement du reste, la dignité des groupes ethniques minoritaires en France.

D'être ou de ne pas être « dans le dictionnaire » ne change pas grand-chose au destin des mots. Mais, dans l'imagerie commune, le dictionnaire « authentifie » le mot et, par conséquent, le fait, c'est-à-dire le racisme. C'est vrai, à condition de ne pas oublier que nier la réalité du racisme dans le vocabulaire général des Français n'est certainement pas une bonne façon de le combattre.

Le problème n'est pas particulier à la France. Dans une très intéressante étude d'une récente *Revue française d'études américaines*, M. Henri Bejoint rappelle que « les lexicographes américains sont soustraits, comme dans les autres pays, à des pressions sociales. Ils hésitent donc à faire figurer dans leurs dictionnaires tout ce qui pourrait choquer certains groupes. Il y a quelques années encore, aucun dictionnaire américain ne don-

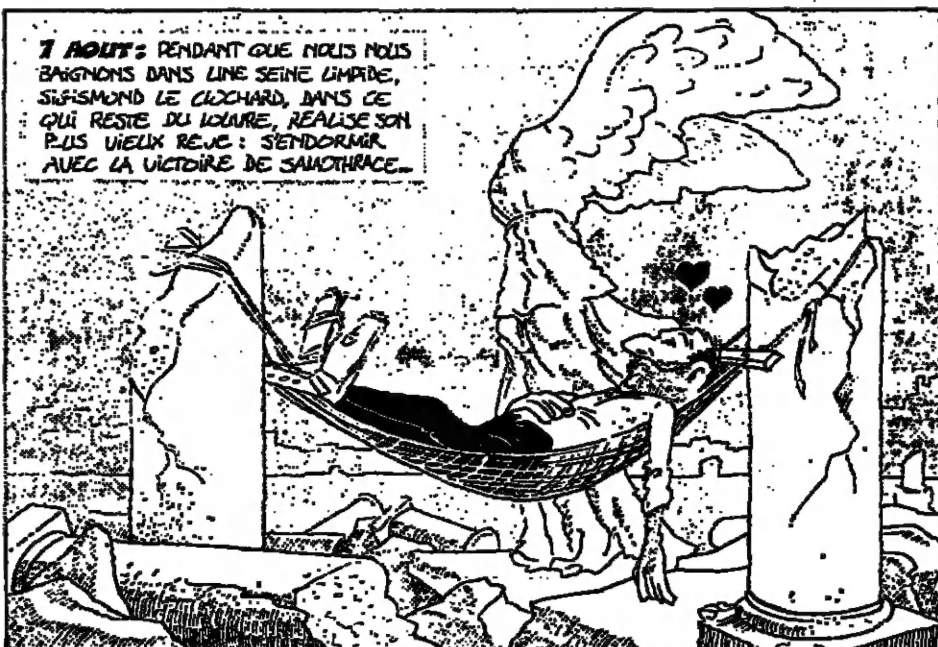
nait de mots considérés comme injurieux, bien que leur fréquence ne fit aucun doute ».

On peut préférer à l'appellation de « censure sociale » celle de « contre-racisme » ou de « contre-violence » raciste : cela ne change pas grand-chose au problème.

De son étude, Henri Bejoint dégage une constatation : « L'ordre décroissant du nombre des surnoms ethniques correspond presque parfaitement à l'ordre décroissant de distance sociale. » C'est-à-dire que le groupe minoritaire, pas seulement ethnique d'ailleurs, que le groupe « dominant » considère comme le plus éloigné de lui, le plus « indésirable » ou le plus « étranger » à lui, est aussi celui qui engendre le plus grand nombre de désignations insultantes. Par ailleurs, « cet ordre de distance sociale correspond, en gros, à l'ordre décroissant du nombre des immigrants (aux États-Unis) ». Ou, sans doute, plus exactement, pour la France, à une certaine perception de ce nombre.

Dans cette optique, il est intéressant de noter, pour la France, les variations en nombre des « insultes ethniques » depuis un siècle. Ce genre d'études montrerait à peu près certainement une très forte décroissance du racisme antisémite, après deux périodes d'exaspération, la première de 1880 à 1900, qui culmine avec l'affaire Dreyfus, la seconde de 1930 à 1940, autour de l'affaire Stavisky en particulier.

La quinzaine d'insultes racistes (antisémites) que l'on peut identifier alors à travers les



11 AOÛT : D'ABORD S'ASSURER QU'IL NE CHERCHERAIT À PREVENIR PERSONNE. MARILYN MENA DE DIFFICILES NÉGOCIATIONS.



VERS LE SOIR, L'HOMME FINIT PAR CÉDER. NOUS POUVONS LE DÉLURER SANS CRAINTE.



15 AOÛT : UNE HISTOIRE D'AMOUR S'ÉVALUERA-ELLE, ENTRE ADRIEN (ELLADOE) ET MADAGASCAR (LÉFÈBRE) ? DÉJÀ UNE SCÈNE, LES HABITANTS TOUTS DEUX DANS L'OPÉRA.



Le Monde
dossiers et documents

Numéro de juillet-août-septembre

LES RÉFUGIÉS

LA DIVISION INTERNATIONALE
DU TRAVAIL

Le numéro : 3,50 F

Abonnement un an (10 numéros) : 35 F

PLUMES

Le badminton

OLIVIER MERLIN

dictionnaires et les textes, est à peu près entièrement sortie de l'usage aujourd'hui. On ne s'en plaint pas !

De même, la « normalisation » des rapports entre Français et Allemands se traduit par la disparition des insultes anti-allemandes. Nos enfants sont, aujourd'hui, tout étonnés d'apprendre que, de 1880 à 1890, à peu d'exceptions près, le mot « allemand » avait disparu du vocabulaire français, pour être remplacé par « boche ». Au point que, au moins dans les périodes de chauvinisme le plus exalté, appeler « allemand » un Allemand a été pratiquement considéré comme une marque de sympathie incongrue et inacceptable !

Aujourd'hui, on ne rencontre plus guère *frisch, chien, doryphore ou fridolin* que dans des rétro de guerre.

De même, on peut juger de la réussite de l'intégration des Français d'Algérie à l'assimilation de « sobriquets » les désignant, à l'exception de *pieu-noir*, qui n'est pas systématiquement injurieux. Nous pourrions donc, à travers notre vocabulaire, nous décerner une mention passable, et presque un salut du genre « racisme faible ou modéré », si... si n'y avait pas, malheureusement, le déferlement des appellations injurieuses pour les travailleurs immigrés d'Afrique du Nord, et plus généralement pour tous les Maghrébins.

La, notre racisme est visible et violent. Mais les dictionnaires n'y sont pour rien.

(1) Revue française d'études américaines, n°9, avril 1980, « L'étranger dans la culture américaine », 179 p., le n° 25 F, en série de l'association française d'études américaines (AFÉA), 10, rue Charles-V, 75004, Paris.

DEMANDEZ à un sportif documenté, plus spécialement à un joueur de tennis, quelle est la différence entre le badminton et le squash, vous le verrez hésiter. Réponse simplifiée : le badminton se joue avec un volant dans l'espace d'un gymnase, tandis que le squash (1) se pratique avec une petite balle entre les quatre murs d'un trinquet en miniature. C'est du premier de ces exercices en salle, qui exige de sérieuses qualités athlétiques en même temps qu'il entraîne une salubre dépense physique pour l'homme des villes, qu'il s'agit ici.

Le badminton est né en juillet 1873 dans le Gloucestershire, en Angleterre, à une vingtaine de kilomètres au nord de Bath. Ce jour-là, les invités du duc de Beaufort, dans sa belle demeure de Badminton House — aujourd'hui résidence royale et enceinte d'un concours hippique fort bien coté — s'ennuyaient ferme. C'était peu avant que le major Wingfield n'édicte les règles qui allaient présider pendant un siècle aux matches sur gazon de l'All England Lawn-Tennis and Croquet Club de Wimbledon. Un

des invités présents, officier en congé de l'armée des Indes, proposa alors un jeu de raquette, le *poona*, que les Malais pratiquaient en se renvoyant un volant par-dessus un filet. Anxété adoptée, le jeu se développa sur les pelouses de la propriété dont le nom, *poona facta*, servit de parrainage. En 1887, des règles précises transformèrent la partie de jardin — *garden-party* — en sport codifié, et quelques années plus tard, en 1895, l'English Badminton Association organisait son premier tournoi officiel à Westminster.

Cependant, depuis trois siècles en France, on jouait en plein air au volant. A Chantilly, les mémorialistes rapportent que le Grand Condé s'exerçait « à la paume, au mail et au volant ». L'iconographie picturale, après les écrits (à la plume d'or !), situait dans le temps les étapes de cette vogue ainsi : la *Fillette* jouant au volant, de Chardin (actuellement aux Offices) et le *Volant*, du baron Boissieu (figurant un « double » des Merveilleuses aux Tuileries). Après quoi, jusqu'à la fin du siècle passé, le « volant » passa pour un aimable jeu de place.

La création des championnats

de France internationaux remonte à la saison 1908. Durant quatre années, c'est le champion anglais Sir John Thomas qui remporta l'épreuve. Puis ce fut, après le long règne des Anglo-Saxons, celui des Scandinaves.

Au lendemain de la première guerre, par on ne sait quel mystère, le badminton sombra en France dans les oubliettes du sport. Ce n'est qu'en 1935 que reprirent les internationaux de France. Ce fut dès lors l'apanage exclusif — durant une vingtaine d'années — du champion de tennis Henri Pellice, qui établit le maître incontesté du badminton, jamais battu en compétition par un Français.

Marcel Cerdan

Le badminton, jusqu'à ces dernières années, était resté un sport ultra-confidentiel. Parmi les amateurs de marque qui s'y adonnaient, à titre d'entraînement, au gymnase parisien du Racing Club, rue du Chemin-Vert, il y avait Marcel Cerdan. Comme tout athlète supérieur, il était doué d'une personnalité qui s'aventurait dans un nouveau domaine, le glorieux boxer avait rapidement atteint le niveau de la seconde série, au-delà duquel il devient assez difficile de s'élever. Les autres amateurs profitaient de l'apprentissage très court des meilleurs coups pour s'amuser et se dépenser tout leur sang. Alors que le tennis réclame au débutant des mois de travail méthodique pour envoyer la balle sur des centimètres de ligne et la poursuivre dans tous les astuces du court, il suffit en revanche au badminton de taper de toutes ses forces le volant, lequel s'im-

mobilité toujours, à peu près, aux pieds du joueur.

Les deux seuls *impediments* du badminton jusqu'à ces dernières années résidaient dans les servitudes de l'hygiène et le coût du matériel, singulièrement du volant.

Une demi-heure de jeu vous mettait littéralement en rage. Il est en effet nécessaire de disposer d'un vestiaire où l'on puisse prendre une douche. Ce problème est résolu aujourd'hui par l'équipement moderne des gymnases municipaux.

La deuxième entrave consistait dans le prix élevé des volants en plume. On aura une idée de la rareté de l'engin : quand on saura qu'un volant de compétition est constitué de seize plumes de queue d'oie, qu'il nécessite le sacrifice de deux de ces volatiles et qu'il ne s'agit pas de palmipèdes ordinaires mais exclusivement d'oies de Bohême. D'où pour un tournoi classique de cent vingt-sept matches, la bagatelle de quarante-huit douzaines de volants à aligner, soit un millier d'oies à plumer ! On conçoit que l'importation dans les pays de l'Ouest ne suffisait pas à la demande, le badminton officiel en arrive à se tourner vers les volants modernes en matière plastique qui durent allégrement leurs six matches.

Mon expérience du badminton remonte à hier.

Comme spectateur admiratif, j'avais déjà suivi il y a trois mois les compétitions internationales de la « Plume d'or » disputées devant un millier de connaisseurs à la salle Binet, porte de Clignancourt et au match singulier, ébouriffant d'agilité et de vitesse entre le jeune gaucher belge Jean-Pierre

Bauduin et le Yougoslave barbu Gregor Berden.

Il me restait à jouer moi-même. Pratiquement le tennis depuis quelque soixante ans, tout récent adepte du squash, je comptais cependant être faneusement désorienté par les caprices du volant. Mais mon initiateur de l'autre côté du filet, Jean-Pierre Agnery, président (en exercice) de la Ligue de badminton parisienne et excellent joueur lui-même, était bien décidé à me ménager. Je me livrai donc là, dans le gymnase municipal de l'avenue Parmentier, où des gymnastes en décaissent sur cinq autres courts (quatre courts de badminton tiennent dans un court de tennis) à une séance « partie de château » m'inscrivant les constatazioni premières. Vir, nerveux, appuyé, le geste du badminton, à la différence du coup de raquette bras tendu du tennisman, peut être martelé, fonné ou cinglé, l'impulsion partant toujours du poignet, le plus souvent en smash au-dessus de la tête. La nouveauté essentielle qui déroute le néophyte réside dans le vol imprévisible et les points de chute à géométrie variable du diabolique projectile éponné. Et là on se rend compte que rattraper les lob au fond du court ou encaisser les smash au-dessus du filet tout au long d'un match de compétition n'est pas un divertissement de petite fille !

Pour le reste, si le cœur vous en dit et vous le permet, le vous engage à découvrir dans l'empirisme le badminton pratiqué selon la formule omni-sport « au jeu sans prétention on n'assure guère de limite d'âge ».

(1) Voir le Monde du 28 février 1979.

EN SAVOIR PLUS

LE TERRAIN

Le court a 13,40 m de long sur 6,10 m (tennis : 23,77 m sur 10,97 m). Filet à 1,52 m du sol au centre et à 1,85 m aux poteaux.

LE MATERIEL

— Raquette : plus étroite et plus légère (110-120 g) que celle du tennis (350 g), en bois ou en fibre de verre. Prix moyen (compétition) : 250 F ; usage moyen (compétition) : deux raquettes par saison.

— Volant : poids de 4,75 g à 5,50 g et de quatorze à seize plumes ou avec armature évasée en matière plastique greffée sur une embase de liège. Prix du volant en plumes : 15 F (usage moyen compétition : deux par match) ; en matière plastique : 4 F (usage entraînement ordinaire : quinze à vingt parties).

LES REGLES

Les échanges se pratiquent exclusivement de volée et sont comptés toutes les répliques qui sortent des limites du court. Seul le service marque les points (comme au volley-ball) : il faut donc d'abord conquérir ce privilège. Si le service fait une faute (il n'a droit qu'à un seul coup), l'engagement passe à l'adversaire. On sort en diagonale en envoyant le volant alternativement dans le demi-court droit et le demi-court gauche.

Les parties sont disputées au meilleur des trois manches. Chaque manche est jouée en 15 points (11 pour les dames). En cas d'égalité à 13 ou 14, prolongation en 3 ou 4 points au gré du joueur qui mène.

Durée moyenne d'une partie : de trente à quarante minutes.

LES CONDITIONS DE JEU

Le smash au-dessus de la tête est le coup décisif du jeu, le service, le coup droit et le revers n'ayant pas la même efficacité qu'au tennis. L'art du service consiste à dévier un coup puissant qui envoie le volant au-dessus du filet tout au long du court. L'« amorti » ou *drop-shot* est la meilleure attaque pour obliger l'adversaire à relever le volant, donc permettre de smash. En matière de défense, c'est le lob avec un époué très élevé qui constitue le coup maître.

L'ORGANISATION FEDERALE

— Fédération française de badminton, 48, rue de Tocqueville, 75017 Paris. Tél. : 822-42-36. Président : M. Claude Lefèvre.

— Ligue de badminton de Paris, 81, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris. Tél. : 307-16-05. Président : M. Jean-Pierre Agnery.

— Kat Min Ton, 14, rue Paul-Bert, 49400 Saumur.

LES CLUBS A PARIS

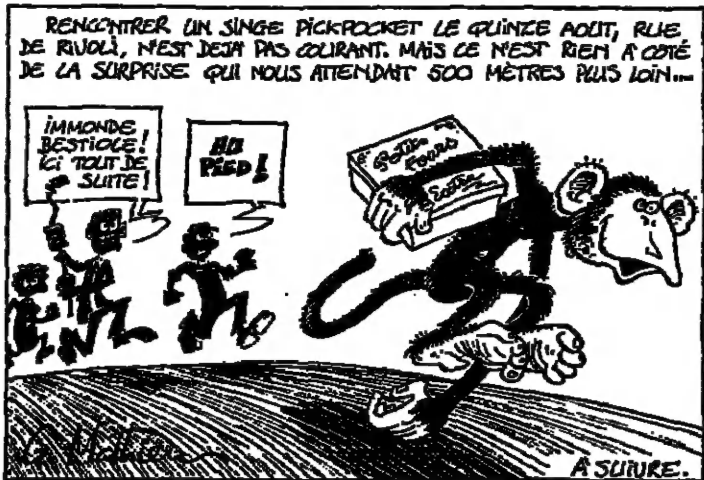
— Racing-Club de France, 5, rue Eblé (7).

— Esso-Sports, 4, avenue de la Porte-de-Cligny (18).

— Caléa d'épargne, 85, rue de la Glacière (14).

— Clubs municipaux : 65, avenue Parmentier (10) ; 81, avenue Ledru-Rollin (12) ; 31, rue Paquet (15) ; 8, place Gambetta (20).

Collations moyennes : 250 F par an.



François Thibaux
LA PÉGRINATION DE FERNÃO MENDES PINTO

Comment un ancien valet portugais, tour à tour soldat, esclave, pirate, marchand, découvreur, le Japon en 1543, et devient l'un des grands hommes de son époque, le futur Saint François ?

Collection "Étonnants Voyageurs"

Seghers

UNE NOUVELLE INÉDITE DE THORGEIR THORGEIRSSON

Enterrement



STANISLAS BOUVIER

Nous sommes devant la fosse ouverte et attendons. La brume grise qui flotte dans l'air diminue la visibilité. Le monde de la réalité, quand il fait ce temps-là, se réduit à un cercle étroit autour de l'endroit où l'on est. Ce qui est éloigné n'a ni couleur ni signification. A l'intérieur du cercle devrait régner le silence, mais un excavateur jette vite creusé une fosse de l'autre côté du sentier de graviers. Il ramène la terre en rugissant, se soulève, la gueule pleine de terre, romonne paisiblement, vomit le contenu de ses mâchoires sur le bord de la fosse, puis rugit à nouveau avidement.

Dans le cercle de la réalité, un corbillard survient à toute vitesse, et le gravier crisse quand il s'arrête. Une Austin bicolor le suit de très près et freine brutalement à la suite. Au même instant, les quatre portes s'ouvrent. Quatre hommes de noir vêtus descendent et se précipitent vers le corbillard. On dirait des pompiers à l'exercice, parfaitement entraînés.

Il me semble entendre un bruit venu de la dépouille mortelle de la vieille femme dans le cercueil. Elle est la mère de mon père et avait atteint ici-bas l'âge de quatre-vingts ans.

Ma grand-mère Elisabeth a survécu à deux mariages et la mer lui a pris deux de ses quatre fils. Je ne pense pourtant pas que personne ait jamais pensé qu'elle n'avait pas eu de chance. Elle était toujours en train et gaie et prête à s'y mettre. Elle s'était habituée avec la vie.

Son premier mari était mon grand-père. Il est mort de la grippe espagnole en 1918, si bien que je ne l'ai connu que par leur photo de mariage.

Il avait le regard sombre pour un jeune marié, et de ces mains qui ne rentrent dans aucune poche. Un homme silencieux. Elle est mince, belle de visage, et a l'air d'une femme qui dit ce qu'elle pense. Semblable à elle-même.

Si j'observe en pensée cette photo de mariage, je me souviens l'histoire de la fois où il est parti toute la journée pour chercher le lait.

« Ça ne lui ressemblait pas à Thorger de vaquer toute la journée pour chercher le lait. »

Ma grand-mère disait cela et riait et on en venait à parler de cette histoire-là. Et en fait, en ce qui la concernait, l'histoire n'allait pas plus loin : elle en avait eu l'explication après la mort de cet homme au regard sombre. Beaucoup d'années plus tard.

Il faisait un temps épouvantable ce jour-là. Alors qu'il retournait chez lui avec le lait, il rencontra quelques hommes qui regardaient un bateau en perdition sombrer derrière la crête des vagues. Il voulait aller sauver les pêcheurs, mais ils lui objectèrent que les vagues étaient infranchissables. Alors il posa par terre sans rien dire le bidon de lait, enjambe un bateau à huit rames et s'enfuit. Les autres, à ce moment-là, l'accompagnaient. Ils franchirent la première crête, sauvèrent les pêcheurs et mirent un jour entier à regagner la côte. Il a repris le bidon de lait et il est rentré à la maison.

« Ça ne lui ressemblait pas à Thorger de partir en vadrouille toute la journée pour chercher le lait », disait simplement ma grand-mère quand quelqu'un lui ressortait l'histoire.

Je pense que ma grand-mère tenait tête à cet homme volontaire et silencieux. Ce que j'en dis, je le tiens de mon père. Mon grand-père a voulu que son fils aîné porte son prénom. Alors ma grand-mère Elisabeth a dit :

« Si tu vas lui donner ton prénom, eh bien ! l'enfant peut bien porter le mien aussi. »

Mon père s'appelait Thorger Eli. Et la photo de mariage m'a toujours semblé indiquer que celui qui tenait tête à mon grand-père tenait tête au monde entier. C'est ce que faisait ma grand-mère.

Les échecs et les espoirs brisés de ces gens n'empêchaient pas les tentatives. Je suis un enfant et nous sommes le jour où Olafur, le frère de ma grand-mère, est venu coucher chez nous à Kópavogur. Il ressemblait à ma grand-mère.

Je dormais dans la même chambre que lui. Il s'est levé au milieu de la nuit, portant son drap en chambrée, et s'est mis à célébrer une longue messe, avec les chants, le sermon, la prière et le rituel des chœurs. La famille de ma mère avait l'habitude de chuchoter sur les raillages de la famille et de se retirer dans sa coquille au moindre vent contraire. Aussi j'eus presque peur de la manière dont Oli éclata de rire et demanda :

« Est-ce que j'ai bien célébré la messe dans mon sommeil cette nuit ? »

Il avait toujours voulu devenir pasteur, mais l'argent avait manqué.

Le rire du frère de ma grand-mère, Olafur, sonore, étincelant et tremblant, et les hoquets inattendus de ma grand-mère sont la musique d'accompagnement de ces années. Il y a toujours une part de moi-même qui redoute ces sons, car ils dérangent cette insensibilité qui gagnait la famille de ma mère quand quelque chose n'allait pas.

Le dimanche, je rendais visite à ma grand-mère avec mes frères et sœurs, et nous allions au cinéma. Le cinéma d'Hafnarjörður était alors une toute petite baraque qui ne contenait que quelques personnes et on y allait dans le seul but de parvenir à y entrer. Personne ne demandait ce qu'on jouait. Les gens étaient enivrés au fur et à mesure dans la baraque, on m'entraînait dans sa sueur et on regardait l'impressionnante. Ceux qui n'entraient pas plâtraient dehors et essayaient d'écouter la musique et les dialogues à travers le mur.

Mais il fallait pénétrer cette que couille. Je ne pense pas que ma grand-

mère soit jamais allée de sa vie au cinéma. Elle a fréquenté les bals jusqu'à passé soixante-dix ans, mais n'est sûrement jamais allée au cinéma. Elle se scandalisait pourtant énormément lorsque nous n'arrivions pas à jouer des coudes et à nous imposer jusqu'au guichet pour pénétrer à l'intérieur.

Et on se battait pour rentrer.

Cette grand-mère de mes années de jeunesse m'inspire une crainte à distance, parce que je ne la connais pas totalement. Quand elle a le hoquet c'est un son terrible et qui n'en finit pas, un son imprévisible. Elle se dépêche toujours d'essuyer la table et de poser un journal sous votre siège, quel que soit l'endroit où vous allez vous asseoir. Et on ne sait jamais quel mot désagréable va sortir de la bouche de cette femme mince au visage délicat. Mais ses ragôts de mouton sont délicieux.

Je me sens plus proche de mon grand-père Jón. Il était son second mari et notre grand-père des dimanches. Chauve, le visage allongé, une prise dans les narines, il parlait chaleureusement. Mon grand-père avait quelquefois quitté la maison lors de crises de jalousie.

« C'était toujours exactement la

même chose quand Jón revenait à la maison », disait ma mère en riant.

C'était toujours un samedi : venait d'abord un gros gigot de mouton, puis des fleurs, et enfin Jón lui-même, comme si rien ne s'était passé. Il était follement entiché de sa Beta.

Ça, ça me semblait bizarre. Je pouvais bien comprendre qu'il fuge. Après avoir entendu ma mère en parler plusieurs fois, j'avais toujours l'impression, en allant chez eux le dimanche, que grand-père Jón venait de rentrer d'une de ses escapades angloises. Et je le remerciais en pensée pour le ragôti de mouton qui ne pouvait être que le reste du délicieux gigot qui précédaient ses retours. Ce n'était bien sûr qu'une illusion, mais c'est ainsi après tout que se manifestait ma sympathie à l'égard de cet homme excellent. Je ne me rendais pas compte à cette époque que ma grand-mère elle-même partait de chez elle tous les matins de la semaine pour aller saler le mouton ou appâter les lignes. Plus tard, j'ai travaillé avec elle dans la morue. Elle était la reine des bacs de lavage du poisson. Elle y était elle-même, totalement.

Mon grand-père Jón est mort vingt ans avant ma grand-mère. Elle tenait encore tête au monde, allait au

bal, et avait placé les économies d'une vie de labeur dans la pierre. Elle possédait une maison de deux étages et y vivait heureuse avec ses deux enfants qui l'aidaient chez elle avec leur famille.

Quand ils ont déménagé la bougote, la prise. Mais ma grand-mère Elisabeth n'était pas le genre de personne à se coucher par terre en pleurant et à se ronger les ongles dans l'adversité. Elle s'est lancée dans la spéculation foncière. Elle a passé les quinze dernières années de sa vie à acheter et à vendre inlassablement des maisons et des appartements, sans se plaindre jamais, sans part.

Elle mettait un journal sous votre siège, faisait chauffer du café, tenait contre cette mauvaise habitude de donner un poisson par semaine à un jeune garçon, travaillait comme femme de ménage ou dans le poisson, selon ce qui se présentait et visitait de nouveaux appartements.

Ce sont ses membres qui la lâchèrent en premier. Il n'en restait guère qu'un amas de planches après tous ces déménagements. Les agents immobiliers ont mis quinze ans à dévorer les économies de toute une vie. Et je les soupçonne d'être allés doucement les premières années qu'elle a cherché à spéculer. Mais elle a décliné assez rapidement vers la fin. Elle est restée pourtant semblable à elle-même jusqu'au dernier jour.

Quelques années avant sa mort, un fils de sa sœur a ouvert une exposition de peinture. Quand la vieille Elisabeth ouvrait la bouche, on pouvait entendre ce qu'elle disait aux quatre coins de la galerie.

« C'est supposé coûter 12 000 couronnes, et c'est même pas lisse ! »

Il s'agissait d'une peinture à l'huile.

C'est vers la même époque qu'elle a fait ses derniers achats immobiliers. Elle était devenue une proie facile pour les agents. Ils lui ont montré une maison en bois de trois étages dans le centre-ville qu'elle devait obtenir en échange d'un appartement de trois pièces.

« C'était écrit que je devais tomber sur un vendeur immobilier honnête avant de mourir », dit ma grand-mère, et elle fit l'affaire.

Son tas de planches fut démonté dans deux cablons et une cuisine au dernier étage. Cette femme alerte avait maintenant du mal à monter les escaliers. Mais ces jugements sur l'existence s'entendaient jusqu'au rez-de-chaussée quand le gérant de la maison venait.

Il se révéla qu'elle était locataire de la maison. C'était écrit noir sur blanc dans le contrat qu'elle avait signé. Elle possédait bien entendu le douzième de la maison ; mais elle en louait le cinquième et devait payer la différence.

« Je ne vois tout de même pas, disait-elle, payer un loyer dans ma propre maison. »

Il fut impossible de lui soutirer un loyer les années qu'elle vécut dans sa dernière demeure.

« Non, pas à Elisabeth. »

Longtemps après, alors qu'elle était à l'hôpital, on a trouvé de l'argent sous le lino, dans la pendule, sous les oreillers et entre les cloisons de l'appartement.

Tel fut son dernier combat avec la vie.

Je pense à tout cela tandis que le pasteur essaye en vain de faire pleurer une assistance agitée de toussotements. Puis tout le monde chante le « Tout-comme-l'unique-fleur ».

Nous sommes donc devant la fosse ouverte et attendons. La brume grise qui flotte dans l'air diminue la visibilité. Le monde de la réalité, quand il fait ce temps-là, se réduit à un cercle étroit autour de l'endroit où l'on est. Ce qui est éloigné n'a ni couleur ni signification.

Quatre membres du chœur aux traits raides et inusités portent le cercueil blanc. Un excavateur et une Austin bicolor se trouvent à l'arrière-plan. Les hommes attachent des cordes au cercueil et le mettent en terre avec une rapidité incroyable. Il y a vraisemblablement un autre enterrement aujourd'hui.

Quand le cercueil est tombé au fond de la fosse, je me suis mis à penser : elle était coriace, la vieille. Nom de Dieu qu'elle était coriace !

Et j'ai souri devant la tombe de ma grand-mère.

(Traduit de l'islandais par Gérard Lemaquis.)

THORGEIR THORGEIRSSON est un des plus grands écrivains islandais d'aujourd'hui. Auteur de romans, de poèmes, de pièces de théâtre, il a été traduit en allemand et dans plusieurs langues scandinaves, mais jamais en français. Cette nouvelle est extraite du recueil *Kvennagagnir* (Gens de tous les jours).

La mort de l'ex-chancelier
Une fin solitaire
la libération
affirment

Tel père

sur l'islam

Taiwan : l'autre
I. - L'exil « provincial »